

**Prix de détail  
en juillet :  
entre + 0,8 %  
et + 0,9 %**

LIRE PAGE 20

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,00 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 348 F CFA ; Danemark, 8,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; États-Unis, 63 c. ; Grèce, 66 dr. ; Irlande, 20 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,250 DL ; Luxembourg, 27 fr. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 200 esc. ; Royaume-Uni, 90 p. ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 fr. ; Yougoslavie, 130 d.

Tarif des abonnements page 2  
5, RUE DES ITALIENS  
75437 PARIS CEDEX 09  
Tél. : MONDIPAR 450572 F  
C.C.P. 4207 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## « Désobéissance civile » au Pakistan

Les Pakistanais n'ont pas pour habitude de chercher des modèles chez leurs voisins indiens. Cependant, les uns et les autres n'ont pas attendu pour rien à l'Empire des Indes. Le mouvement de « désobéissance civile » commencé le 14 août dans le grand port de Karachi, à l'initiative du Mouvement pour la restauration de la démocratie — regroupement de huit formations de l'opposition laïque interdites, dont le Parti du peuple pakistanais de feu Ali Bhutto, — s'étend et fait de plus en plus penser, par son ampleur populaire et son esprit, aux vastes manifestations antibrutitaires organisées jadis dans le sous-continent à l'appel de Gandhi.

A Lahore, à Quetta, à Peshawar, trois chefs-lieux de province, on a vu des responsables du Mouvement se précipiter, poitrine nue, vers la police, pour se faire volontairement arrêter. Des militants de la démocratie les ont imités dans plusieurs régions, notamment à Rawalpindi. A Ghotki, de jeunes opposants ont emporté les rails du chemin de fer. Un peu partout, des citoyens ont décidé d'appliquer la consigne du regroupement des huit partis consistant à ne plus payer l'impôt tant que ne serait pas levée la loi martiale.

Suprême camouflet pour un régime qui depuis 1979 a proclamé la loi coranique loi tout court, c'est une femme, la bégum Nasim Wali-Khan, figure charismatique, qui a quitté Londres pour Peshawar mardi 16 août, afin d'annoncer qu'elle coordonnerait désormais la lutte du Mouvement et engageait la nation à poursuivre la désobéissance civile. Ironie de l'histoire, c'est la même « femme d'Etat », qui, en 1977, avait déchaîné les foudres contre Ali Bhutto. Aujourd'hui, elle est l'alliée du parti de feu le premier ministre contre les militaires intégristes qui ont fait supplicier celui-ci en 1979.

La parade contre ce qui est la première véritable tentative de renversement du général Zia Ul-Haq, au pouvoir depuis six ans, a évidemment été, d'abord, la répression. Tout rassemblement de plus de quatre personnes a été, en vain d'ailleurs, interdit. Environ mille deux cents manifestants étaient incarcérés mardi soir dans la seule province du Sindh, à Karachi, la résidence de M. Ghulam Mustafa Jatoi, président du Parti du peuple pakistanais, a été transformée en « prison annexe » par la justice militaire, qui a condamné son occupant à trois mois de détention. A Larkana, chef de la famille Bhutto, la même « justice », a, pour la première fois, décidé d'appliquer un châtiment islamique — la flagellation — à quatre militants du Mouvement.

Il est encore trop tôt pour dire si le général Zia Ul-Haq aura assez de ressort pour venir à bout d'une situation qui, pour l'instant, n'est vraiment grave que dans le Sindh, au sud du pays. Les manifestants, en tout cas, ne paraissent pas pour le moment disposés à se contenter de ce qu'ils ont appelé les « fausses promesses » du général-président, déjà formulées en 1977 et en 1980 : levée « prochaine » de la loi martiale et retour à la démocratie « dans dix-huit mois ».

En réalité, outre la détermination populaire, la suite va beaucoup dépendre de la faculté des huit partis coalisés à rester unis et de l'émergence d'un véritable chef de l'opposition, car on n'en est pas encore à imaginer le bégum Wali-Khan remplaçant Ali Bhutto, l'un des rares politiciens modernistes d'envergure produits par le monde musulman depuis 1945.

## L'engagement français s'intensifie au Tchad

**Le dispositif de défense  
pourrait atteindre trois mille hommes  
Des avions de combat  
vont être stationnés à N'Djamena**

Une semaine après les premiers envois d'instructeurs-parachutistes français au Tchad, l'opération Manta, dont M. Hernu avait rappelé samedi 13 août qu'elle était « entièrement achevée », se développe sur une autre échelle, en vertu d'un plan qui n'est pas improvisé mais méthodique, fait-on observer dans les milieux militaires. C'est ainsi que, dans les quarante-huit heures, le contingent français atteindra plus d'un millier d'hommes et que, d'ici à la fin de la semaine, deux mille soldats français pourraient se trouver au Tchad. Dans certains milieux, on n'exclut pas que le déploiement complet du dispositif français puisse représenter trois mille hommes. On ajoute à Paris, que les Libyens algériens pour leur part six mille hommes.

De plus, l'armée de l'air va à son tour entrer en lice dès les prochains jours et des avions de combat vont être stationnés dans la capitale tchadienne. L'aéroport de N'Djamena devait être d'ailleurs, dès ce mercredi, protégé par des batteries mobiles de missiles Crotale. Ces batteries complètes des radars peuvent intercepter des avions volant à vitesse supersonique dans un rayon de 10 kilomètres.

Le contingent français réparti dans un quadrilatère formé par les villes de Salal, Arada, Biltine, Abéché et N'Djamena sera à même de répondre à toute agression, dit-on à Paris, où l'on ajoute que la France est décidée à « mettre le paquet » en cas d'attaque.

Ce renforcement très net de l'engagement militaire français se poursuit alors qu'on apprend à Paris que M. Roland Dumas, chef de son personnel de M. Mitterrand, s'est entretenu récemment avec le colonel Kadhaï à Tripoli. On confirme de source inconnue à Paris que M. Dumas a effectué ces derniers temps plusieurs voyages « privés » en Afrique du Nord au cours desquels il a eu de nombreux entretiens dont au moins un avec le colonel Kadhaï. M. Dumas, dit-on de même source, a bien entendu rendu compte de ces conversations au chef de l'Etat.

Depuis le début du conflit, on soulignait d'ailleurs à Paris que les points d'achoppement ne pouvaient être que le colonel Kadhaï et que le colonel Kadhaï avait été notamment dûment averti des limites à ne pas franchir pour ne pas s'attirer une riposte de la France.

Interrogé sur les événements du Tchad lors de sa visite dans la nuit de mardi à ce mercredi dans une région de Reims, M. Mitterrand a refusé de répondre, se contentant de

## Washington reconnaît avoir aidé Klaus Barbie

**Le gouvernement américain  
admet avoir recruté après la guerre  
l'ancien chef nazi comme informateur  
et présente ses regrets à la France**

De notre correspondant

New-York. — La commission créée en mars dernier par le département de la justice pour enquêter sur les conditions dans lesquelles Klaus Barbie a pu échapper en 1949 à la justice française et partir en Bolivie, a rendu mardi 16 août son rapport, c'est un gros dossier de 218 pages assorti d'un millier de pages d'« annexes » et signé de M. Allan Ryan, assistant du ministre de la justice, M. William French Smith, et spécialiste des enquêtes sur les criminels de guerre nazis réfugiés aux États-Unis. Pour la première fois, le gouvernement américain reconnaît ses responsabilités dans les événements qui, de 1947 à 1951, ont permis à Barbie d'échapper à la justice française.

Il ressort de l'enquête que Barbie avait été engagé en 1947 par les services de contre-espionnage de

l'armée américaine comme agent de renseignement appointé, chargé de les informer sur les activités soviétiques en Allemagne occupée. Au printemps 1949, la haute commission civile américaine, qui dépendait du département d'Etat, eut connaissance du passé de Barbie et ordonna au quartier général du contre-espionnage de ne plus utiliser ses services. Ordre apparemment ignoré par une « demi-douzaine » d'officiers de renseignements.

Lorsque, en juin 1950, les Français demandèrent l'extradition de Barbie, les services de contre-espionnage de l'armée répondirent à la haute commission civile américaine qu'il avait disparu.

NICOLE BERNHEIM.

(Lire la suite page 4)

## A PROPOS DE L'EXÉCUTION DES PEINES

### Pour une loi meilleure

par ROBERT BADINTER (\*)

Cette innovation répond à une double exigence : faire progresser l'état de droit ; instaurer un régime plus sûr de l'exécution des condamnations.

Dans un état de droit cohérent, ce que la justice a décidé ne doit être modifié que par la justice ou bien entendu, par la grâce présidentielle.

Or aujourd'hui, s'agissant de l'exécution des peines, nous vivons sous un régime à la fois trop complexe et entaché d'arbitraire. Des autorités multiples fonctionnant selon des règles diverses se partagent le pouvoir : chambre d'accusation, tribunal correctionnel, juge de l'application des peines, garde des sceaux. Cet écheveau constitutionnel engendre inévitablement des pratiques hétérogènes, perçues souvent comme injustes ou inconséquentes.

Le système actuel pêche aussi par son caractère discrétionnaire. Si le juge de l'application des peines est compétent pour accorder une permission de sortir, c'est au garde des sceaux ou à son délégué qu'il appartient de décider.

\* Garde des sceaux, ministre de la justice.

Le système actuel pêche aussi par son caractère discrétionnaire. Si le juge de l'application des peines est compétent pour accorder une permission de sortir, c'est au garde des sceaux ou à son délégué qu'il appartient de décider.

tient de décider seul, dans les cas les plus graves, sans motiver sa décision et sans aucun recours, de la mise en liberté conditionnelle d'un condamné. Un tel pouvoir, confié à un membre du gouvernement, heurte de front la souveraineté judiciaire.

A ce régime, nous entendons substituer les pouvoirs d'une juridiction unique, dont le fonctionnement respectera les principes fondamentaux de la procédure pénale, pour mieux assurer les droits de la victime, ceux de la victime — et ceux du condamné.

Prenez le cas d'une demande de libération conditionnelle, mesure d'une importance extrême lorsqu'il s'agit d'un condamné à une lourde peine. Le tribunal, avant de prendre sa décision, entendra le rapport du juge de l'application des peines, qui aura fait procéder à toutes les enquêtes utiles et recueilli l'avis de la commission de l'application des peines. La victime, jusqu'ici ignorée ou qu'il faut que le tribunal sache si elle a été indemnisée ou menacée. Le tribunal sera susceptible d'ordonner également une expertise psychiatrique qui pourra l'éclairer.

(Lire la suite page 6)

## LE SILENCE DES INTELLECTUELS DE GAUCHE

### Autant en emporte la crise

par FÉLIX GUATTARI

Une maladie d'apparence bénigne, mais qui peut devenir pernicieuse, lorsqu'elle s'installe de façon durable, menace ceux qui font abus de médias — c'est-à-dire ceux qui abusent de la parole. Il s'agit d'une espèce particulière de délire, qui consiste à s'adresser à des publics imaginaires et qui est généralement associé à un confinement chronique du moi, conduisant, par exemple, à se sentir investi d'une mission exceptionnelle de rédemption d'une catégorie de la population.

On se rappelle, il y a quelques mois, l'extraordinaire : « Et le courage bordel ! », de Jean Daniel, dans le *Nouvel Observateur*. Aujourd'hui, c'est Max Gallo, le porte-parole du gouvernement, qui nous gratifie, dans le *Monde*, d'une homélie sur le ramollissement cérébral des intellectuels de gauche et qui invite ceux-ci à se ressaisir, à sortir de leur torpeur et à redevenir, comme par le passé, de « grands intellectuels », et de gauche, autant que faire se peut.

Dans la foulée, Philippe Boglio nous livre une dissertation entomologique sur la dégénérescence de la race des « maîtres à penser » et sur l'extinction progressive des diverses

espèces constitutives de l'intelligence de gauche. Et maintenant, selon la formule consacrée, le débat est ouvert ! Ceux qui osent encore se prétendre « intellectuels de gauche » parlent ! Qu'ils parlent donc ! Que les bouches s'ouvrent, comme disait Maurice Thorez. Que cent fleurs s'épanouissent, comme l'exigeait Mao Tse-toung !

Mais, d'abord, qu'est-ce que c'est que ça, un « grand intellectuel de gauche » ? Il ne semble pas que nos auteurs se soient vraiment posé la question. Il est de tradition, en France, qu'un certain nombre d'écrivains, de philosophes, plus rarement d'artistes, se voient promus au titre de porte-parole : 1) de leur spécialité, 2) d'une prétendue intelligentsia, 3) du génie propre à la nation, et 4) par extension suprême, de la culture universelle.

On remarquera que ces députés ou ces tribuns de l'intelligence, du savoir et de l'art, ne disposent d'aucun mandat représentatif, ne participent d'aucune instance délibérative. Ils ne constituent ni une ac-

démie, ni une caste délimitée, ni même un groupe aisément dénombrable, tel que l'ensemble des premiers de la classe, des maillots jaunes de la philosophie ou des médailles d'or et d'argent de la science.

Il s'agit plutôt d'un ensemble flou, dont le contour est modelé au gré des rédacteurs en chef de la presse écrite et des directeurs des maisons d'édition. Aussi la fréquence de l'intervention de ces « élus » et les thèmes sur lesquels ils sont invités à intervenir ne sont-ils jamais directement de leur ressort. Ils relèvent de l'air du temps, tel que sont censés le déchiffrer les météorologues du goût public.

Hasard ou nécessité, il se trouve que la venue au pouvoir de la gauche a coïncidé avec une rupture de stock dans les opérations de promotion collective du genre « nouveaux philosophes ». La crise admet, l'« intellectuel-système » est en plein marasme. Il paraît qu'il est de plus en plus difficile d'alimenter les « blocs-notes » et les « livres opinions », supports essentiels, à ce qu'on dit, de la presse de gauche.

(Lire la suite page 5)

### Contre la pensée-tract

par CHRISTIAN DESCAMPS

Sommer les intellectuels de gauche d'intervenir, déplorer leur silence, c'est, sans doute, buter sur une aporie. En effet, si la décadence passée s'est dégauchée des grands récits, elle ne les a pas oubliés. Mais aujourd'hui Marx, Nietzsche, Freud ou Peirce jouent les uns contre les autres et compliquent singulièrement les enjeux. Car s'il existe en France, plus d'une dizaine de philosophes incontestables — l'étranger le sait — plus personne ne veut assumer le rôle classique d'accoucheur de l'histoire. Pourtant, discrètement, ceux-là se rencontrent à propos de la Pologne, ceux-là vont en Tchecoslovaquie, d'autres en Amérique latine.

De fait les philosophes ne cessent d'intervenir, même si les modes d'approche ont changé. Bien sûr, on ne trouvera aucun manifeste commun signé par les penseurs du désir, du simulacre de l'échange, de l'épistémologie, de la libido, de l'autonomie, de l'imaginaire social... Ils refusent la pensée-tract. Mais quel grand philosophe l'a-t-il jamais acceptée ? Aurait-elle donc déserté le champ social ? Non, mille fois

non ; cependant tous savent que, ce que par exemple Husserl disait de la « krisis », ne peut se donner dans l'évidence d'un présent immédiat. Sans doute sommes-nous encore aveuglés par la figure d'un Sartre — qui s'est pourtant souvent trompé, même s'il l'a reconnu — par l'obligation de l'engagement. Or la pensée actuelle s'est précisément constituée loin des tribunes d'où l'on prétendait déduire le réel de la connaissance. Les travaux méticuleux sur la folie, la vérité, le langage, les prisons ont des effets qui ne se cumulent pas.

La philosophie commence quand elle a écouté le libertaire qui s'oppose à l'Etat, quand elle a aussi entendu qu'à l'autre extrême du fer à cheval politique les néo-conservateurs se disent eux aussi partisans du minimum d'Etat. Le droit de prescrire la justice du juste, la crise de la crise, toutes ces interrogations ne s'ancrent à aucun principe de réponse unique. Les légitimes solides d'hier ne peuvent se répéter aisément ; d'ailleurs qui le souhaite ?

(Lire la suite page 5.)

**SCIENCES-PO**  
classe préparatoire  
CEPES

1500



# idées

## Cet obscur objet du délire

### Judaïsme

Un livre de Jacques Madaule, dont rend compte André Fontaine, attire l'attention sur l'un des aspects les plus abrupts du judaïsme : l'élection divine. Jacques Tarnero demande à l'Occident de ne pas transférer sur Israël sa culpabilité et ses fantasmes. Enfin Nicole Zoberman, Louis Janover et Jean Trentelivres répondent à Arnold Mandel, qui avait reproché à Marx, en somme, d'être un mauvais juif.

ISRAËL, le judaïsme, les juifs sont-ils autant d'objets érotiques dans l'inconscient collectif européen ? La lecture de ce qui s'est dit, écrit, commenté, montré, durant l'été 1982, ne saurait être menée à travers le seul prisme de l'analyse politique. Ce que certains ont nommé bouffée délirante ne peut être comprise que par un travail d'archéologie des éléments constitutifs de l'idée bouffée délirante. Si les médias ont délaissé, si les choses ont pu être dites comme elles l'ont été, c'est que le rapport à Israël et au thème juif avait mûri, qu'il avait connu une évolution multiple, que la guerre du Liban a cristallisé, a rendue acceptable et formulable (1).

Comment se fait-il que ce soit sur (ou contre) le judaïsme et Israël qu'apparaissent des alliances politiques apparemment contre nature (2) ? Pourquoi ces discours haineux, puis laudateurs, ces accusations boursouffées, suivies de louanges ? Comment lire ces textes négatifs du génocide, coproduits par l'extrême droite fasciste, l'extrême gauche libertaire et l'ultra-prolétaire arabo-léoniste ? Que penser d'un prix Nobel de littérature (3) qui, perdant tout bon sens, tombe dans l'injure antijuive la plus grossière ?

La caractéristique obsessionnelle de certaines attitudes, la répétition de comportements archaïques, sous les masques de la mode, l'hystérie agitée des lieux où l'on pense, où l'on construit l'opinion, incitent à penser que nous quittons le domaine du rationnel pour entrer dans celui, plus complexe, des passions. Or, si le judaïsme et l'antisémitisme font partie des passions européennes, l'antisémitisme semble, lui, désormais inscrit au registre des passions universelles, drapé poliment dans les habits (vertueux) du discours tiers-mondiste.

Depuis la fin de la guerre, la vertu socialiste progressiste et tiers-mondiste combat le vice capitaliste, impérialiste et, désormais, sioniste. Ces clichés idéologiques, en effet, un seul survit et semble vouloir à un succès durable : le sionisme, comme ultime forme malfélique (4). L'ordre des discours légitimes, dans les années 60, les luttes (légitimes) des peuples du tiers-monde pour leur

par JACQUES TARNERO (\*)

émancipation et leur dignité, ou, tout simplement, pour leur droit à la vie, a été fissuré par les révélations sur les pogroms soviétiques, cubains, vietnamiens, ou autres. Il n'en demeure pas moins que la culpabilité de l'Occident mobilise davantage les consciences que les crimes de l'autre, supposé vertueux. Le gauchisme européen des années 70 se mobilise contre l'orthodoxie communiste, non pas parce qu'elle en a fait trop, mais parce qu'elle n'en a pas fait assez. Le P.C.F. est attaqué pour son « révisionisme » ; la force maoïste française sanctifiée non seulement Engels, Marx et Lénine, mais aussi Staline et Mao Zedong. L'ennemi principal demeure la figure mythique et grimaçante du colon pied-noir, de l'Oncle Sam et de leur dernière représentation commune : l'Israélien, le sioniste (5).

Le combat entre la droite et la gauche aveugle aux réalités des impérialismes et fossilise définitivement sa compréhension du monde. La guerre de 1973 révèle la formidable puissance financière de certains États, dont la première des vertus n'était ni le respect des droits de leur peuple ni leur sens de la démocratie. Pourtant, inscrits dans la case tiers-monde, les deux camps globalement progressistes dans les casernes mentales de la gauche. On a pu ainsi lire dans la presse de gauche des louanges diatribiques pour les très progressistes Pol Pot, Amin Dada, Sekou Touré et Kadhafi. En juillet 1976, au moment de la libération des otages d'Entebbe par l'armée israélienne, Serge July traitait, dans *Libération*, son éditorial : « Championnat du terrorisme, Israël en tête ».

### Un terrain plus culturel que politique

Dans le même temps, c'est sur un terrain plus culturel que politique que la figure du juif est attaquée. D'abord dans ce qu'elle représente quelque chose d'irréductible aux catégories d'analyse en cours sur le marché. L'image du juif victime, depuis la fin de la guerre, l'opinion n'avait guère de mal à l'aimer. Mais cette image a été renversée (à travers Israël) au profit d'une image victorieuse, l'opinion a préféré d'autres figures plus proches de ses affinités. Le feldayim remplaçant le bo-doi vietnamien, qui avait lui-même remplacé le feldayim, substitut du résistant au nazisme.

En outre, dans les catégories historiques de référence, on peut observer, autour de 1975, d'une part, une psychologie de la situation des juifs sous le nazisme, d'autre part, une réhabilitation du nazisme en termes esthétiques, autorisée par la mort des grandes représentations morales incarnant la résistance (de Gaulle, le « pari des fusillés », etc.) et par la mythification de son héritage. Au couple résistant-collabo, fait place une figure ambiguë, trouble et séduisante, qui réduit Auschwitz à l'histoire d'O (Portier de nuit, de Liliane Cavelli) et Jean Moulin à un idole ringard. La nouvelle promotion des modes Céline, Rebatet, Drieu La Rochelle va de pair avec un discours « analytique », à la mode, sur l'ambivalence autriceuse. Les extrêmes-droites-sionistes, dans l'égarement absolu, font dans le « quelque part » d'interpellation. Coincés entre les machines dévorantes et leurs nostalgies idéologiques, ils découvrent que l'on peut tout se faire être résistant et nazi. La punkitude extrême-gauche devient le dernier look des années 70.

Simultanément, deux autres événements culturels s'alimentent réciproquement et se nourrissent de la déliquescence du discours de gauche. Le premier fait surface à l'été 1979 : il se nomme « nouvelle droite ». Préparé depuis dix ans, il sert de refuge à la droite, dans des termes tellement séduisants qu'une certaine extrême-gauche post-soixante-huitarde en sera fascinée.

La deuxième évolution, c'est la négation de la réalité du génocide des juifs par les nazis. Son principal promoteur n'a d'intérêt que par la forme « historique », pseudo-scientifique de son propos et par sa stratégie. Son discours n'est pas neuf. Ce qui est nouveau, c'est l'attaque anti-israélienne qu'il véhicule, puisque, en effet, Israël est, selon Faurisson et ses amis, le principal bénéficiaire de cette imposture magistrale. Et ce qui est extraordinaire (et particulier à la France), c'est l'écho médiatique résonnant et le soutien de l'ultra-gauche libertaire à ce type de propos : la vérité officiellement re-

connue ici, parce qu'elle est officielle, ne peut pas être vraie. On se détachera du soutien apporté au Cambodge génocidaire en niant, dans la foulée, le génocide des juifs. La France est le seul pays (6) où se soit manifestée cette convergence des extrêmes.

Ces événements constituent davantage des symptômes inquiétants qu'un état général critique de pathologie morale ou idéologique. Il faut, néanmoins, souligner que ces événements ont eu des effets, et même des effets internationaux (7).

On ne peut pas, toutefois, déduire de ces faits une dégradation massive de la situation des juifs. Certains événements symboliques sanglants (Copernic, rue des Rosiers, Anvers, Bruxelles, Vienne, Rome) ne sont, en réalité, que les pointes d'iceberg d'une guerre antijuive, jouant sur des médianes intérieures. Du contexte idéologique dans lequel ils interviennent dépend, en revanche, la banalisation ou, au contraire, le refus de l'antisémitisme, la banalisation ou, au contraire, le refus des discours déliants sur Israël et les juifs.

Il n'est pas de bon ton, en 1983, d'être explicitement antisémite, comme peuvent l'être Roger Garaudy, Robert Faurisson, Vincent Mortier et autres Maurice Bardèche, dans le sionisme, le sionisme dans Israël, Israël dans le judaïsme et le judaïsme chez Satan. Non, les bonnes manières, le haut de gamme de la pensée sont ailleurs. Succèsivement stalinien, décadent, frivole, puis raisonnablement moderne, au look des années 80, a inscrit dans son agenda que l'on peut être d'autant plus à la pointe du progrès que l'on est antisémite, qu'on lutte contre cet archaïsme provincial nommé Israël.

La catégorie intellectuelle israélienne le confort de la pensée. La santé d'un discours européen ou occidental ne peut passer qu'à travers la mise à jour et le traitement des culpabilités à l'égard des juifs et du tiers-monde, mais sûrement pas par le transfert sur Israël de sa propre culpabilité, face à un tiers-monde sur lequel on aurait reporté ses fantasmes d'innocence.

(1) La critique du commentateur sur les faits ne saurait couvrir les faits eux-mêmes. Mais cela relève d'une autre analyse.

(2) Les exemples ne manquent pas : Klaus Barbie recevant une délégation de l'O.L.P. à La Paz, à l'époque où il était conseiller du dictateur fasciste bolivien ; dans nos frontières, Charles Saint-Projet, disciple de Maurras et de Xavier Vallat, fait aussi dans le « propagandisme progressiste » au nom d'une gauchisme nouvelle mode.

(3) Gabriel Garcia Marquez : « Ben-Gurion, prix Nobel de la mort » ; Tel-Aviv.

(4) En mai 1982, la C.G.T. de Talbot-Polisy, dénonce le syndicat concurrent C.S.I. comme étant « une bande fasciste et stalinienne ».

(5) On ne peut que remarquer que les bédouins d'extrême gauche (Fraternité de Maurras, Brigades rouges, Armée rouge japonaise) de l'axe d'extrême droite de la dernière guerre (Allemagne-Halle-Japon) ont retourné le culpabilité par rapport à l'égard des juifs dans une guerre formelle contre Israël, qui serait la représentation nouvelle du nazisme.

(6) Nizam Chomsky excepté, aux États-Unis.

(7) Le journal marocain pro-gouvernemental *l'Opinion* reprend à son compte, en mai 1982, l'argumentaire faurissonien. Un groupe stalinien pro-Jerusalem utilise le même argumentaire, venant du nazi sioniste Diebstahl, pour attaquer les juifs membres de Solidarnosc.

**Le Monde**

Service des Abonnements  
2, rue des Italiens  
75401 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-25

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
341 F 554 F 767 F 900 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER  
(par mandat postal)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
381 F 634 F 887 F 1 148 F

2 - SUISSE, TUNISIE  
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne  
Taux sur demande.

Les abonnements qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (dans semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez envoyer l'obligation de réimpression des noms propres et capitales d'imprimerie.

## RÉPLIQUES A... ARNOLD MANDEL

L'article d'Arnold Mandel (« Centenaire », le Monde du 16 juillet) sur Kafka, Marx et le judaïsme, nous a valu trois longues répliques dont nous ne pouvons, faute de place, donner que des extraits :

### La mémoire courte

(...) Arnold Mandel se montre bon prince en ne condamnant Marx que parce qu'il a écrit « le dos au mal ». Hier, c'est-à-dire en 1937, il s'attaquait « aux juifs réels » (et généralement étrangers) : il y avait des juifs qui étaient atteints d'un « état antinormal », polluant ainsi l'authenticité du judaïsme. A propos des boutiquiers du quatuorze arrondissement de Paris, des coiffeurs de Belleville, des fabricants marocains, M. A. Mandel écrit (1) : « Ce qui est déformé chez ces éléments s'exprime tout particulièrement dans leur être physique et dans leurs gestes, dans le timbre de la voix et dans le maintien. On a, à leur contact, la sensation de se trouver face à un monde qui échappe aux lois et aux coutumes qui régissent notre comportement. (...) Il (le boutiquier) est perpétuellement inquiet et en mouvement, il n'a pas de situation assise », puisque le but recherché n'est pas une absence relative qui éloigne les inquiétudes mais l'enrichissement (2), qui demande une concentration de tous les efforts et de toutes les pensées. (...) Le juif marchand, tel que nous l'avons présenté, est, totalement dépourvu d'âme complémentaire (3). Le rétablissement de leur équilibre (ces juifs qui sont atteints d'un « état antinormal ») n'est pas seulement d'ordre humanitaire, c'est aussi une nécessité sociale (3).

NICOLE ZOBBERMAN.

- (1) A. Mandel in *Les Juifs*, Plon, 1937.  
(2) C'est nous qui soulignons.  
(3) Ibid. p. 113.  
(4) Comme le précise A. Mandel, « on ne le voit pas, ces éléments appartenant de par leur naissance à la communauté des juifs ».

### « Judéophobie » et antisémitisme

(...) Inutile de suivre Arnold Mandel dans son effort pour prouver que « Kafka fut vraiment juif », son œuvre fait partie du patrimoine de la culture et de l'éthique universelles, comme les écrits de tous les auteurs « juifs » qui ont compris que s'en tenir à la « saïte » et à l'« expérience affective juive de la fondation de la société bourgeoise » (sic) était de nature à leur désservir d'une expérience sociale et humaine décevante : celle de ces « milliers de prolétaires juifs inouïs » victimes, au même titre que les prolétaires d'une autre origine, d'une « ploutocratie », juive ou non juive, religieuse ou athée, voquée au « salut de l'âme » et à l'exploitation du travail d'autrui.

Telle a été l'attitude « judéophile » d'un Heine et d'un Borne, telle fut celle de Marx. Au lieu de réserver le « pontif archaïque » (...) de l'« antisémitisme sommaire et vulgaire » (tel qu'il s'exprime dans la *Question juive*), le mytheologie antimarxiste eût été inspiré de jeter sur ces juifs un coup d'œil sur ce texte. Marx y prouvait l'absence de la pensée juive qui n'est pas à se dévouer de leur religion pour s'émanciper politiquement dans l'Etat démocratique. Mais, pour réaliser leur émancipation humaine, ils doivent abandonner l'éthique du judaïsme rabbinique, de l'humanisme religieux traditionnel (A. Mandel), qui sépare de la communauté humaine, et lutter

### Sortir de l'esclavage

(...) Avant la Tora, avant et pour que l'histoire d'Israël (re)commence vraiment, il y a la sortie d'Égypte, la sortie de l'esclavage, la rupture violente avec la puissance pharaonique oppressive. Moïse énonce impérativement la nécessité de la délivrance, de la sortie, et pour ce faire l'exigence de ne plus coopérer avec l'opresseur, de ne plus servir à la production de sa richesse, de rompre radicalement et sans compromis (...).

Que dit Marx ? Eh bien, à peu près la même chose ! Pour lui, avant le communisme, avant l'histoire de l'humanité (re)commence vraiment, il faut d'abord sortir du capitalisme et du salariat. Marx énonce la nécessité de la révolution : pour ce faire, le prolétariat doit se constituer en classe distincte, séparée, autonome, refusant la collaboration avec la classe capitaliste oppressive (...).

Le prétendu « messianisme marxiste » n'est qu'un produit dérivé de l'idéologie du « petit père des peuples », qui, sans doute, se prenait pour le Messie. Quant à la justice sociale, elle est pour Marx une notion qui relève du droit bourgeois coexistants à la division sociale du travail dont il poursuit la disparition dans sa vision révolutionnaire. Il n'y a « justice », que si l'on réprime l'injustice, l'exploitation et l'oppression des femmes et des hommes. En ce sens, la justice sociale ne saurait être l'horizon de Marx. Innocence coupable ?

Ce que Arnold Mandel, écrit des « latitudes où Marx est signifié de manière obligatoire » est juste. Ce qu'il oublie, c'est que Marx a justement écrit que « tous ces socialistes (...) ont cela de commun qu'ils laissent subsister le travail salarié, et par conséquent aussi la pro-

(1) In la *Juive*, de Daniel Sibony. Cette citation incomplète est un détournement volontaire par rapport au propos de l'auteur auquel elle est empruntée.

JEAN TRENTELIVRES.

## LA GUERRE DU TCMA

### « Nos relations avec la sont claires et sans ambiguïté »

déclare le président Houphouët

De notre correspondant spécial...  
C'est à l'occasion d'une conférence de presse tenue à Abidjan, le 16 juillet, que le président Houphouët-Boigny a déclaré que les relations entre la Côte d'Ivoire et le Togo, sous l'égide de la Communauté africaine, étaient claires et sans ambiguïté. Il a souligné que la Côte d'Ivoire ne saurait être impliquée dans les conflits internes du Togo, et qu'elle maintenait une stricte neutralité. Le président a également affirmé que la Côte d'Ivoire était prête à coopérer avec le Togo pour la mise en œuvre de la Communauté africaine, dans le respect des principes de la Charte de l'Organisation de l'Unité africaine.

Un homme sérieux...  
Le président Houphouët-Boigny a été décrit par ses proches comme un homme sérieux, déterminé et capable de prendre des décisions difficiles. Il a souligné que le président était conscient de la responsabilité qu'il avait envers son peuple et qu'il était prêt à assumer les conséquences de ses décisions. Il a également affirmé que le président était conscient de la nécessité de maintenir la stabilité et la paix en Côte d'Ivoire, et qu'il était prêt à faire tout ce qui était en son pouvoir pour y parvenir.

Le président Houphouët-Boigny a été décrit par ses proches comme un homme sérieux, déterminé et capable de prendre des décisions difficiles. Il a souligné que le président était conscient de la responsabilité qu'il avait envers son peuple et qu'il était prêt à assumer les conséquences de ses décisions. Il a également affirmé que le président était conscient de la nécessité de maintenir la stabilité et la paix en Côte d'Ivoire, et qu'il était prêt à faire tout ce qui était en son pouvoir pour y parvenir.

Tunisie  
RE GRANDE DISCRETION  
BITOURE LA VISITE  
DU COLONEL KADHAFI

Washington note...  
Le président Houphouët-Boigny a été décrit par ses proches comme un homme sérieux, déterminé et capable de prendre des décisions difficiles. Il a souligné que le président était conscient de la responsabilité qu'il avait envers son peuple et qu'il était prêt à assumer les conséquences de ses décisions. Il a également affirmé que le président était conscient de la nécessité de maintenir la stabilité et la paix en Côte d'Ivoire, et qu'il était prêt à faire tout ce qui était en son pouvoir pour y parvenir.

DIPLOMATIE  
Washington note...  
Le président Houphouët-Boigny a été décrit par ses proches comme un homme sérieux, déterminé et capable de prendre des décisions difficiles. Il a souligné que le président était conscient de la responsabilité qu'il avait envers son peuple et qu'il était prêt à assumer les conséquences de ses décisions. Il a également affirmé que le président était conscient de la nécessité de maintenir la stabilité et la paix en Côte d'Ivoire, et qu'il était prêt à faire tout ce qui était en son pouvoir pour y parvenir.

Le président Houphouët-Boigny a été décrit par ses proches comme un homme sérieux, déterminé et capable de prendre des décisions difficiles. Il a souligné que le président était conscient de la responsabilité qu'il avait envers son peuple et qu'il était prêt à assumer les conséquences de ses décisions. Il a également affirmé que le président était conscient de la nécessité de maintenir la stabilité et la paix en Côte d'Ivoire, et qu'il était prêt à faire tout ce qui était en son pouvoir pour y parvenir.

A TRAVERS L...  
Le président Houphouët-Boigny a été décrit par ses proches comme un homme sérieux, déterminé et capable de prendre des décisions difficiles. Il a souligné que le président était conscient de la responsabilité qu'il avait envers son peuple et qu'il était prêt à assumer les conséquences de ses décisions. Il a également affirmé que le président était conscient de la nécessité de maintenir la stabilité et la paix en Côte d'Ivoire, et qu'il était prêt à faire tout ce qui était en son pouvoir pour y parvenir.

Bolivie  
Le président Houphouët-Boigny a été décrit par ses proches comme un homme sérieux, déterminé et capable de prendre des décisions difficiles. Il a souligné que le président était conscient de la responsabilité qu'il avait envers son peuple et qu'il était prêt à assumer les conséquences de ses décisions. Il a également affirmé que le président était conscient de la nécessité de maintenir la stabilité et la paix en Côte d'Ivoire, et qu'il était prêt à faire tout ce qui était en son pouvoir pour y parvenir.

Le président Houphouët-Boigny a été décrit par ses proches comme un homme sérieux, déterminé et capable de prendre des décisions difficiles. Il a souligné que le président était conscient de la responsabilité qu'il avait envers son peuple et qu'il était prêt à assumer les conséquences de ses décisions. Il a également affirmé que le président était conscient de la nécessité de maintenir la stabilité et la paix en Côte d'Ivoire, et qu'il était prêt à faire tout ce qui était en son pouvoir pour y parvenir.

Le président Houphouët-Boigny a été décrit par ses proches comme un homme sérieux, déterminé et capable de prendre des décisions difficiles. Il a souligné que le président était conscient de la responsabilité qu'il avait envers son peuple et qu'il était prêt à assumer les conséquences de ses décisions. Il a également affirmé que le président était conscient de la nécessité de maintenir la stabilité et la paix en Côte d'Ivoire, et qu'il était prêt à faire tout ce qui était en son pouvoir pour y parvenir.







# EUROPE

## Pologne

### Gdansk est placée sous haute surveillance pour empêcher toute manifestation dans les rues et les églises

Les autorités polonaises viennent d'utiliser pour la première fois depuis la levée de l'état de guerre, le 22 juillet dernier, les dispositions adoptées par le Parlement renforçant l'arsenal de la répression. Vingt-quatre heures à peine après la mise en demeure de M. Lech Walesa aux autorités, celles-ci ont réagi par une fin de non-recevoir en plaçant le département de Gdansk sous haute surveillance jusqu'au 15 septembre. Lundi, M. Walesa s'est associé à l'appel de la « commission de Solidarité des chantiers navals Lénine » exigeant des négociations avec le pouvoir et le syndicat Solidarité - sous l'arbitrage de l'épiscopat ». Faute de négociations, les syndicalistes s'apprêtent à manifester le 22 août et à lancer un appel à la grève perdue.

L'an dernier, le 31 août, le deuxième anniversaire de la signature des accords de Gdansk avait donné lieu, malgré l'état de guerre, à des manifestations massives dans tout le pays - il y avait eu cinq morts. La montée en première ligne de M. Walesa constitue un tournant décisif en apportant la preuve que Solidarité a choisi de passer à l'offensive et de radicaliser la lutte pour arracher l'application des vingt et un points des accords de Gdansk.

Il est vrai que de nombreux indices montrent une effervescence des esprits et une combativité intacte des troupes du syndicat un peu partout ailleurs qu'aux chantiers Lénine, dont les ouvriers furent le fer de lance de la révolte de 1980. Ainsi, à Czesochowa, les cérémonies de l'Assomption de l'honneur de la Vierge noire, patronne de la Pologne, ont revêtu le caractère d'une kermesse de Solidarité. Devant le sanctuaire notamment, il y avait des dizaines de banderoles de Solidarité, dont par exemple celle-ci : « Gdansk est notre espoir, nous sommes des millions ».

Les mesures qui viennent d'être décrétées par le général Mieczyslaw Cynan, préfet du département, sur l'ordre du ministre de l'Intérieur, montrent que l'on prend à présent au sérieux les menaces de grèves et de manifestations depuis que l'ancien président de l'ancien syndicat - s'y est associé ouvertement. Les mesures valables pour un mois dans la volée de Gdansk interdisent tous rassemblements et réunions illégales. Toute personne qui y participerait serait passible de trois mois de prison ou d'amendes qui seront infligées par des tribunaux de simple police, selon une procédure accélérée.

Enfin, l'Eglise n'est pas épargnée : tombe sous le coup de ces dis-

positions toute personne qui « mettrait les lieux de culte à disposition pour des rassemblements dont le caractère est étranger à la religion ». Cette procédure d'urgence sera également appliquée en ce qui concerne l'affichage et la simple diffusion de tracts jugés subversifs, l'occupation illégale de tout local appartenant à l'administration comme l'utilisation en vue de tels rassemblements de tout matériel des entreprises : radios, circuits télévisés, magnétophones, haut-parleurs et véhicules.

### La visite de M. Honecker

Le même jour, à Varsovie, le général Jaruzelski recevait M. Erich Honecker, arrivé pour une « visite officielle d'amitié » de trois jours. Le chef de l'Etat et du parti est-allemand, qui fut l'un des critiques les plus virulents du « laxisme » des Polonais dans la lutte contre la « contre-révolution », œuvre ainsi aux yeux de la presse polonaise « une page nouvelle en matière de coopération politique et économique » entre les deux pays. Zycie Warszawy estime que « la Pologne est redevenue un partenaire politique crédible » pour ses amis du bloc soviétique.

Les entretiens entre les dirigeants est-allemands et polonais portent sur « les mesures pratiques pour promouvoir la coopération économique, scientifique, technique et industrielle ». L'agence PAP les a qualifiés de « très cordiaux et sincères », ce qui implique que l'accord n'est pas encore complet. Ils se poursuivront mercredi.

A Vienne, enfin, un groupe de travail de représentants des banques occidentales créditrices et des représentants de la banque polonaise Handlowy a entamé mardi 16 août un nouveau round de négociations sur le rétablissement de la dette polonaise.

Les experts examinent une proposition faite par les banques occidentales à la mi-juillet consistant à porter à dix ans la période de remboursement de 95 % du principal pour l'échéance 1983, soit 1,5 milliard de dollars, approuvé de source bancaire à Vienne. Les intérêts exigibles pour cette année, de l'ordre de 1,1 milliard de dollars, doivent être accordés sous forme de crédits commerciaux à court terme à la Pologne. Fin 1982, la dette de la Pologne vis-à-vis de l'Occident était de 25 milliards de dollars, dont 17,5 milliards étaient des créances garanties par les gouvernements et le reste des dettes bancaires non garanties.

## Union soviétique

### Interventions françaises en faveur de M. Iossif Begun

Le parti radical, le parti socialiste unifié et une cinquantaine de députés et sénateurs français ont envoyé, mardi 16 août, à M. Youri Andropov, un télégramme dans lequel ils demandent de « tout mettre en œuvre » pour que M. Iossif Begun, défenseur de la culture juive en U.R.S.S., « soit rendu à la liberté ».

M. Begun, qui attend en vain depuis douze ans l'autorisation d'émigrer en Israël et qui a déjà été deux fois condamné, est emprisonné depuis le 6 novembre dernier sous l'inculpation d'activités antisémitiques. Son procès, qui devait s'ouvrir le 25 juillet à Vladimir (nord-est de Moscou), a été reporté.

Les signataires du télégramme se déclarent « concernés » par la perspective de ce procès et soulignent que « la défense d'une culture, même minoritaire, ne saurait être considérée comme un délit ». En effet, ce que les autorités reprochent en fait à M. Begun, c'est de vouloir que l'enseignement de l'hébreu soit autorisé officiellement.

D'autre part, à Riga, un tribunal a condamné, le 11 août, une baptiste lettonne, Mme Lydia Dorovina, pour « activités antisémitiques », à cinq ans de camp et à trois ans de réclusion, vient d'annoncer la Fédération des exilés lettons à Stockholm. Cette couturière de cinquante-huit ans avait déjà fait deux ans de prison (1970-1972) pour avoir traduit en letton et diffusé des œuvres d'Alexandre Soljenitsyne. Elle a été arrêtée pour « possession de matériel de propagande antisémitique » lors de perquisitions entreprises en janvier par le K.G.B. de manière systématique chez les Lettons

rendus suspects par leurs convictions religieuses ou nationalistes. A Moscou, Mmes Tatiana Plotnina et Irina Nagle, appartenant au petit syndicat indépendant Smot, ont comparu, mardi 16 août, devant un jury de dix juges pour attirer l'attention du Congrès international des mathématiciens, qui se tient dans la même ville à Varsovie, sur le sort de Valéry Senderov, condamné il y a quelques mois à sept ans de prison et à cinq ans de réclusion. Membre du Smot, ce jeune mathématicien a été sanctionné, notamment pour avoir participé à la rédaction d'un rapport sur la discrimination dont font l'objet les juifs d'U.R.S.S. au concours d'entrée à l'université et notamment à la faculté de mathématiques.

● Un Biélorusse condamné à mort pour « crimes de guerre ». Selon l'agence Tass, M. Alexandre Korol aurait participé avec les troupes d'occupation allemandes à des expéditions punitives et en particulier au massacre, le 12 juin 1942, de cent quarante habitants du village de Romanovo (aujourd'hui Lénine). Son procès, qui s'est déroulé à Slouk (Biélorussie), a duré trois jours. Son recours en grâce a été rejeté par le présidium du soviet suprême de Biélorussie, car il n'y a pas de prescription pour les crimes de guerre, écrit l'agence. Généralement, la sentence est exécutée en U.R.S.S. si le réjet du recours en grâce. (A.F.P.)

● RECTIFICATION. - Une erreur s'est glissée dans l'article sur l'assassinat de Sonoma, paru dans le Monde daté mardi 16 août. L'inter-vue à laquelle il est fait allusion a été réalisée « quelque part au Pérou » et non au Paraguay.

# AMÉRIQUES

## Etats-Unis

### Washington reconnaît avoir aidé Barbie

(Suite de la première page.)

Le département d'Etat ayant annoncé que, s'il était découvert, l'ancien chef de la gestapo lyonnaise serait renvoyé en France, l'armée décide de l'évacuer, avec sa famille, à Gènes, où une organisation basée à Rome, appelée « Rat Line », spécialisée dans la prise en charge de déportés et d'espions d'Union soviétique et dirigée par un prêtre catholique croate, se charge, moyennant finances, de lui procurer un faux passeport de la Croix-Rouge au nom de Klaus Altmann et un visa bolivien.

M. Ryan, commentant son rapport au cours d'une conférence de presse, a déclaré que les Etats-Unis n'approuvaient pas l'action de ces officiers, qui, a-t-il dit, était « illégale », mais a estimé que les responsables de la fuite de Barbie avaient agi dans le cadre de leurs fonctions.

Ce sont cependant ces déclarations mensongères qui ont induit en erreur la haute commission et le département d'Etat et les ont amenés à tromper les Français, a indiqué M. Ryan, qui a ajouté : « Nous avons retardé la justice à Lyon ». Et M. Ryan a recommandé que le gouvernement américain exprime ses regrets pour les responsabilités qu'il a assumées en faisant « obstruction à la justice ». M. Ryan a ajouté qu'il souhaitait que son gouvernement promette au gouvernement français de coopérer « de la façon la plus appropriée » à l'enquête à l'issue de laquelle Barbie sera jugé. Le département de la justice avait d'ailleurs fait connaître le 12 août à l'ambassade de France ses « regrets profonds ». Regrets que le président Reagan, en vacances en Californie, a confirmés mardi.

M. Ryan estime cependant que les anciens officiers responsables de la fuite de Barbie ne doivent pas être poursuivis, car ils n'ont agi que pour ce qu'ils croyaient être « les intérêts des Etats-Unis et du gouvernement américain ». Au surplus, il y a eu, d'après lui, une prescription de cinq ans pour le délit d'obstruction à la justice.

Le rapport assure que les officiers en question ne savaient pas que Barbie était recherché pour crime de guerre et que, dans la confusion de l'après-guerre, les Américains redoutaient plus l'expansion du communisme que le retour du nazisme. Le rapport indique discrètement que les officiers américains ne faisaient pas confiance aux services de renseignements français qu'ils jugeaient infiltrés par des agents communistes et soviétiques.

Interrogé par la chaîne de télévision P.B.S., M. Ryan a confirmé que les officiers des services de renseignements d'Etat pour « couvrir » Barbie. Pour lui, ces officiers ne cherchaient pas à protéger un nazi, mais un informateur américain que les Français voulaient interroger. C'est bien là, semble-t-il, le cœur du problème : « Nous avions affaire à un nouvel adversaire », a dit M. Ryan. Et un témoin direct, l'ancien chef des opérations de contre-espionnage améri-

cain dans la région d'Angsborg. M. Eugene Kolb, a confirmé : « Nous étions en pleine guerre froide, nous avions des tâches nouvelles et peu de personnel américain qualifié pour y faire face. Nous n'avions pas confiance dans les Français ».

Mais qui a donc couvert, à l'époque, les décisions de ces officiers ? Pour M. Kolb, le haut commandement américain ne pouvait pas ne pas être au courant. Il admet qu'il y a eu, à l'époque, « beaucoup d'actions clandestines ». M. Ryan a assuré que les dossiers détenus par les Français n'avaient pas, en 1949, été communiqués aux Américains qui savaient, certes, que Paris voulait Barbie, mais ignoraient pour quelles raisons précises.

Invoquant la disparition de nombreux témoins et la mémoire parfois hésitante des survivants, M. Ryan a reconnu que son rapport pouvait présenter quelques insuffisances, mais il a affirmé que la décision de protéger Barbie n'est jamais venue de Washington. Quant aux rumeurs selon lesquelles des services américains auraient envisagé, dans les années 60, d'utiliser de nouveau Barbie alors installé en Amérique du Sud, M. Ryan est formel : la C.I.A. s'y est opposée.

M. Julius Berman, président de la conférence des présidents des organisations juives, n'a pas caché ses doutes : pour lui, il y avait suffisamment d'informations qui circulaient alors sur les anciens nazis cachés en Allemagne pour que les services américains soient en mesure de mener une enquête sérieuse sur le dénommé Klaus Altmann. Il estime que tout n'a pas été dit sur cette affaire : « Ceux qui, à l'époque, ne savaient pas en fait ne voulaient pas savoir », affirme-t-il.

NICOLE BERNHEIM.

### WASHINGTON VA LIVRE POUR 530 MILLIONS DE DOLLARS D'ARMES A TAIWAN

Washington (A.F.P.). - La décision du gouvernement américain de vendre pour 530 millions de dollars d'armes à Taiwan a pris effet mardi 16 août, le Congrès ne s'y étant pas opposé dans les délais prévus. Le département de la défense avait informé le Congrès de son intention de procéder à cette vente le 15 juillet dernier, et ce dernier disposait d'un délai de trente jours pour s'y opposer, ce qu'il n'a pas fait.

Les fournitures américaines à Taiwan comprendront des missiles anti-aériens, ainsi que l'équipement destiné à moderniser les chars de type M-48, datant de la guerre de Corée, dont est dotée l'armée taïwanaise. Cette vente est la seconde en importance effectuée par le gouvernement de M. Reagan à Taiwan. Les Etats-Unis lui avaient livré l'an dernier des avions de combat pour une somme globale de 622 millions de dollars.

## Honduras

### LES DIRIGEANTS DES FORCES ANTISANDINISTES VEULENT DOUBLER LEURS EFFECTIFS

Tegucigalpa (Reuter). - Deux dirigeants de la Force démocratique nicaraguayenne (F.D.N.), luttant depuis le Honduras contre le gouvernement sandiniste de Managua avec l'appui de Washington, ont indiqué mardi 16 août qu'ils entendaient porter le nombre de leurs hommes à vingt-cinq mille, soit plus du double de leurs effectifs actuels.

MM. Edgar Chamorro et Indalecio Rodriguez, deux des sept membres de la direction collégiale du mouvement rebelle formé voici moins de deux ans à Miami, affirment que la F.D.N. compte actuellement dix mille hommes, contre à peine cinq cents lors de sa création. Selon des informations en provenance de Washington, l'administration Reagan envisagerait de porter les effectifs de la F.D.N. à environ seize mille hommes et la C.I.A. aurait réclamé 80 millions de dollars pour les besoins de l'insurrection au titre de l'exercice financier qui débute au mois d'octobre.

● Les forces sandinistes ont fait face à une tentative des rebelles pour s'emparer de San Rafael del Norte, au nord du Nicaragua. Vingt rebelles et deux soldats gouvernementaux ont été tués alors que les forces nicaraguayennes rejetaient les assaillants dans les montagnes. Le ministre de la défense a annoncé, d'autre part, lundi, que six rebelles ont été tués dans la province voisine de Nueva Segovia. Trois soldats sandinistes sont morts dans une embuscade. (Reuter.)

## Argentine

### UN MANDAT D'ARRÊT INTERNATIONAL A ÉTÉ LANCÉ CONTRE LICIO GELI

Buenos-Aires (A.F.P., Reuter). - Un mandat d'arrêt international a été lancé par les autorités argentines contre Licio Gelli, le grand maître de la loge maçonnique italienne P.2, évadé d'une prison de Genève le 10 août. Le juge fédéral Oscar Salvi, chargé d'enquêter sur les activités d'Alfredo, toujours en plein train, a ordonné la saisie de tous les comptes courants, dépôts et coffres-forts au nom de Gelli (dont 10 kilos d'or dans un coffre de la banque Shaw à Buenos-Aires), ainsi que d'une ferme de 718 hectares qui lui appartenait.

Les affirmations de la presse argentine selon lesquelles Gelli se trouverait dans ce pays n'ont cependant pas été confirmées. Les enquêteurs ont perdu sa trace après son embarquement à bord d'un avion privé à Anney, le 10 août.

Cette affaire a pris des proportions considérables en Argentine étant donné l'implication de la loge P.2 dans les milieux industriels et politiques. L'amiral Massera, ancien commandant en chef de la marine et l'un des membres de la junte qui a pris le pouvoir en mars 1976, est notamment soupçonné d'avoir entretenu d'étroites relations avec Gelli. Le juge Salvi avait ordonné son arrestation le 13 juin, et il doit être jugé pour « entrave au déroulement de l'enquête » sur le meurtre d'un industriel, Fernando Bronca, en 1977. Le prédecessor de M. Salvi avait quitté l'Argentine en décembre 1982 après avoir reçu des menaces de mort alors qu'il enquêtait, notamment sur les activités de la P.2.

### L'AFFAIRE DES DOCUMENTS CARTER RÉCUPÉRÉS PAR L'ÉQUIPE ÉLECTORALE DE M. REAGAN

#### Le président a été interrogé par le F.B.I.

Santa-Barbara (A.F.P.). - Le « Débat » de l'affaire des documents de la campagne électorale de 1980 de M. Carter, mystérieusement parvenus entre les mains de l'équipe de M. Reagan, a rebondi mardi 16 août, troublant le début des vacances du président américain dans son ranch californien. Des agents du F.B.I. ont interrogé le président lui-même, le 11 août, pour tenter de faire la lumière sur cette « fuite », a indiqué, mardi, à Santa-Barbara, un porte-parole de la Maison Blanche, qui a confirmé les révélations faites début juin par le Washington Post.

L'entretien, tout à fait inhabituel, a duré près d'une heure, et le président a répété qu'il ignorait tout de cette affaire et qu'il avait demandé à tous ses conseillers de se montrer coopératifs avec les enquêteurs. Les révélations du Washington Post ont plongé dans l'embarras l'entourage du président.

Le malaise a pour origine une curieuse machine, très controversée, le détecteur de mensonges, censé déterminer si une personne dit la vérité ou la cache en mesurant des données

physiologiques comme son rythme cardiaque. Le F.B.I. envisagerait d'avoir recours à cet appareil pour son enquête. Or M. Reagan avait lui-même, en avril dernier, fait l'éloge de ce procédé. Dans une directive, qui avait alors soulevé une polémique, il avait demandé à tous les responsables gouvernementaux ayant accès à des documents confidentiels de s'y soumettre en cas de besoin.

Le porte-parole de la Maison Blanche n'a pas exclu mardi l'emploi du détecteur de mensonges, indiquant que le président n'avait pas de conseil à donner au F.B.I. à ce sujet. Parmi les personnalités qui pourraient être interrogées à s'y soumettre figurent deux responsables, M.M. James Baker, secrétaire général de la Maison Blanche, et William Casey, directeur de la C.I.A., qui ont tenu des propos contradictoires. M. Baker a en effet publiquement affirmé avoir reçu le document sur la campagne de M. Carter des mains de M. Casey, alors que ce dernier soutient qu'il n'a rien fait de tel. Le détecteur de mensonges les départagera-t-il ?

# PROCHE-ORIENT

## Liban

### La tournée de M. Moshe Arens à Beyrouth-Est risque de porter atteinte à l'autorité de l'Etat

Le retrait sur de nouvelles positions des forces israéliennes au Sud-Liban, pourrait se faire d'ici « au plus quelques jours », a déclaré mardi, à Tel-Aviv, le chef d'état-major de l'armée israélienne, le général Moshe Lévry. Cette déclaration intervient quelques heures après la tournée, imprévue, à Beyrouth-Est, du ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens.

De notre correspondant

Beyrouth. - En même temps qu'il proclamait très haut qu'Israël n'a aucune intention de se maintenir au Liban, que le redéploiement des forces israéliennes le long du fleuve Awali est une étape sur la voie de leur retrait global, qu'il souhaite ardemment un gouvernement central libanais fort, qui rétablirait son autorité sur chaque pouce des 10 452 kilomètres carrés du territoire libanais, que les négociations prêtant à Israël des intentions de partage ou de partition du Liban ne reposent sur aucun fondement et qu'enfin c'est la Syrie qui entrave le retrait des forces étrangères du Liban, le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, minait par une tournée impromptive à Beyrouth-Est (secteur chrétien), l'autorité de l'Etat libanais, dont il dit souhaiter le renforcement.

En dehors de ces propos, en principe rassurants, qu'a fait le ministre israélien de la défense ? A partir de Baabda, au siège de la mission israélienne, à quelques centaines de mètres de la présidence de la République, alors qu'il aurait pu le faire n'importe où ailleurs, dans les territoires occupés par son armée au Liban. Ensuite, accompagné du commandant en chef des « forces libanaises », M. Fadi Frem, il s'est rendu à leur Q.G., à la Quarantaine, en plein Beyrouth, où, théoriquement, depuis leur retrait de la capitale, les Israéliens n'ont plus accès.

Photos, gerbe au monument aux morts des milices chrétiennes, rien n'a manqué, et tout s'est passé dans la presse avec l'agacement et le gêne que cela peut susciter au niveau officiel et parmi la population musulmane. Après avoir reçu une délégation des ligues chrétiennes, le ministre israélien a rendu visite à M. Camille Chamoun, président du Front libanais (chrétien), à son domicile d'Achrafieh, toujours en plein Beyrouth, en présence du fils de ce dernier, M. Dany Chamoun, qui avait effectué la semaine passée une visite remarquée en Israël. Enfin, il a gagné Bickfaya, où il a rencontré le chef des Phalanges, M. Pierre Gemayel à quelques pas de la résidence d'été du fils de celui-ci, qui est le président de la République, M. Aminé Gemayel. Pas de photo ici. M. Gemayel père ayant fait savoir à son précédent visiteur de Jérusalem, le général Sharon, que « le Liban ne fera pas la guerre à vingt et un pays arabes pour faire la paix avec Israël ».

● Incident diplomatique koweïti-américain. - Le département d'Etat a exprimé le mardi 16 août la « profonde désapprobation » de Washington à l'égard de la décision du Koweït de récusar M. Brandon Grove comme nouvel ambassadeur auprès de l'Emirat. Le Koweït a invoqué, à l'appui de son refus, la raison que M. Grove avait servi comme consul général à Jérusalem. Le département d'Etat a annoncé dans ces conditions, « n'envisageant pas, dans l'immédiat, de nommer un autre candidat à ce poste ». (A.F.P.)

Par cette tournée, M. Arens s'est arrogé des droits que l'accord libano-israélien du 17 mai, toujours en suspens, lui avait catégoriquement refusés, puisque Israël demandait un bureau à Beyrouth et qu'il n'en a obtenu qu'un à Baabda. De plus, en mettant en relief la présence militaire des « forces libanaises » à Beyrouth-Est, il a prêté à l'autorité de l'Etat et de son armée - connue de tout le monde et pudiquement ignorée dans la mesure où elle ne s'étale pas dans la rue - un embarras gouvernemental. En se comportant en intermédiaire privilégié des chrétiens, toutes tendances réunies, pour ne pas dire en « protecteur », il s'emploie à les compromettre au regard d'un monde arabe, qui continue à ne pas les renier.

## Les Syriens aussi...

Plus encore qu'à l'égard de l'islam libanais, cette visite apparaît comme une provocation à l'égard du président Gemayel. Après avoir rencontré M. Arens, M. Camille Chamoun a d'ailleurs déclaré : « Les Israéliens souhaitent trouver des officiers libanais à qui parler et sont prêts à offrir leur aide à l'Etat libanais pour que tout se passe normalement en montagne et que l'armée libanaise y prenne l'habitude de la sécularisation ». M. Arens avait lui-même proposé, dans sa conférence de presse, les bases officielles d'Israël entre druzes et chrétiens, d'une part, druzes et armée libanaise, de l'autre, tout en prenant la précaution de préciser que son armée « n'est pas en mesure d'exercer des pressions sur une quelconque organisation ou communauté au Liban ».

La presse libanaise a noté que le même jour, au même moment, le général Hias, ministre syrien de la défense, inspectait ses troupes au Liban.

LUCIEN GEORGE.

### M. FERNAND WIBAUX EST NOMMÉ AMBASSADEUR AU LIBAN

Le Journal officiel du jeudi 18 août publiera la nomination de M. Fernand Wibaux comme ambassadeur à Beyrouth en remplacement de M. Paul Marc Henry.

[Né en 1921, M. Fernand Wibaux a commencé sa carrière au ministère de l'Intérieur en 1944. Il a appartenu à divers cabinets ministériels (sous-secrétaire à la France d'outre-mer (1949), ministre de la marine (1950-1951), coopération (1976). Il a été également chef de service fédéral de la coopération en A.O.F. (1952-1955), directeur de l'Office du Niger (1956-1960), consul général puis chargé d'affaires à l'ambassade de Bamako (Mali) (1960-1964), directeur de l'Office de coopération et d'accueil universitaire (1964-1968), ambassadeur à Fort-Lamy (Tchad) (1968-1974), directeur des affaires culturelles et sociales au ministère de la coopération (1974-1975), directeur de la coopération culturelle et technique (1976). Depuis 1977 il était ambassadeur au Sénégal et simultanément en Guinée Bissau (jusqu'en 1979), au Cap-Vert (jusqu'en 1980) et en Gambie.]

# Le Monde

## LE SILENC

### Autant en emporte la crise

La crise économique mondiale a entraîné une baisse des dépenses de consommation et une réduction des investissements. Les entreprises ont dû réduire leurs effectifs et leurs productions. Les gouvernements ont dû augmenter les impôts et réduire les dépenses publiques. La situation est particulièrement grave dans les pays développés, où la crise a entraîné une récession économique. Dans les pays en développement, la crise a entraîné une aggravation de la situation économique et sociale.

La crise économique mondiale a entraîné une baisse des dépenses de consommation et une réduction des investissements. Les entreprises ont dû réduire leurs effectifs et leurs productions. Les gouvernements ont dû augmenter les impôts et réduire les dépenses publiques. La situation est particulièrement grave dans les pays développés, où la crise a entraîné une récession économique. Dans les pays en développement, la crise a entraîné une aggravation de la situation économique et sociale.

La crise économique mondiale a entraîné une baisse des dépenses de consommation et une réduction des investissements. Les entreprises ont dû réduire leurs effectifs et leurs productions. Les gouvernements ont dû augmenter les impôts et réduire les dépenses publiques. La situation est particulièrement grave dans les pays développés, où la crise a entraîné une récession économique. Dans les pays en développement, la crise a entraîné une aggravation de la situation économique et sociale.

La crise économique mondiale a entraîné une baisse des dépenses de consommation et une réduction des investissements. Les entreprises ont dû réduire leurs effectifs et leurs productions. Les gouvernements ont dû augmenter les impôts et réduire les dépenses publiques. La situation est particulièrement grave dans les pays développés, où la crise a entraîné une récession économique. Dans les pays en développement, la crise a entraîné une aggravation de la situation économique et sociale.

La crise économique mondiale a entraîné une baisse des dépenses de consommation et une réduction des investissements. Les entreprises ont dû réduire leurs effectifs et leurs productions. Les gouvernements ont dû augmenter les impôts et réduire les dépenses publiques. La situation est particulièrement grave dans les pays développés, où la crise a entraîné une récession économique. Dans les pays en développement, la crise a entraîné une aggravation de la situation économique et sociale.

La crise économique mondiale a entraîné une baisse des dépenses de consommation et une réduction des investissements. Les entreprises ont dû réduire leurs effectifs et leurs productions. Les gouvernements ont dû augmenter les impôts et réduire les dépenses publiques. La situation est particulièrement grave dans les pays développés, où la crise a entraîné une récession économique. Dans les pays en développement, la crise a entraîné une aggravation de la situation économique et sociale.

La crise économique mondiale a entraîné une baisse des dépenses de consommation et une réduction des investissements. Les entreprises ont dû réduire leurs effectifs et leurs productions. Les gouvernements ont dû augmenter les impôts et réduire les dépenses publiques. La situation est particulièrement grave dans les pays développés, où la crise a entraîné une récession économique. Dans les pays en développement, la crise a entraîné une aggravation de la situation économique et sociale.

La crise économique mondiale a entraîné une baisse des dépenses de consommation et une réduction des investissements. Les entreprises ont dû réduire leurs effectifs et leurs productions. Les gouvernements ont dû augmenter les impôts et réduire les dépenses publiques. La situation est particulièrement grave dans les pays développés, où la crise a entraîné une récession économique. Dans les pays en développement, la crise a entraîné une aggravation de la situation économique et sociale.

La crise économique mondiale a entraîné une baisse des dépenses de consommation et une réduction des investissements. Les entreprises ont dû réduire leurs effectifs et leurs productions. Les gouvernements ont dû augmenter les impôts et réduire les dépenses publiques. La situation est particulièrement grave dans les pays développés, où la crise a entraîné une récession économique. Dans les pays en développement, la crise a entraîné une aggravation de la situation économique et sociale.

La crise économique mondiale a entraîné une baisse des dépenses de consommation et une réduction des investissements. Les entreprises ont dû réduire leurs effectifs et leurs productions. Les gouvernements ont dû augmenter les impôts et réduire les dépenses publiques. La situation est particulièrement grave dans les pays développés, où la crise a entraîné une récession économique. Dans les pays en développement, la crise a entraîné une aggravation de la situation économique et sociale.



LE SILENCE DES INTELLECTUELS DE GAUCHE

Autant en emporte la crise

(Suite de la première page.)

Les gourous du silence. Le goulag, la Pologne, l'Iran, tout cela ne fait plus vraiment recette. Alors on a imaginé un ultime recours. Quelque chose dans le genre du « dernier gala ».

Après le roman centré sur le mal d'écrire, le film sur la fin du cinéma, après le post-moderne et la mort de la philosophie, on lance le thème du prophète intellectuel pérorant dans sa propre déchéance. Mais, monsieur Gallo, monsieur Boggio, je crains que vous n'arriviez bien tard ! Il n'y a déjà plus, ou pratiquement plus, d'abonnés aux numéros que vous demandez. Tous ceux qui font aujourd'hui profession de penser, de chercher, de créer, de produire d'autres possibles, ne se reconnaissent plus dans aucun porte-parole. Et, rassurez-vous sur leur santé, ils ne s'en portent que mieux !

Sans vouloir donc parler au nom de qui que ce soit, et pour avoir même quelque peu évolué dans les eaux des pétitionnaires et autres « seigneurs de la guerre », je crois qu'il est temps que nous prenions, les uns et les autres, notre part de cette situation nouvelle, irréversible et prometteuse.

Est-ce à dire que soit interdit désormais tout dialogue entre les « forces vives » de ce pays et le gouvernement de la gauche ? Sincèrement, je ne le pense pas. Mais je crois que la méthode de M. Gallo n'est pas la bonne. S'il tient vraiment à entrer en communication avec les nouvelles générations de penseurs et de créateurs, je me permettrais de lui suggérer de s'y prendre autrement, d'adopter un autre ton, de choisir d'autres thèmes. Que n'organise-t-il pas, par exemple, un débat entre le pouvoir et la gauche, et pas seulement celle de la rive gauche et du seizième arrondissement, — où pourrait être mis en cause :

- Le style néo-gaulliste de M. Mitterrand, son acceptation tranquille des institutions du « coup d'Etat permanent », le renoncement

à tout projet de réforme constitutionnelle (en particulier l'abandon de l'idée de référendum d'initiative populaire) ;

— La fonctionnalité des partis de gauche et leur façon de tourner en rond, sans relais social consistant ;

— Les perspectives d'évolution vers une société multiraciale et transculturelle, où les millions d'immigrés qui vivent et travaillent en France comme des Français bénéficieraient des mêmes droits civils et politiques, suivant les promesses qui avaient été faites ;

— Le partage du travail, comme moyen de donner à ce pays « un supplément d'âme » et de lui restituer, peut-être, sa « compétitivité » sur le marché de l'intelligence, du savoir et de la création ;

— Une politique de transformation radicale de l'habitat, de l'urbanisme, des équipements collectifs (freinée en sus par le fonctionnement actuel de l'éducation nationale, des prisons, des hôpitaux psychiatriques, etc.) ;

— L'opportunité de l'utilisation des crédits publics dans des entreprises telles que la bombe à neutrons et les sous-marins nucléaires ;

— Les initiatives concrètes que la France pourrait prendre pour lutter contre le faim dans le monde et pour favoriser l'émancipation économique et sociale du tiers-monde.

Même à grande échelle et dans tout le pays, un tel débat serait susceptible, à mon sens, de « reconstruire » les interlocuteurs collectifs de gauche qui paraissent manquer au gouvernement actuel. A la condition toutefois qu'il ne s'agisse pas d'un échange formel, académique, mais qu'il soit assorti de la mise en place de réels changements. En d'autres termes, qu'on cesse de renvoyer les perspectives de transformation et d'innovation dans ce pays aux hypothétiques lendemains de l'après-crise.

FÉLIX GUATTARI.

Contre la pensée-tract

(Suite de la première page.)

Les philosophes qui comptent refusent les gros concepts : ils s'attachent — avec force — sur des champs plus pointus. Qui aujourd'hui oserait penser la société comme un tout ? Chacun — bachelier mais à part — se méfie des inflationnistes rhétoriques, des visions du monde, du moralisme à la petite semaine. Bref les philosophes — reprenant les classiques — refusent, en tant que philosophes, de dire ce qui doit être pour s'essayer à penser ce qui est.

Sans systèmes généraux beaucoup inventent, dans une liberté extrême ; quelques-uns désespèrent d'avoir perdu de grands repères. Le respect, les réverences obligées ont été remplacées par d'autres formes de rigueur. Ainsi bousculer Marx ou Descartes, à coup d'éthologie ou de désir, s'avère mille fois plus fécond que le respect religieux qui paralysait hier encore.

Assurément, la France n'a pas un philosophe, elle en a beaucoup. Et tous ceux-là — c'est peut-être leur seul point commun — refusent de se mouler dans une eschatologie, dans une philosophie de l'histoire. Bref, notre temps s'échappe du « retour à » pour s'efforcer d'inventer.

Certes, les rencontres sont difficiles, hésitantes ; pourtant ces précautions valent mieux que des regroupements rapides où ne s'échangent que quelques banalités de salon. Aujourd'hui, les philosophes refusent d'être des gourous qui devraient dire le vrai sur l'art, le football, l'amour ou — pourquoi pas — la société. En ce sens, ils ont renoncé — et c'est sans doute l'un des apports de 1968 — au rôle de spécialistes de la politique. Le philosophe contemporain n'est plus celui qui parle au nom de ceux qui ne parlent pas.

Pourtant, ne pas intervenir sur tout, tout le temps, ce n'est pas se désintéresser de ce qui se passe. Contre les vieilles maîtrises générales, les philosophes articulent des idées ponctuelles. A côté de toutes les dernières instances, ils militent contre les explications uniques. Devant chaque énoncé, les philosophes ne cessent de reformuler les vieilles questions du : « Qui, où, comment, à quelle fin, par quelle route, selon quelle représentation ? »

Hier on cherchait des secrets, ceux du sexe, de l'économie, de la puissance. Maintenant on cherche moins le caché que la façon dont est articulé ce qui est là. Et si — j'en prends le pari — la quasi-totalité des philosophes sont, par exemple, opposés à la peine de mort, ils n'éprouvent pas le besoin de redire ce qui apparaît comme une évidence de citoyen, comme un principe minimum.

Filles de leur temps les grandes pensées présentes sont complexes, contradictoires. Alexandre Kojève, qui enseigna la phénoménologie de l'esprit à Lacan, Breton et Queneau, avait un moment avancé l'idée que si les Américains faisaient figure de sages, c'est parce qu'ils étaient riches, c'est parce que Russes et Chinois n'étaient que des Américains pauvres. Pourtant, vers 1959, après un voyage au Japon, il change complètement d'idée. Là-bas il rencontre une civilisation opposée à la voie américaine, où « le snobisme à l'état pur crée des disciplines qui dépassent les luttes guerrières ». Pour lui, la cérémonie du thé, le théâtre nō, l'art des bouquets inventent une façon de vivre formalisée, différente des systèmes historiques classiques...

Les philosophes actuelles sont riches en clins d'œil de ce type, ils sont mille fois plus féconds que bien des manifestes électoraux.

CHRISTIAN DESCAMPS.

★ Sur le thème du « silence des intellectuels de gauche », Le Monde a publié des articles de Max Gallo (26 juillet), Philippe Boggio (27 et 28), Marc Riegler (29), Jean Chesneaux, Guy Sorman, Jean-Pierre Besset (2 août), Jacques Cellard (4), Alfred Grosser, Henri Guillemin (5), Jean-Pierre Faye, Henri Lefebvre, Vercors (6), Claude J. Allègre (9), Catherine Clément, Jean Gattegno, Jean Duvergnaud, Jean-Edouard Halley (10), Léon Schwartzberg, Madeleine Rebérioux, Paul Serant (11), Julio Cortázar, Hélène Parmelin, Jean-Claude Barreau, Henry Chapier (13), Gilbert Comte, Lionel Stoleru (16).

Ras le bol...

Ras-le-bol des « intellectuels » ! La France, profonde ou superficielle, est en vacances depuis au moins le 14 juillet, et voilà que Le Monde, voulant rivaliser avec les Nouvelles littéraires, se met dans la tête de faire bronzer même le cerveau de ses pauvres lecteurs !

Le petit nombre élu aura eu tout loisir de reconnaître les siens : enfin, ceux qui seront passés chez Pivot, à la seule exception du « linguiste » Milner. D'où des explications emberlificotées, du genre, malheureux, « suicide théorique d'Althusser ».

Les heureux vacanciers que nous sommes n'ont que faire de tout ce galimatias. Ouvrons les fenêtres et regardons le monde, pas le journal !

Quand les intellectuels parentés font l'amour, qui, dans la situation internationale actuelle, irait leur reprocher de ne plus faire la guerre, même sous sa forme soi-disant révolutionnaire ?

Le respect de la science et de la vie, l'allégresse de la lumière sur les monts et les eaux, qui en parla dans tous ces papiers gris pour papivores ?

UN GROUPE DE LECTEURS.

Répliques...

● A Alfred Grosser

Je lis sous la plume de M. Grosser dans le Monde du 5 août : « L'Homme de la culture continue à aller de pair avec le mépris pour les bibliothèques, instruments pas assez spectaculaires pour accroître la gloire du pouvoir... »

Vous me permettez de citer quelques chiffres qui seront bientôt publiés. Lorsque, grâce aux efforts de l'Etat et des collectivités locales, le nombre des bibliothèques municipales passe de 617 (1981) à 644 (1983) dans 803 villes de plus de 100 000 habitants, ce n'est pas rien (et cela n'est pas toujours « spectaculaire ») ! Lorsque les subventions de l'Etat aux communes permettant l'achat de la création d'emplois scientifiques passent de 0 franc (vous avez bien lu) en 1981 à 30 millions de francs en 1983, ce n'est pas rien ! Lorsque les subventions permettant un meilleur fonctionnement des bibliothèques dans les villes passent de 10 millions en 1981 à 148 millions en 1982 et à 115 millions en 1983 (prévisions), ce n'est pas rien ! Lorsque les crédits de fonctionnement permettant aux bibliothèques centrales de prêt l'achat de mobilier, quelquefois prêtés aux petites communes, passent de 0 franc en 1981 et 0 franc en 1982 à 14 millions de francs en 1983, ce n'est pas rien (mais les intellectuels parisiens des bibliothèques centrales de prêt, n'est-ce pas... ?)

Lorsque enfin la direction du livre et de la lecture embauche quatre informaticiens pour travailler à un logiciel (sans doute imparfait mais qui aura le mérite d'exister) qui per-

mettra, enfin, de commencer à aider à satisfaire de vieilles revendications des professionnels, comme la coopération — nécessaire — entre les bibliothèques, le recensement des fonds existants, la connaissance plus affinée de l'ensemble de notre patrimoine national, les publications collectives, etc., on comprendra qu'il ne s'agit pas là de « gadget » (A.G.), on espère, on pense, que les promesses semées ne se réduiront pas à des « coups d'éclat » (A.G.).

Lorsque le territoire national est enfin doté des 17 bibliothèques centrales de prêt manquantes et que 100 emplois départementaux environ seront créés en 1983, on a un aperçu de l'effort entrepris.

Enfin je rappellerai que notre pays était doté de 17 bibliothèques en 1981 contre 47 en 1983.

JEAN-CLAUDE STEFANI, bibliothécaire. (Montreuil.)

● A Vercors

Je viens de lire, dans le Monde du 6 août, sous la plume de Vercors, que « les moins favorisés peuvent boudier la pomme de terre pour le bœuf ou l'agneau (et pas les bas morceux) ! ».

L'auteur de l'article ne doit pas, effectivement, connaître les bas morceux puisque, dit-il : « Je vois le bœuf à 100 F le kilo alors que la pomme de terre (nouvelle) est à 2,50 F ». A 100 F le kilo, en fait de bœuf, il s'agit de filet de bœuf.

Je suis, aujourd'hui, sur le tard, un nant et je mange du bœuf (pas du filet pourtant). Mais, avec ma

femme, je fais le marché. Je vois de vieilles dames, correctement mises, ramasser furtivement les fruits trop mûrs rejetés par les marchands. J'apprends par une enquête à la radio que, dans des cantines scolaires de quartiers populaires le personnel, assez souvent, est amené à augmenter les parts pour les enfants, dont, visiblement, c'est le seul repas convenable. Je sais qu'il y a le Secours catholique à vu glisser de plus en plus une part des demandes d'aide qu'il reçoit vers des demandes directement alimentaires.

JEAN THIRON. (Marseille.)

● L'Alliance écologique que préside M. Jean-Claude Delarue et qui regroupe les écologistes favorables à la majorité, se félicite de la volonté clairement affirmée par le président de la République de donner la priorité à la réhabilitation des cités de banlieues les plus défavorisées. Elle rappelle que « la responsabilité de la dégradation de ces cités incombe à la droite ».

(Publié)

VOUS AVEZ VENDU L'ANCIEN QUID DE VOS MEUBLES RECENTS ?

Au DEPOT VENTE DE PARIS - le spécialiste des successions - vous obtiendrez un très bon prix de votre mobilier moderne (living, matelas, linge, vaisselle etc.) et vous n'avez pas vendu au préalable votre mobilier ancien ou de valeur 81, rue de Lagny (209) tel 372 1391

L'AFFAIRE DES DOCUMENTS CARTER

RECUPÉRÉS PAR L'EQUIPE ELECTORALE DE M. RENAUD

Le président a été interrogé par le F.B.I.

Washington (A.P.P.) - Le « Washington Post » a publié dimanche 14 août, sous le titre « Les documents de l'administration Carter », une longue enquête sur la façon dont le président américain a été interrogé par le F.B.I. sur son mariage et ses relations avec la femme qui a été sa maîtresse pendant sa présidence.

Le mariage, qui a été célébré, a été précédé d'une enquête de la part du F.B.I. sur la vie sexuelle du président. Les documents de l'administration Carter ont été remis au F.B.I. par le président lui-même.

PROCHE-ORIENT

Liban

La tournée de M. Moshe Arens à Beyrouth-Est risque de porter atteinte à l'autorité de l'Etat

Le retrait sur de nouvelles positions des forces israéliennes à Liban, pourrait se faire d'un à un, au plus quelques jours, a déclaré Y. K. K. le chef d'état-major de l'armée israélienne, le général Y. K. K. Cette déclaration intervient quelques heures après la déclaration de M. Moshe Arens, du ministère israélien de la Défense.

De notre correspondant à Beyrouth.

Beirut - Le ministre israélien de la Défense, M. Moshe Arens, a déclaré dimanche 14 août, lors d'une conférence de presse à Jérusalem, que les forces israéliennes pourraient se retirer de Liban, d'un à un, au plus quelques jours. Cette déclaration intervient quelques heures après la déclaration de M. Moshe Arens, du ministère israélien de la Défense.

Les Syriens ont

M. FERNAND WEL

EST NOMME AMBASSADEUR

ALBAN

ALBAN

ALBAN

ALBAN

ALBAN

ALBAN

ALBAN

ALBAN

ALBAN

ALBAN

ALBAN

ALBAN

ALBAN

ALBAN

ALBAN

ALBAN

ALBAN

ALBAN

ALBAN

ALBAN

ALBAN



Le Monde

# société

## Le trafic de drogue entre l'Asie du Sud-Est et les pays occidentaux

Les « courriers » teochiew de Hongkong

De 60 à 70 % de l'héroïne consommée en France provient des pays du Triangle d'or (Thaïlande, Birmanie et Laos). Une partie de la mafia de Hongkong joue le rôle de commanditaire de ce trafic. La France envisage de créer une antenne de l'Office central de répression du trafic de stupéfiants dans cette colonie britannique.

Hongkong. — « A Hongkong, l'argent n'a point besoin d'être lavé », il est toujours propre. Ainsi parle un journaliste interrogé sur les moyens de rendre « respectable » l'argent gagné illégalement, en particulier par le trafic de la drogue. Un autre interlocuteur, qui comme toutes les personnes rencontrées dans la colonie britannique exige de garder l'anonymat, explique : « Hongkong est l'endroit le plus sûr pour placer son argent. Les devises entrent et sortent librement. On peut approvisionner son compte de millions de dollars sans avoir à fournir de justification. Il n'y a aucune vérification, aucun contrôle ».

Ces « facilités » ont permis de faire de Hongkong — troisième place financière mondiale, — la « plaque tournante » du trafic des stupéfiants en Asie. Comme le confirme un rapport des Nations unies. Pourtant la colonie, si elle abrite des dizaines de milliers de drogués, ne produit pas un gramme de ce pavot qui pousse dans le Triangle d'or — aux confins de la Thaïlande, de la Birmanie et du Laos — et dans le Croissant d'or — en Iran, Afghanistan — en passe de supplanter le précédent dans la fourniture des pays industrialisés.

La plupart des gros réseaux, liés aux sociétés secrètes de Hongkong, ont été démantelés vers la fin des années 70, et le trafic — en dehors de la consommation locale — ne passe plus par la colonie. On assiste donc à des opérations commerciales de type triangulaire. L'opium est produit et transformé en héroïne ou en morphine sur place; l'affaire est financée et organisée de Hongkong par des commanditaires qui ne touchent le produit ni de près ni de loin et se dissimulent derrière des intermédiaires. La drogue est transportée par des « passeurs », seuls ou en groupes, qui ne connaissent que celui qui leur a remis la poudre blanche ou brune, qui sont surveillés par des inconnus, et qui remontront leur valise à d'autres inconnus. L'extrême compartimentation des opérations rend leurs organisateurs insaisissables, d'autant qu'ils disposent d'hommes de main qui font régner un ordre implacable.

Quels sont ces irréprochables citoyens de Hongkong ? La question ne reçoit guère de réponse. La po-

lice, modérément coopérative, n'est pas loquace : « Il faut être sûr, avoir des preuves ». La loi prévoit bien que l'on puisse examiner un compte en banque si l'on suspecte son titulaire de trafic. Mais celui-ci est généralement assez fin pour ne pas laisser de traces. A la fin des années 70, des « gros bonnets » avaient été identifiés. Ils réussirent à s'enfuir, bien que surveillés, pour se mettre à l'abri à Taiwan !

### Une imagination sans limite

Les principaux trafiquants appartenant à la communauté teochiew, originaire de la région de Swatow (Shatou), au nord de la province de Canton. Parlant un dialecte que les autres Chinois comprennent difficilement, très fermés sur leur communauté et leur famille, ils ont, depuis le siècle dernier, pris en main le trafic de l'opium puis de l'héroïne à Hongkong, où ils sont nombreux. L'origine de ces réseaux explique l'importance des contacts en Thaïlande et l'utilisation fréquente de « passeurs » sino-thaïs ou sino-khmers, qui sont eux aussi teochiew, tout comme nombre de Malaisiens et Singapouriens d'ethnie chinoise. Ces Sino-Khmers sont souvent des réfugiés, la plupart du temps entrés illégalement en France, depuis 1975.

Ces « courriers », qui au début prenaient tout simplement l'avion pour leur destination européenne (Paris, Londres, Bruxelles, Amsterdam), sont devenus plus subtils. Ils passent désormais par l'Italie, le Portugal, l'Espagne, d'où ils prennent le train, le car ou une voiture. Ils peuvent transporter par avion, à Séoul et, plus récemment, par Pékin ou Moscou, longtemps moins bien équipés pour dépister le trafic. Leur valise contient en général de 2 à 5 kilos d'héroïne, dissimulée dans les parois.

Mais il existe des moyens bien plus sophistiqués. L'imagination est sans limite : des vêtements peuvent être imprégnés d'une solution d'héroïne, des objets d'art, des poupées, peuvent être bourrés de drogue. Ce que l'on appelle pudiquement les « cavités du corps humain » sont aussi mises à contribution. En février 1982, la police de Hongkong arrêta un Américain qui avait avalé quarante-deux préservatifs contenant un total de 163,5 grammes d'héroïne. Il ne fut découvert que parce qu'une fuite dans l'un des préservatifs avait libéré un peu de poudre qui l'avait rendu malade. D'autres « passeurs » ont ainsi trouvé une mort atroce par « surdose ».

Le pourcentage de découverte est cependant faible. On parlait il y a

De notre envoyé spécial

quelques années, de 5 à 10 %, parfois par chance, le plus souvent sur dénonciation. Un informateur de Hongkong nous a affirmé que certaines grosses saisis d'héroïne étaient en fait des appâts offerts volontairement à la police par des trafiquants qui, au même moment, faisaient passer des quantités encore plus grandes... Il y a aussi les envois massifs, heureusement pas encore très développés, en direction de la France : dans des cargos, des superstructures de navires. Certains experts semblent craindre que, non seulement, Hongkong et Bangkok, mais aussi, Singapour ne deviennent des points de transit d'importantes quantités de drogue. Singapour a rendu la peine de mort automatique pour la possession de plus de quelques grammes de drogue. Mais son système ne semble pas totalement efficace. La tentation est grande, même si les peines sont sévères et ont permis de démanteler des réseaux qui aboutissaient à Amsterdam.

### Des chats aux griffes rognées

Pour lutter contre ce fléau, les polices locales et occidentales ont mis en place un vaste réseau d'information et de coopération. Mais ces moyens sont dérisoires face à ceux de trafiquants qui disposent de sommes sans commune mesure avec celles attribuées aux quelques hommes qui les pourchassent pour un salaire de fonctionnaire ! Après quelques années de vaches maigres, le Triangle et le Croissant d'or ont connu trois récoltes record consécutives, qui, si elles ont fait s'effondrer les cours, n'en ont pas moins rap-

porté des sommes considérables. La production 1982-1983 du Triangle d'or devrait atteindre, voire dépasser, les 500 tonnes d'opium, celle du Croissant se situant un peu en dessous. Il faut environ 10 kilos d'opium pour produire 1 kilo d'héroïne, vendue dans la rue, à Hongkong, environ 90 francs le gramme. On voit quels peuvent être les profits, malgré quelques saisies : 1 tonne en Europe en 1982, 350 kilos en 1981 et 236 kilos de janvier à mai 1983 à Hongkong...

La facilité relative avec laquelle se poursuit ce trafic de mort fait douter certains observateurs avertis. En Asie, de la volonté des gouvernements, non seulement locaux, mais aussi occidentaux, de mettre véritablement un terme au fléau. Ils font remarquer la disproportion entre les moyens mis en œuvre de part et d'autre : entre chats aux griffes rognées et souris suréquipées. Les rapports sont de véritables « passoirs », même si l'on essaie actuellement des appareils à rayons qui déclenchent la drogue dans les bagages.

La véritable guerre contre la drogue n'a toujours pas commencé, en dépit des déclarations officielles et des efforts incessants des unités de lutte contre les stupéfiants. D'autant que des considérations politiques sont également en cause. La Thaïlande et le Pakistan, principaux points de passage, voire de production, ne sont-ils pas des régimes peu stables, confrontés à une menace « communiste » à leurs frontières ? La première avec la Birmanie et l'Indochine vietnamite ; le second avec un Afghanistan occupé par les Soviétiques.

PATRICE DE BEER.

## JUSTICE

### Pour une loi meilleure

(Suite de la première page.)

Le chef de l'établissement pénitentiaire, dont l'avis est essentiel, se prononce, intervient dans tous les cas à l'audience, de même que le ministère public et l'avocat du condamné. Et la décision rendue sera susceptible d'appel. Sans doute, pour les mesures les moins graves, la procédure sera allégée. Mais, dans tous les cas, le ministère public, l'administration pénitentiaire, la victime et le condamné pourront faire valoir leur point de vue.

Ainsi, dans le cadre du tribunal de l'application des peines, des décisions essentielles pour la sûreté publique seront prises avec toutes les garanties et les informations possibles, afin de réduire au maximum les risques de récidive.

On comprend, dès lors, que les juridictions et les associations professionnelles de magistrats et d'avocats consultées se soient déclarées favorables au projet. Comme il n'est pas surprenant qu'il ait été aussitôt dénoncé par ceux pour lesquels — avant même de l'avoir lu — tout texte présenté par le gouvernement est en soi détestable, qu'il le soit ou non, pour fonder la condamnation, à prêter au texte une finalité imaginaire — ou des dispositions inexistantes.

Les condamnés à perpétuité A cet égard, rien de plus saisissant, par l'écrit du message et l'émotion qui en a été faite après la tuerie d'Avignon, que le propos selon lequel le gouvernement entendrait « ramener à quatorze ans la perpétuité » (sic). Il convient sur ce point de rétablir la vérité — et de dissiper la confusion délibérément suscitée.

Depuis 1978, les condamnés à perpétuité pour les crimes les plus graves sont soumis à un régime de sûreté pendant quinze années. C'est seulement à l'issue de ce délai qu'ils pourront demander leur libération conditionnelle. J'ai écrit quinze années et non dix-huit. Car si la loi dispose que la cour d'assises peut par une décision spéciale porter à dix-huit années la période de sûreté, nous n'avons pas connaissance qu'une telle condamnation ait été prononcée. Recco lui-même y a échappé. Elle ne saurait être que tout à fait exceptionnelle.

Ainsi, au regard de la réalité judiciaire, à imiter certains on pourrait écrire que, depuis 1978, perpétuité égale quinze ans. Ce serait saisissant, mais mensonger. Car l'on confondrait ainsi délibérément le délai à partir duquel un condamné peut demander sa libération conditionnelle et la date à laquelle il l'obtient. En général, depuis une décen-

nie, après dix-sept à vingt ans de réclusion criminelle.

S'agissant de notre projet, il est tout aussi faux d'écrire que le gouvernement veut réduire à quatorze années la perpétuité. Que propose exactement en effet le texte ? Il fixe dans tous les cas à dix-huit années le délai de principe à partir duquel la libération conditionnelle pourra être demandée. A cet égard, le projet apparaît plus sévère que le régime actuel. Mais en réalité il se veut souple et épouse mieux la réalité carcérale.

Le régime actuel de la période de

comportera bien et témoignera de sa volonté de réinsertion sociale pourra bénéficier chaque année d'une courte remise de peine. Celle-ci sera imputée sur un délai de dix-huit années. Un détenu dont la conduite aura été constamment exemplaire pourra ainsi bénéficier au bout de quatorze années, un mois et dix jours très exactement de la possibilité de demander sa libération conditionnelle.

Aujourd'hui, un détenu au comportement médiocre, voire détestable, bénéficie de la même faculté au bout de quinze années. Réduire de onze mois ce délai dans le meilleur

des cas, pour inciter un homme à se bien comporter, mais aussi prévoir que, s'il se conduit mal, par son fait le délai d'épreuve de dix-huit ans ne sera pas réduit, c'est lui faire prendre conscience que son sort dépend aussi de lui-même, de son attitude, de ses efforts. C'est favoriser par là même l'éclosion d'une volonté de réinsertion sociale, sans laquelle rien n'est possible.

Le régime que nous proposons ne comporte ainsi aucun affaiblissement de la sûreté publique. Il entend au contraire mieux répondre, par sa souplesse, à l'exigence de l'individualisation de la peine et à la réalité de la condition carcérale.

Nous sommes donc loin des raccourcis trompeurs et des affirmations erronées répandues ces derniers jours.

En vérité, dans ce domaine, l'essentiel est ailleurs que dans la fixa-

tion du délai minimal pour pouvoir demander la libération conditionnelle. L'essentiel, en présence de condamnés à perpétuité, est de pouvoir décider en connaissance de cause, après une très longue période de réclusion, s'il est légitime au regard de la gravité du crime et possible au regard de la personnalité du criminel de remettre le condamné en liberté sous condition.

Une telle décision est entre toutes difficile à prendre car ce qu'elle implique à la fois d'exigence morale et de lucidité humaine. C'est pourquoi l'instauration du tribunal de l'application des peines, avec les garanties d'information et de réflexion qu'il comporte, nous paraît un progrès souhaitable. C'est au Parlement, seul maître de la loi, qu'il appartient d'apprécier et de décider.

### La raison, non la passion

Pour ma part, j'aurais relevé avec ironie la tempête suscitée par l'annonce de la légère modification proposée du délai d'épreuve si elle ne s'était pas inscrite dans un temps de grande émotion — et si elle n'était pas révélatrice d'un climat politique et d'une attitude également détestables.

La justice est notre bien à tous. Les problèmes qu'elle pose nous concernent tous et sont difficiles à résoudre. Chacun devrait donc s'efforcer d'apporter sa pierre à l'édifice commun et d'appliquer avec lucidité et toute l'objectivité possible à construire une justice et un droit à la mesure des exigences de notre temps et de notre pays.

Au moment où le Parlement va être appelé à réaliser non seulement la réforme de l'exécution des peines, mais le nouveau code pénal pour remplacer celui que, depuis Napoléon, les générations antérieures nous ont légué, je souhaite que ce soit la raison, non la passion, la réflexion juridique et non le réflexe politique, qui inspirent tous ceux que les progrès de notre justice intéressent.

Très récemment à Genève, le Comité des droits de l'homme des Nations unies saluait « avec admiration » les réformes judiciaires récemment réalisées en France pendant les deux dernières années et invitait les autres pays à s'en inspirer. C'est à la France entière que s'adressait cet hommage sans précédent. C'est elle qui en bénéficie. Et non le gouvernement ni sa majorité parlementaire. Il n'est pas indifférent de le rappeler à cet instant à tous ceux qu'anime le souci de la grandeur de notre nation.

ROBERT BADINTER.

## MÉDECINE

### LES RÉFORMES

#### L'avant-projet de loi prévoit que les responsables médicaux seront élus par leurs pairs

Le secrétariat d'Etat à la Santé a rendu public, mardi 16 août, un avant-projet « portant diverses mesures relatives à l'organisation hospitalière ». Ce texte modifie plusieurs articles de la loi hospitalière du 31 décembre 1970. Il donne une définition des futurs « départements » hospitaliers et prévoit que les chefs de département seront élus par leurs pairs.

L'avant-projet devrait être examiné en conseil des ministres début septembre et présenté à la session parlementaire d'automne. Il comporte huit articles. Plusieurs d'entre eux ont pour objet d'adapter le fonctionnement des établissements au prochain système de tarification, dit de la « dotation globale » (le Monde du 17 août). C'est ainsi que le texte précise les rapports qu'entretiendront l'établissement hospitalier (par l'intermédiaire de son conseil d'administration), les organismes de Sécurité sociale et le commissaire de la République.

Il est notamment prévu que le représentant de l'Etat, « compte tenu des besoins sanitaires de la population », pourra « diminuer ou supprimer les prévisions de dépenses dont la nécessité n'est pas justifiée par l'établissement ». Il pourra aussi « augmenter celles qui paraissent insuffisantes » et arrêtera « la dotation globale à la charge des organismes de Sécurité sociale et la tarification des prestations ».

L'article 5 est consacré aux futurs départements. « Les départements, est-il indiqué, réunissent l'ensemble des personnels et des équipements qui répondent à des objectifs communs en fonction des pathologies ou des techniques. La coordination des activités du département est as-

surée par un chef de département, assisté d'un conseil de département, dans lequel est représenté l'ensemble de son personnel. D'autre part, le chef de département est élu par les médecins et, le cas échéant, les pharmaciens et les odontologistes du département. Cette élection est agréée par l'autorité administrative. Les membres du conseil de département sont élus par collèges (1). Un décret précisera les modalités d'application de cet article et organisera la période transitoire au cours de laquelle les établissements hospitaliers constitueront leurs départements.

La commission médicale consultative de l'établissement hospitalier sera consultée sur le budget, sur les comptes et sur l'organisation et le fonctionnement des départements et des services non médicaux. Un décret définira les conditions dans lesquelles cette commission examinera un rapport annuel sur la qualité des soins dispensés dans l'établissement. Ce rapport sera communiqué à un comité technique paritaire, ainsi qu'au conseil d'administration.

Enfin, un article prévoit la possibilité de création de syndicats interhospitaliers, « à la demande de deux ou plusieurs établissements ». On indique au secrétariat d'Etat qu'un autre texte de loi est en préparation concernant la planification des équipements hospitaliers et les alternatives à l'hospitalisation. Enfin, on pense toujours pouvoir tenir l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 1984 en ce qui concerne l'application du décret relatif au mode de recrutement, aux statuts et aux carrières des médecins hospitaliers.

(1) Les collèges grouperont l'ensemble des membres du personnel hospitalier (médecins titulaires, non titulaires et personnel non médical).

## HOSPITALIÈRES

### Une longue série d'hésitations

Le projet de loi sur l'organisation hospitalière, rendu public mardi 16 août, a suscité une vive émotion dans les milieux hospitaliers. Les réformes proposées, notamment la création de départements hospitaliers et l'élection des chefs de département par les médecins, ont été accueillies avec une certaine réserve. Les hospitaliers ont souligné les avantages de ces mesures, mais ont également exprimé leurs inquiétudes quant à la mise en œuvre de ces réformes. Ils craignent notamment que la création de départements ne conduise à une fragmentation des services et à une perte de la vision d'ensemble de l'établissement. Ils soulignent également que l'élection des chefs de département par les médecins pourrait entraîner des conflits d'intérêt et nuire à l'objectivité des décisions. Enfin, ils expriment des réserves quant à la faisabilité de certaines mesures, notamment celle relative à la planification des équipements hospitaliers.

## UN JUGEMENT DU TRIBUNAL DE

### Le conseil de l'ordre « constitue une contrainte à la liberté d'opinion des médecins »

Le conseil de l'ordre des médecins, qui a rendu son verdict sur le projet de loi, a affirmé que ce conseil « constitue une contrainte à la liberté d'opinion des médecins ». Cette déclaration a été faite lors d'une conférence de presse tenue à Paris. Le conseil de l'ordre a souligné que le projet de loi, en imposant des réformes à l'organisation hospitalière, porte atteinte à la liberté d'opinion des médecins. Il a également exprimé sa préoccupation quant à la mise en œuvre de ces réformes, notamment quant à la création de départements hospitaliers et à l'élection des chefs de département par les médecins. Le conseil de l'ordre a appelé le gouvernement à reconsidérer certaines mesures du projet de loi afin de préserver la liberté d'opinion des médecins.

## FAITS ET JUGEMENTS

### Taverne d'Avignon : le début des examens

Les examens de la Taverne d'Avignon ont débuté hier. Ils ont été organisés par le conseil de l'ordre des médecins. Les examens porteront sur la connaissance des lois et règlements relatifs à l'exercice de la médecine. Les candidats seront évalués sur la base de leurs connaissances théoriques et pratiques. Les résultats des examens seront communiqués aux candidats sous peu. Le conseil de l'ordre a souligné l'importance de ces examens pour assurer la qualité de l'exercice de la médecine et pour protéger les intérêts des patients.



THE UNIVERSITY OF CHICAGO

*[Illegible vertical text]*

10



**THE**  
**NEW**  
**YORK**  
**LIBRARY**  
**OF**  
**THE**  
**CITY**  
**OF**  
**NEW**  
**YORK**

100

Lille. — Le tribunal d'instance *vraiment de sa création mais sans*

Le tribunal de Calais, qui vient de rendre son jugement, souligne que l'ordre des médecins ne saurait être assimilé à un organisme public et qu'il relève par conséquent du droit privé. Dans ces conditions, le tribunal l'estime *« en droit de procéder au recou-*

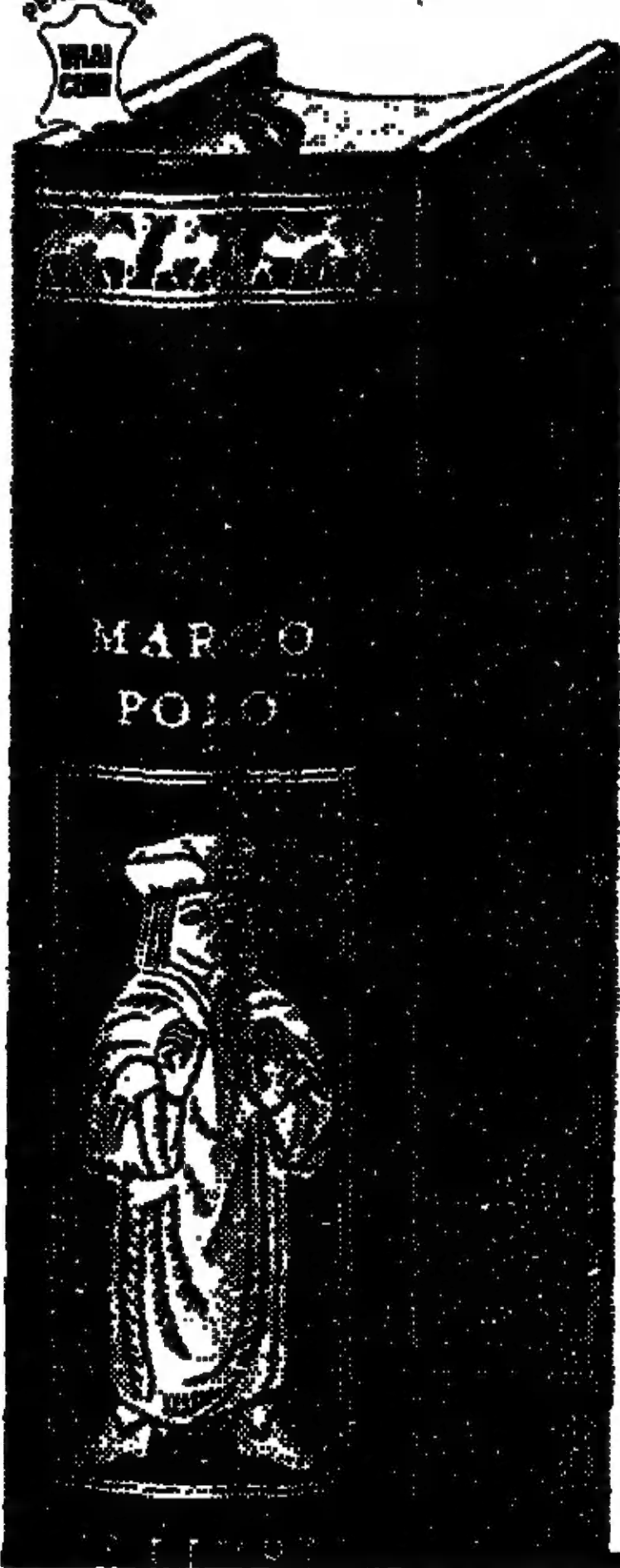
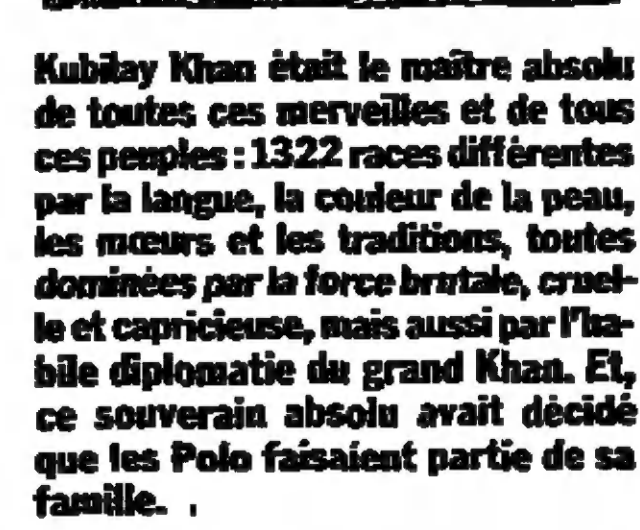
En dépit des barrages aussitôt mis en place sur les routes, les malfaiteurs n'ont pu être retrouvés. Le même véhicule avait déjà fait l'objet d'une tentative manquée de hold-up le mois dernier, au même endroit.

**Un livre d'art de Je**  
**Grand format (21)**

**ERRATUM.** - Au moment de son abandon, consécutif à une fracture du gros orteil du pied droit, au Tournoi de Cincinnati, le tennisman français Henri Leconte ne menait pas mais était mené 6-4, 2-0 par l'Américain Sammy Giammalva.

1000

declare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes à la vérité



nommé Gouverneur.

Il y a précisément 700 ans Marco Polo, âgé de 29 ans, prend possession de l'immense territoire chinois de Tar-tchéou, aussi grand que l'Europe. Il le gouvernera pendant trois ans pour Kubilai Khan, le Grand Conquérant, l'homme aux trois cents femmes et aux mille concubines que Marco Polo avait sa sœur.

**La foule crie : "Mais il est tout blanc ! Il a les yeux rouges !"**

Marco Polo n'est ni tartare, ni arabe, ni persan, ni chinois, mais il parle parfaitement ces langues. Il vient d'un lointain pays appelé l'Europe et d'une ville étrange, toute bâue sur l'eau, nommée Venise.

**Nom.** .....

N° ..... Rue .....  
ville.....

**1**

**J** Je déclare sur l'honneur que tant mon ad-

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26



# CARNET

## Décès

- Abenise-de-Haut. Pau.

Le Père Jean Althabegoyt a.j. Dora et André Rozeron, Alexis et Jacqueline Althabegoyt, Georges et Jeanne Doudou, Georges et Genevieve Althabegoyt, Marie-Antoinette et Denis Cassard, Maddy et Gérard Cornu, Poyo et Marie-Odile Althabegoyt, ses enfants, petits-enfants, et arrière-petits-enfants.

M. Jean HIRIART, M. Clément de Jaureguiberry, M. et M. Georges Bidegain, M. et M. Albert Mendiondo, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph ALTHABEGOYT, né Marie de Jaureguiberry, survenu à Abenise-de-Haut, le 15 août 1983, jour de l'Assomption.

La cérémonie religieuse a eu lieu à Abenise-de-Haut, le mercredi 17 août, à 14 heures, en l'église de la paroisse. Les obsèques ont eu lieu à Abenise-de-Haut, le mercredi 17 août, à 14 heures, en l'église de la paroisse.

- On nous prie d'annoncer le décès de

Docteur Maurice BARTHES, ancien interne des hôpitaux de Paris (1928), chirurgien honoraire de l'hôpital de Laguy, officier de la Santé publique, ex-médecin-chef (1940) du G.C.M. 28, croix de guerre 1940, survenu le 14 août 1983.

De la part du Docteur Suzanne Barthes, son épouse, Docteur Nicole Picolet, Docteur et de M. Jean-Claude Barthes, ses enfants, Xavier et Françoise Barthes, ses petits-enfants, M. Marguerite Rocher, sa belle-sœur, Ses neveux et petites-neuves, Ses neveux et petits-neveux, L'inhumation a eu lieu le mercredi 17 août, à 9 h 30, dans le caveau familial, au cimetière de Thorigny-sur-Marne.

5, avenue Vavin, 75006 Paris, 99, boulevard de Grenelle, 75015 Paris.

- M. Pierre Dussauge, M. et M. Pierre-Claude Dussauge, et leur fille, M. et M. Jean Dussauge, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre DUSSAUGE, inspecteur d'académie honoraire, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, ancien élève de l'E.N.S. de Saint-Cloud, ancien combattant 1939-1945, ancien prisonnier de l'Oflag XVII A, survenu le 2 août 1983, à Amney, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 5 août 1983.

- Le soir étant venu, J'ai dit l'Adieu sur l'autre rive.

- M. Henri Gachet, Françoise Gachet, en religion Sœur Marie-Joséph, sa fille, Toute la famille et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri GACHET, directeur honoraire d'agence à la Société générale, survenu accidentellement le 7 août 1983, dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, à Amney.

28, rue Milton, 75009 Paris.

- M. Samuel Glaser, né Dorothy Orlov, M. et M. Priscilla Glaser, et ses enfants Rachel, Eva et Manuel Goldenberg, ont la douleur de faire part du décès de

Samuel GLASER, architecte de renom, membre actif de l'Institut américain de l'architecture, survenu à Boston (Massachusetts), le 7 août, dans sa quatre-vingt-neufième année.

Cet avis tient lieu de faire-part

33, rue du Maréchal-Foch, 77780 Bourron-Marlotte, 381, Duxley Road, Newton 02159 Mass. U.S.A.

- Les familles Barquisan et Godillat ont la douleur de faire part du décès, survenu dans sa soixante-quatrième année, de

Lacilla GODILLAT, née Barquisan.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 11 août 1983, en l'église Notre-Dame des Neiges, à Aurillac.

- M. Jean Guilhem, M. et M. Georges d'Almeida et leurs enfants, M. et M. Eugène Guilhem et leurs enfants, M. Georges Ebrard, Le docteur et M. Guy Ebrard et leurs enfants, M. et M. Jacques Cochard et leurs enfants, M. Hubert Tonya et ses enfants, M. Yvonne, née Yvonne Tonya et ses enfants, Les familles Barthe et Fréin, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean GUILHEM, ancien élève de l'Ecole centrale, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 12 août 1983, dans sa quatre-vingt-deuxième année, muni des sacrements de l'Eglise, en son domicile, 76, rue Bage Sao Paulo, Brail.

- Nous venons d'apprendre la mort du compositeur

André HOSSEIN, survenu le 9 août 1983, à Paris. Il était âgé de soixante-dix-huit ans.

[Né en 1905 à Suresne, André Hossein fut des années de musicien et de compositeur en France, où il s'installa et où mit son fils, le maître en scène Robert Hossein. La pièce et la vie furent ensemble sur des films, « Le vent », « Le vent de la violence », « Les pas », et sur un ballet, « Schéhérazade ». La dernière œuvre d'André Hossein fut la musique qu'il a composée pour le roman « Holiday on Ice » 1982.]

- M. Pierre Huré, son épouse, M. et M. Jacques Antoine Huré et leurs enfants, M. et M. Christian Huré et leurs enfants, M. Louis Huré, sa belle-mère, M. Jacques Moulouquet et ses enfants, M. et M. Jean Mettas et leurs enfants, Le général et M. Huré et leurs enfants, M. et M. Maxime Huré et leurs enfants, M. et M. Francis Huré et leur fille, Le capitaine de frégate (E.R.) Jean Farcy et ses enfants, ses frères, beaux-frères, sœurs et belles-sœurs, font part du décès de

M. Pierre HURÉ, officier de l'Ecole polytechnique, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 19 août 1983, à 15 heures, en l'église de Cambrai, près d'Abbeville (Somme).

Ni fleurs ni couronnes. 16, avenue Niel, 75017 Paris. Manoir de Gony, 80132 Calan-Gony.

- M. Jean Lepetit, M. et M. Jean Dacher, M. Denise Lepetit, Le docteur et M. Gérard Perenchio, M. et M. Bernard Lepetit, M. et M. Alain de Massé, M. et M. Paul Lepetit, M. et M. Jean-Etienne Lepetit et leurs familles, ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Louis LEPELLET, et de M. Louis LEPELLET, née Jeanne DACHER, survenu accidentellement le 15 août 1983.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de la Vierge, le vendredi 19 août 1983, à 15 heures.

1, rue Saint-Alphonse, 35000 Rennes, 5, rue Michel, 60400 Nogon.

- Jean-Pierre Bénard, ministre retraité, a la douleur de faire part du décès de son épouse

YVETTE, née MAMET, survenu le 14 août 1983.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 19 août 1983, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Montmarre, 2, rue du Mont-Cauk, Paris-19.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille, au cimetière du Père-Lachaise.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Raoul FITRE, survenu en son domicile, le 8 août 1983, à l'âge de cinquante-sept ans.

Selon ses vœux, ses obsèques se sont déroulées dans l'intimité.

20, rue du Maréchal-Joffre, 78000 Versailles.

- Que ceux qui ont connu et aimé Jean-Claude ROUSSEAU et Gérard DAVID aient pour eux une affectueuse pensée en ce cinquante anniversaire de leur mort.

M. et M. Marchand, 42, rue Le Corbusier, Saint-Etienne.

M. et M. David, Bois Joly, 74170 Saint-Gervais.

- Chabrilan (Drôme), Pura (Pérou), Paris.

Ses enfants, Jean-François et Céline Revess, Bruno Revess S.J., Florence et Alain Euzennat, ses petits-enfants, Sa famille, Ses amis, font part du décès de

Mauricette REVESZ-LONG, survenue à Chabrilan, le 14 août 1983.

La mise en terre aura lieu ce mercredi 17 août, à 14 heures, à Chabrilan.

Il est associé dans une même prière le souvenir de son époux

Tibor REVESZ-LONG, décédé le 2 novembre 1976.

- Cambridge, Aix-en-Provence.

La Faculté des sciences économiques de l'université d'Aix-Marseille-II a la douleur de faire part du décès de

M. Jean ROBINSON, professeur émérite des sciences économiques à l'université de Cambridge, survenu le 5 août 1983, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

- M. Yves de Saint-Thibault, son épouse, Les familles de Saint-Thibault, Platonoff, Gauvain et Douillet, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Yves de SAINT-THIBAUT, le 13 août 1983.

Le service religieux sera célébré le jeudi 18 août 1983, à 15 h 30, en l'église Saint-Jean de Chamonot (Haute-Marne).

7, square Georges-Contenot, Platanoff, sa sœur, 24520 Montfey.

- M. René Sausse, M. et M. Alain Sausse et leurs enfants, M. et M. Christian Sausse et leur fille, M. et M. Jean-Claude Roche, M. et M. Lucien Dobyroski et leurs enfants, M. et M. Didier Sausse et leurs enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. René SAUSSE, leur époux, père, grand-père et parent, survenu le 12 août 1983.

Les obsèques religieuses ont été célébrées ce jour à La Varenne, 20, avenue de Sébastopol, 94210 La Varenne.

- M. Sinaud, née Diane d'Anseine et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur époux et père, le

commandant François SIAUD, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, en sa paroisse de Boulogne, le 12 août 1983.

Ulérieurement, ses amis seront conviés à une messe à son intention, 123, avenue Victor-Hugo, Boulogne.

- M. René Terrel, M. et M. Jean-Jacques de Félise et Claire, M. et M. Jean Ammann, M. Jean-Luc Ammann, M. et M. Robert Besse et leurs enfants, M. et M. Emmanuel Ammann et leurs enfants, Ainsi que tous ses parents et amis, ont la douleur de faire part du décès survenu à Paris, le 10 août 1983, dans sa soixante-sixième année, de

M. René TERREL, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, conseiller honoraire à la Cour des comptes, ancien vice-président délégué de la chambre syndicale de la sidérurgie française, leur époux, fils, père, frère et oncle.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité aux Mémels (Yvelines).

Une messe sera célébrée à Paris, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, le jeudi 8 septembre 1983, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

[Né le 10 décembre 1917 à Paris, M. René Terrel entra à la Cour des comptes en 1946. Conseiller référendaire (1950), il est chargé de mission, puis conseiller technique au ministère des transports (1955), secrétaire général (1958), délégué général (1964), puis premier vice-président délégué de la chambre syndicale de la sidérurgie française. Il a été depuis 1978 président de la société pour la recherche d'économies d'énergie dans la sidérurgie française.]

## Anniversaires

- Que ceux qui ont connu et aimé Jean-Claude ROUSSEAU et Gérard DAVID aient pour eux une affectueuse pensée en ce cinquante anniversaire de leur mort.

M. et M. Marchand, 42, rue Le Corbusier, Saint-Etienne.

M. et M. David, Bois Joly, 74170 Saint-Gervais.

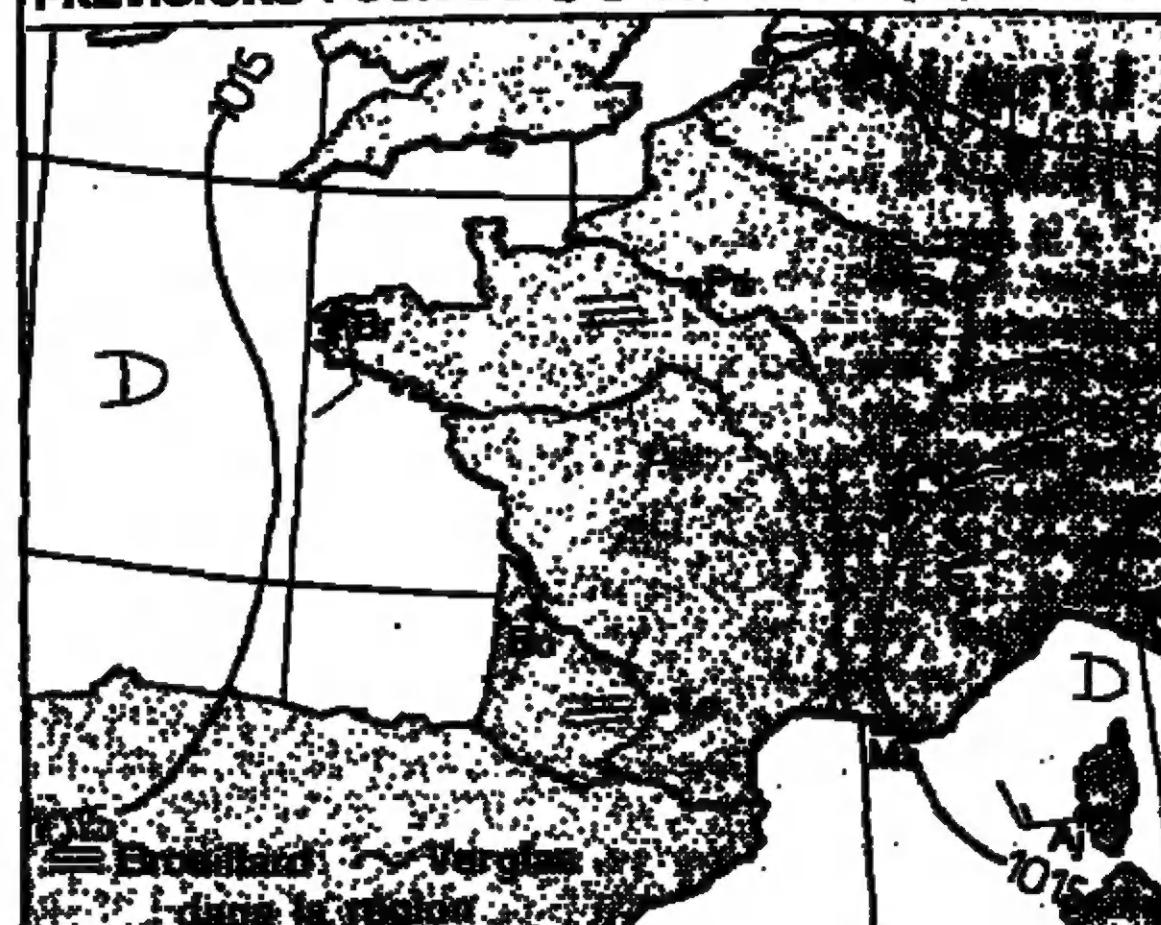
# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 17 AOUT A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 18-8-83 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 17 août à 0 heure et le jeudi 18 août à minuit.

La limite orageuse concernera encore le Sud-Est mercredi, s'étendant vers l'Italie. Elle est suivie de l'établissement d'un champ à faible gradient avant l'arrivée d'un nouveau front orageux.

Jeudi, des Alpes à la Corse, les nuages, rares le matin, deviendront plus nombreux ensuite en donnant quelques averses. Le vent de nord sera modéré en vallée du Rhône. Ailleurs, la météo sera brumeuse avec des brouillards locaux particulièrement sur le Sud-Ouest et le Centre. Puis le temps sera ensoleillé et chaud, sauf de la Manche occidentale aux Pyrénées où le ciel se gâra de nuages et où se développera une tendance orageuse l'après-midi, avec des orages locaux en soirée près des côtes atlantiques.

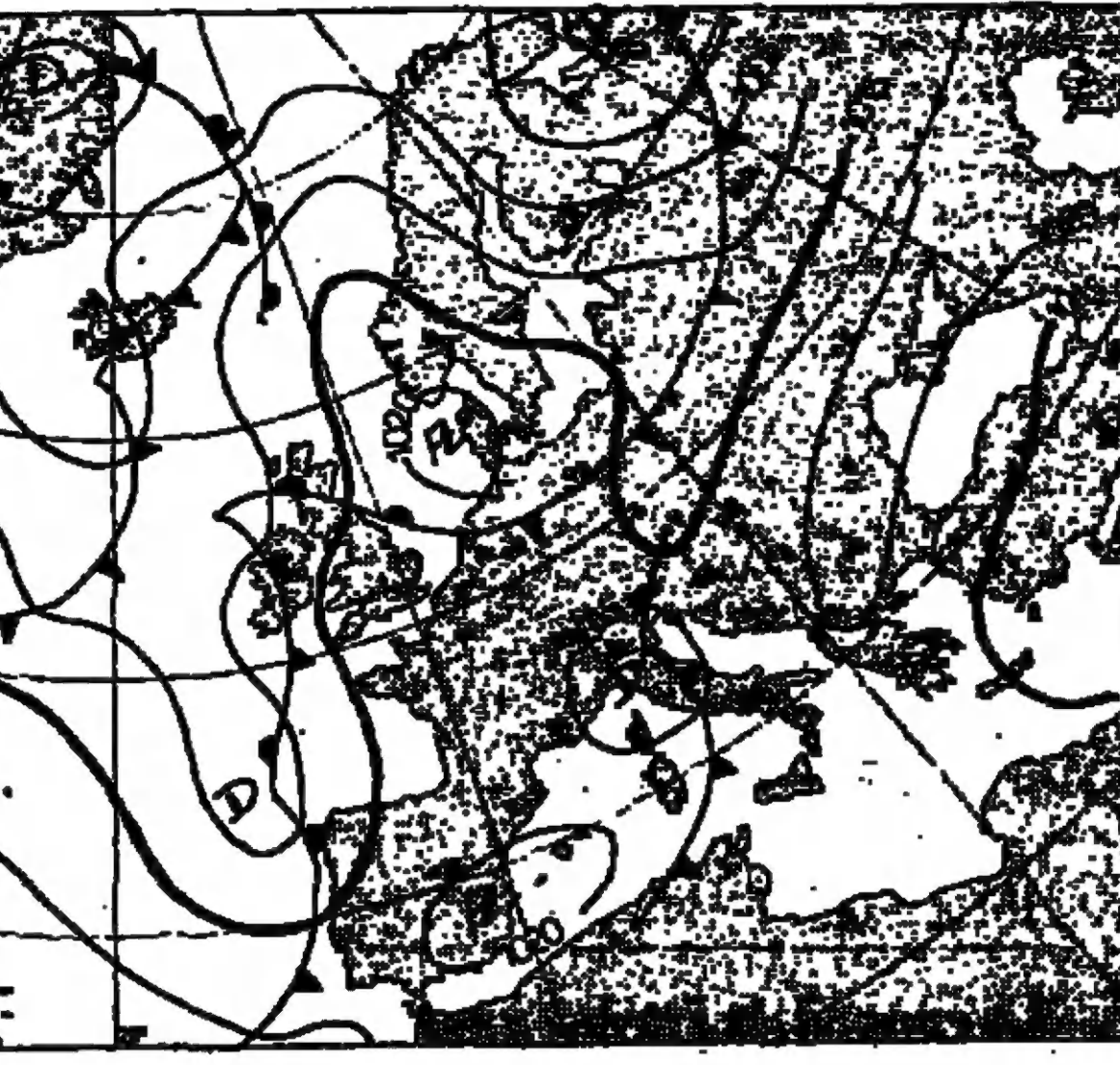
Les températures minimales seront de 13 à 15°C près des côtes de la Manche, de 15 à 17°C près des côtes de l'Atlantique, de 16 à 17°C sur les régions méditerranéennes, de 18 à 19°C en Corse, de 12 à 14°C sur les autres régions. Les maxima atteindront de 20 à 23°C près de la Manche, de 28 à 30°C sur le Sud-Ouest et les régions méditerranéennes, de 25 à 28°C ailleurs.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 17 août, à 8 heures, de 1 018,5 millibars, soit 763,5 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 août; le second le minimum dans la nuit du 16 août au 17 août):

Ajaccio, 28 et 19 degrés; Biarritz, 20 et 13; Bordeaux, 21 et 15; Boulogne, 27 et 14; Brét, 22 et 15; Caen, 23 et 13;

PRÉVISIONS POUR LE 18 AOUT A 0 HEURE (G.M.T.)



Cherbourg, 22 et 13; Clermont-Ferrand, 25 et 15; Dijon, 25 et 14; Grenoble, 30 et 14; Lille, 25 et 14; Lyon, 30 et 15; Marseille-Marignane, 30 et 16; Nancy, 23 et 12; Nantes, 24 et 12; Nice-Côte d'Azur, 27 et 18; Paris-Le Bourget, 28 et 12; Pau, 20 et 16; Perpignan, 29 et 19; Rennes, 23 et 13; Strasbourg, 27 et 16; Toulon, 25 et 12; Toulouse, 28 et 17.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 32 et 15 degrés; Amsterdam, 22 et 15; Athènes, 27 et 20; Berlin, 28 et 18; Bonn, 26 et 12; Bruxelles, 26 et 12;

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## PARIS EN VISITES - VENDREDI 19 AOUT

« Le quartier Latin », 10 heures, jardin de Saint-Julien-le-Pauvre, qui Mantebel, M. Lagarde.

« L'île de la Cité », 14 h 30, parvis de Notre-Dame, M. Leclercq.

« La maison de Victor Hugo », 15 heures, 6, place des Vosges, M. Zujovic (Caisse nationale des monuments historiques).

« Musée Rodin », 15 heures, 77, rue de Varenne (Approche de l'art).

« Du Caravage à Giordano », 14 h 30, Grand Palais (l'Art pour tous).

« Les impressionnistes », 14 h 30, entrée du musée du Jeu de Paume (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Services secrets 1939-1945 », 15 heures, métro Invalides (M. Carroy).

« Hôtels Roban-Soubise et le Marais », 14 h 30, métro Pont-Marie (les Filaneries).

« La Bourse », 11 h 15, métro Bourse (P.-Y. Jaslet).

« Les bords de Seine », 21 heures, place du Châtelet (Paris autrefois).

« La cathédrale russe », 15 heures, 12, rue Daru (Paris et son histoire).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 15, mardi 16 et mercredi 17 août:

DES DÉCRETS

- Relatif aux droits de port et de navigation.
- Modifiant le code de la construction et de l'habitation et relatif aux organismes privés d'habitations à loyer modéré.

Lisez Le Monde des PHILATÉLISTES

## LOISIRS

### Piscines propres

Le Journal officiel du 13 août publie une circulaire envoyée par le ministère des affaires sociales aux préfets leur indiquant la procédure à suivre pour faire mettre les piscines publiques en conformité avec la réglementation sur l'hygiène et la sécurité. Il s'agit d'appliquer la loi de 1978 ainsi que les décrets et arrêtés de 1981 prescrivant de nouvelles normes pour toutes les piscines ouverts au public, y compris les établissements thermaux, les bassins de réadaptation et les piscines des ensembles résidentiels.

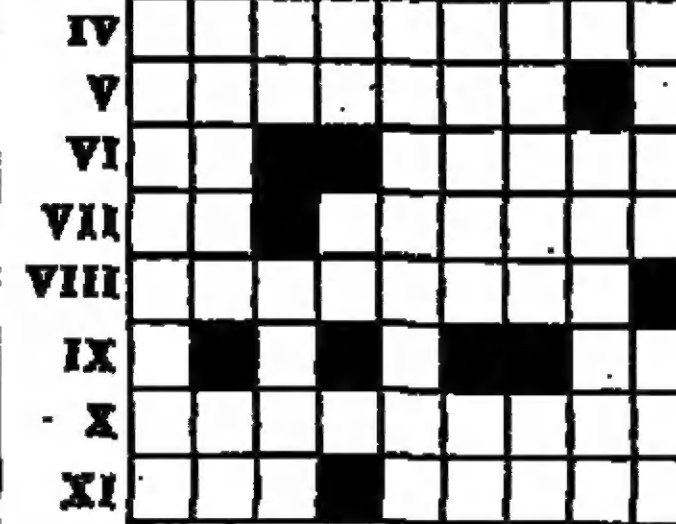
La circulaire rappelle qu'il n'est plus nécessaire d'obtenir une autorisation pour ouvrir une piscine publique. Une simple déclaration suffit. En revanche, l'exploitant doit s'engager à respecter certaines normes de sécurité et de qualité des eaux. Pour les piscines déjà existantes l'ensemble de la procédure doit être reprise. Déclaration, visite par les administrations concernées, lettre du préfet indiquant les travaux de mise

en conformité souhaités, projet du maître d'ouvrage, examen par le conseil départemental d'hygiène et arrêté du préfet précisant les travaux à effectuer et leurs délais.

Il est rappelé notamment que toutes piscines doivent désormais disposer d'un poste de secours et d'une liaison téléphonique directe avec un hôpital. Il est également indiqué que les bassins doivent être physiquement séparés des pelouses et des « plages » environnantes par des pelouses et des trottoirs pour éviter la pollution de l'eau par apport de terre. Le ministère des affaires sociales rappelle enfin que les bâtiments annexes et des abords des bassins doivent faire l'objet d'une attention particulière. En effet, les piscines les plus fréquemment contractées par ceux qui fréquentent les piscines ne viennent pas de l'eau elle-même mais des sols, c'est-à-dire de la « plage », des sanitaires et des cabines.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3517



### HORIZONTALEMENT

I. Suit de peu les exploits d'un plongeur. - II. Se retrouve souvent dans le creux de l'oreiller. - III. Aujourd'hui, hier. Où la moindre scène tourne au drame. - IV. Entièrement fait main par des hommes de bonne volonté. - V. Peut causer quelques embouteillages malgré une circulation fluide. - VI. Evoque un passé heureux. Privé de bois mais pas de forêt. - VII. Rafale tous les bœufs. Ont donc eu chaud. - VIII. Ont donc tous leurs atouts en main. - IX. Le dernier cri. - X. Nous foras donc sans le moindre geste. - XI. Menés en bateau. Mit

### VERTICALEMENT

1. Enregistrement qui fait parler le chair. - 2. Susceptible de nous irriter ou nous faire rire. Déplacé. - 3. Grand séducteur qui finit par devenir une étoile. Cela fait un petit bout de temps. - 4. Foulée par des mains expertes. Symbole chimique. Grecque. - 5. Tiers de tierce. N'est donc plus un homme au sens propre du terme. - 6. Il est préférable de l'entendre avant de faire appel. Préposition. - 7. Eclaircie que l'on voit arriver d'un ciel sombre. Abréviation religieuse. - 8. Symbole chimique. Balance au passé. - 9. Il est ce que l'on voit, d'autres que l'on croque. Ont donc été suffisamment portés.

### SOLUTION DU N° 3516

HORIZONTALEMENT

- I. Inanimés. - II. Naturalistes. - III. St. Qom. - IV. En. Ulquie. - V. Cris. Ubu. - VI. Tan. Pair. - VII. Ale. Cing. - VIII. Rira. Duc. - IX. Ismaël. Jo. - X. Utrius. Tu. - XI. Mes. Ed. Et.

VERTICALEMENT

- 1. Insectarium. - 2. Naturalisme. - 3. At. Inermes. - 4. Nuque. Aar. - 5. Ironie. Eve. - 6. Mimi. Pl. LSD. - 7. Es. Quand? - 8. Et. Ubiquité. - 9. Sémic. Coff.

GUY BROUËT

## COPIES GEANTES

NOIR/BLANC SUR XEROX 2040

NOIR/BLANC COULEURS CALQUE POLYESTER LARGEUR 30 CM LONGUEUR ILLIMITÉE

REPRODUCTION AGRANDISSEMENT POUR PLANS, CONTRACTUALISÉS, AFFICHES, POSTERS

TRAVERE 38, Av. Daumesnil PARIS 12<sup>e</sup> ☎ 347.21.32 TX 220064 F

# ART

## INPATRIMOINE MAL ENTRETENU

# Que deviennent les cloches

Une cloche de l'église de Saint-Etienne de Caen, qui a été volée en 1978, est retrouvée dans un jardin à Paris. Les autorités ont lancé une enquête pour identifier le voleur et récupérer les autres cloches disparues.

## Moteurs à argyles

Les moteurs à argyles sont utilisés dans les industries lourdes pour leur capacité à résister à des températures élevées et à des charges importantes.

## Le charme

Le charme est une plante grimpante très appréciée pour ses fleurs blanches et ses fruits rouges. Elle est souvent utilisée pour couvrir des treillis ou des murs.



# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

UN PATRIMOINE MAL ENTRETENU

### Que deviennent les cloches ?

UNE tradition bien établie veut qu'on ne parle des cloches qu'au moment où elles se taisent pendant quarante-huit heures avant de carillonner de plus belle le matin de Pâques. Ainsi, une fois l'an, en regardant les vitrines des confiseurs, en ouvrant un magazine ou en prêtant l'oreille, les citadins ont l'occasion de se souvenir qu'il existe, tapies dans les tours d'églises, d'immenses masses de bronze dont les vibrations périodiques remplissent jadis l'air des villes et rythmaient musicalement la vie collective.

Mais l'été, qui chasse les vacanciers vers les villages et les bourgs ou les expédie hors de France, offre une occasion d'autant plus favorable à l'évocation des cloches que, le dépeuplement aidant, chacun se surprend à les entendre puis à les écouter de très loin ou de près, avec curiosité, émotion parfois, et pour ceux qui ne veulent y voir qu'une forme intolérable d'agression religieuse, avec un pénible sentiment d'impuissance.

On ne peut cependant pas reprocher aux municipalités ou à l'Etat, propriétaires des cloches au même titre que des édifices religieux, de ne pas avoir cherché à limiter les sonneries, réduites le plus souvent à la portion congrue, avec un zèle plus efficace que dans d'autres domaines : ainsi les « bangs » des avions supersoniques s'exerçant au-dessus des vallées paisibles, le vacarme des camions traversant les villages endormis, l'usage abusif des sirènes d'ambulances ou de police dans les villes, constituent des nuisances sonores autrement plus perturbantes que les cloches, dont le tintement à heure fixe devient rapidement familier par un phénomène naturel d'accoutumance.

#### Moteurs aveugles

Sans doute, depuis quelques années, grâce aux efforts notamment de la Guilde des carillonneurs, la musique de carillon connaît-elle un regain de faveur. Les villes qui en possèdent un ou plusieurs s'occupent de les restaurer, et l'on peut entendre de véritables concerts, aux programmes desquels figurent parfois des œuvres contemporaines écrites spécialement. Dotés, par définition, de quatre cloches au moins (on disait : quadrillonner), les carillons ont le nombre pour eux : il n'en va pas de même des cloches dites de volée qui garnissent les quelque trente à quarante mille clochers, dans des conditions de délabrement déplorable, exact reflet de l'indifférence dans laquelle on les tient.

Quand le clocher ne menace pas ruine et qu'une avarie ou une autre ne les a pas rendus muettes, les cloches de volée continuent à sonner. C'est vrai, mais, à quel prix et pour combien de temps ? On ne s'en inquiète guère, ou pas assez, plus exactement, car ce problème est de la compétence de la troisième section de la commission supérieure des monuments historiques, mais pour déterminer toutes les cloches qui devraient être protégées, encore faudrait-il les connaître. En juillet 1971, dans le cadre de l'inventaire des monuments et richesses artistiques de la France, un recensement (comportant, en outre, ce qui est primordial, l'enregistrement et le relevé sonographique de chaque cloche) avait été demandé à Michèle Castellengo, mais, faute de moyens et de personnel, l'enquête a dû se borner à un périmètre minuscule.

Cet anonymat ne serait pas grave en soi si les cloches n'étaient, dans bien des cas, livrées aux mains d'entrepreneurs peu scrupuleux, n'ayant aucune formation particulière et dont le métier consiste à vendre et entretenir des moteurs électriques qui remplacent tout bien que mal les carillonneurs d'autrefois. Mal réglés ou déréglés, ces moteurs aveugles usent avec un égal appétit les cloches historiques et celles qui ne valent pas leur poids de bronze. Il existe heureusement quelques installateurs compétents, ayant acquis leur expérience « sur le tas » à force de recherches et de remises en question (la maison Voegelé, à Strasbourg, en offre un bel exemple), mais ils

ne couvrent chacun que quelques départements.

Par ailleurs, et sans mettre en cause la probité des trois derniers fondeurs que la France possède encore, on observe une tendance à refondre des cloches anciennes déclarées fausses (au nom parfois d'une conception très récente de la justesse), et on ne prend pas assez garde, lorsqu'on installe une nouvelle cloche, qu'elle réponde aux critères acoustiques de la région où elle doit sonner : il n'existe pas seulement, entre les clochers du Nord et ceux du Sud, des différences de mécanisme ou de suspension, mais encore d'esthétique, donc de facture.

#### Fondeurs de canons

Tout ce qui a trait à l'entretien, à l'électrification et au remplacement des cloches devrait faire l'objet d'un contrôle aussi précis que lorsqu'il s'agit des autres biens de la communauté. Or, là encore, les experts sont cruellement défaut. Le chanoine Ringue, de Strasbourg, est considéré actuellement comme le seul véritable expert, mais ce n'est là qu'une de ses nombreuses activités, à laquelle il ne peut consacrer qu'une partie de son temps. Formé à l'école allemande, il est naturellement attaché à une esthétique différente de celle qui a cours dans la France « de l'intérieur ». Loin d'être un défaut, cette particularité a sans doute contribué à faire de l'Alsace une région privilégiée, où les cloches se portent bien et s'accroissent entre elles, parfois, d'un clocher à l'autre. Aussi serait-il souhaitable que chaque région soit dotée d'un expert sérieusement formé et à même de veiller à la protection, à la conservation et à l'enrichissement du patrimoine campanaire.

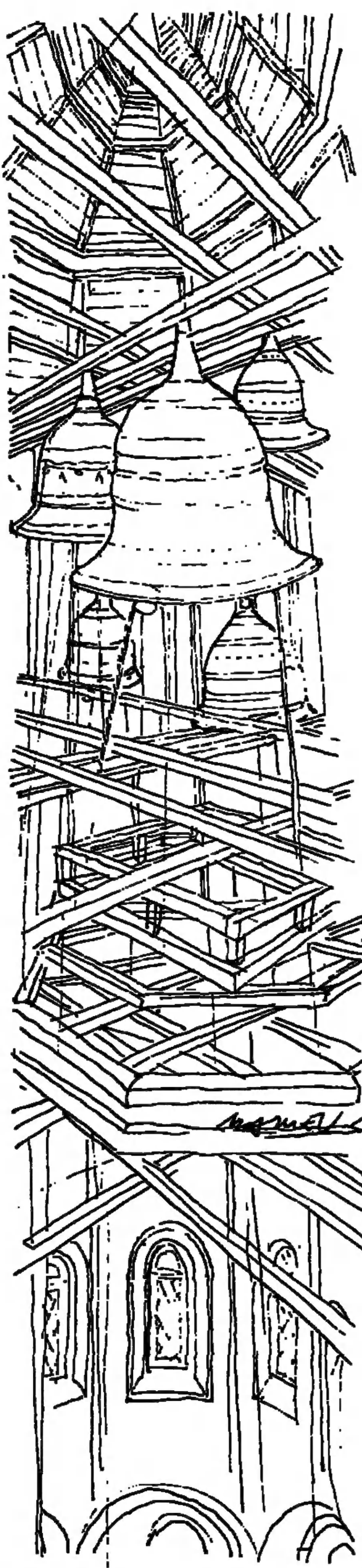
Dans un souci d'information et pour attirer l'attention sur l'ampleur des problèmes qu'il venait de découvrir lui-même lors de la restauration du clocher de l'église Saint-Claude à Besançon, l'abbé Marcel Ferry a organisé en 1981 et en 1982 des journées de campanologie à Strasbourg, Altkirch et Besançon, mais, en dépit du succès inattendu de ces sessions, certains ont trouvé que, décidément, l'Alsace était une région modèle bien enviable. Il faut espérer que ces réactions mal fondées feront maître, ailleurs, d'autres journées de campanologie.

Ce n'est peut-être pas un hasard si l'Alsace a fait un effort si remarquable en faveur de son patrimoine campanaire. Quand on sait que les fondeurs de cloches furent autrefois parmi les premiers fondeurs de canons, on comprend ce que deviennent les cloches pendant les guerres... Les deux dernières, qui ont été fatales aux trois quarts des cloches allemandes, ont durement touché les clochers alsaciens et, comme souvent, l'ampleur des dégâts a attiré plus qu'ailleurs l'attention sur l'urgence des mesures de sauvegarde.

#### Le charme de la fausseté

La Révolution française a, elle aussi, fait fonder bien des cloches, mais, exception singulière, il ne survit de la Bastille que les trois cloches de son horloge, tranquillement installées dans un café au n° 1 du boulevard Beaumarchais... Une autre cloche, celle du Kremlin, muette et donc parfaitement inutile, doit peut-être sa longévité au seul fait qu'on n'a jamais pu soulever du sol ses 200 tonnes de bronze. Enfin, au rayon des curiosités campanaires, il faut réserver une place spéciale à la cloche du Conservatoire, dont personne ne regrette le silence : destinée à inculquer aux apprentis musiciens le *la* du diapason à toutes les heures de la journée, elle n'a jamais pu émettre autre chose que des sons confus et discordants, dont l'analyse a fait l'objet d'un numéro spécial du bulletin du Groupe d'acoustique musicale (1).

Cette dernière remarque va à l'encontre du proverbe : « Qui n'entend qu'une cloche n'entend qu'un son » et porte à croire que son



UN MUSÉE, UNE ÉTAPE

### Les gitanes de Saint-Tropez

SAINT-TROPEZ se découvre par la mer, au tournant du siècle. Maupassant y était venu sur l'eau, à bord du *Ber-Ami*, qui lui remémorait le succès de son premier roman. Quelques années plus tard, en 1892, Signac y accostait à la barre de l'*Olympie*, qu'il avait baptisée ainsi en hommage à Manet. Il choisit une maison du côté de la Cradelle, à cause de sa situation dominante, pour voir de l'esther son bateau l'attendre sur le port.

Maupassant ne faisait que passer. Signac vint pour rester. La peinture marin qu'il était devenu à Saint-Tropez et les plaisirs de la navigation et le stimulant de sa nouvelle peinture, le soleil. Sous sa lumière, les couleurs lui apparaissaient claires. Et pour atteindre leur réalité rationnelle, il en fractionnait les surfaces en petites points, selon les découvertes de Chevreul. La littérature en était encore au naturalisme, tandis que la peinture se trouvait aux avant-postes du pointillisme, avec Signac précisément.

Peinture, mer, soleil, sont liés chez lui. La Hune, sa maison de Saint-Tropez, toujours là, rue Paul-Signac aujourd'hui, était devenue un centre de l'avant-garde artistique. Les peintres qui, au début du siècle, avaient commencé à affluer sur la Côte ne manquaient jamais d'aller saluer le maître des lieux, Matisse, l'homme du Nord qui avait accosté au charme du Sud, faisait partie de la famille et séjournait à La Hune, où il peignait le portrait de M<sup>me</sup> Signac en kimono. Et de là est descendu place des Canoubiers pour peindre un nouveau tableau qui exprimait son esprit en ce temps, *Luxe, calme et volupté*, avec le même pin parasol qu'on voit dans les tableaux de Signac et une approche pointilliste. Mais la vitalité de la couleur chez Matisse menaça, dans ce tableau, de faire imposer ce pointillisme tout à fait fauve, moins rationnel que sensuel. Ce

#### L'intimité d'une maison

La collection de l'Annonciade a été, pour le plus clair, constituée avec des tableaux d'amateurs, des amateurs de petites toiles bien pleines, bien denses, souvent saturées de sensuelles couleurs. Mais c'est à Signac que revient l'idée d'un musée à Saint-Tropez réunissant des tableaux d'artistes ayant travaillé sous ce soleil valets qui désintègre les couleurs, oblige à les forcer, à leur monter le ton, à travailler en contrastes, en pâte, parfois en manipulant la matière avec une certaine hâte, de peur qu'elle ne tourne mal et ne perde sa fraîcheur initiale.

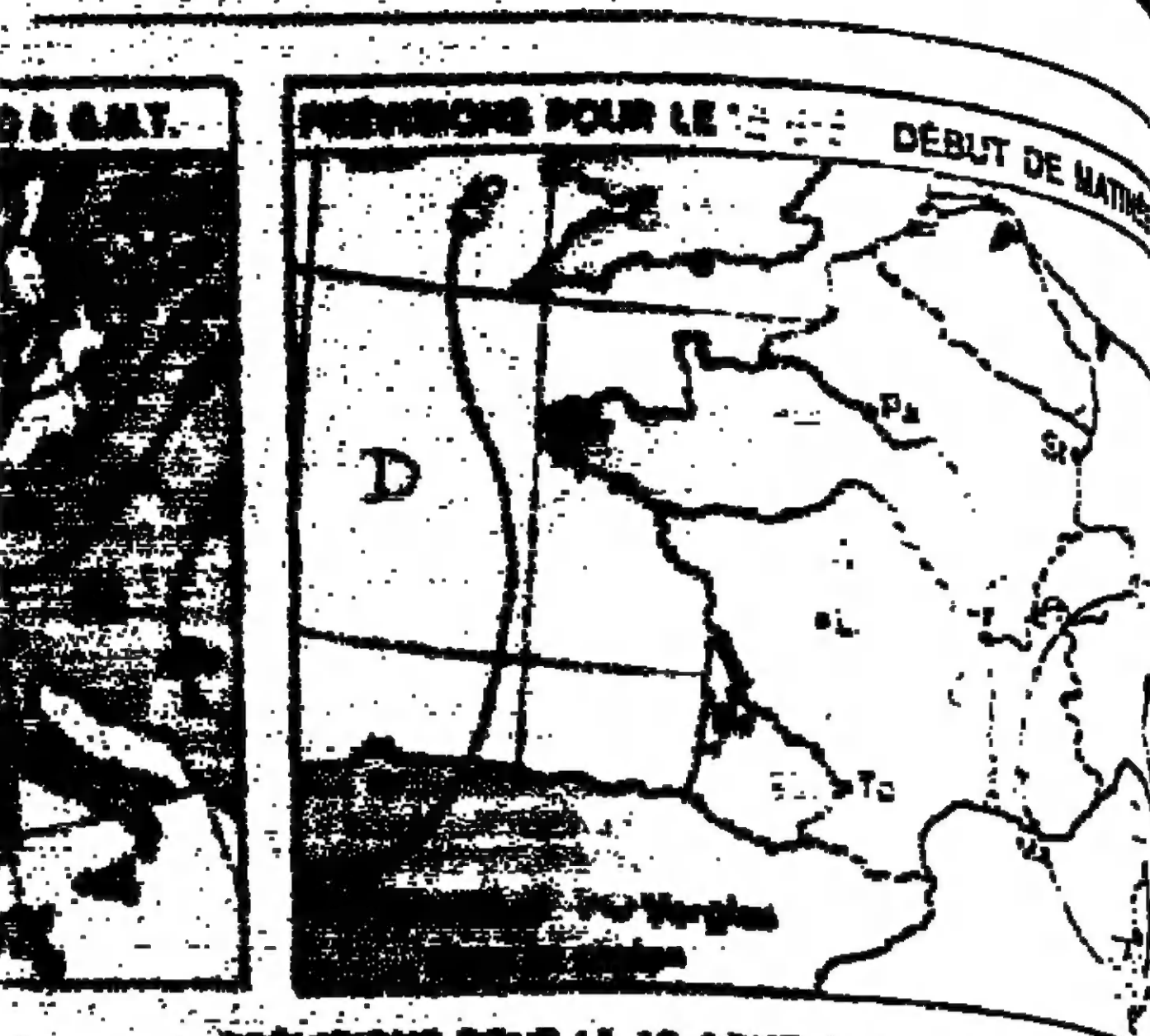
Tel le goût des peintres, tel celui de leurs collectionneurs. L'idée d'un musée à Saint-Tropez fut reprise par Georges Grammont, un amateur de tableaux qui repart l'ancienne chapelle et, contre vents et marées, la fit aménager dans les années 50. C'est donc à cette passion de collectionneur que Saint-Tropez doit ses cinq Matisse, dont la tortueuse *Gitanes*, ses six Bonnard, dont le *Nu rose devant la cheminée*, de 1919 qui répond à sa *Route rose* de 1934, ses quatre Signac avec le *Pin parasol* des Canoubiers, son rare *Seurat* venu du Nord, le *Chenal des Gravellines*, ses trois Derain au large point, de 1905-1906, des vues sur la Tamise qui réalisent décidément le lien esquissé par Matisse entre pointillisme et fauvisme, son Braque fauve de 1906, *Paysage à l'Estaque*, son Vismack également fauve de 1906, le *Port de Chatou*, ses Manguin, ses Dufy, ses Roussel, ses Vuillard...

L'unité de cet ensemble, que le conservateur du musée, Eric Hilde, veut accentuer par des acquisitions nouvelles, et l'atmosphère des espaces fort que l'Annonciade a fait de ces musées froids qui, dès les premiers pas, vous frappent de cette lassitude des lieux morts d'où l'on voudrait vite sortir, après y être entré avec désir. L'ancienne chapelle, à l'étage particulièrement, a l'intimité d'une maison avec ses bons gros fauteuils des années 30, ses tapis modernistes usés jusqu'à la corde, ses tableaux qui, par leur origine, ont des dimensions de tableaux d'appartement, éclairés par des fenêtres, ouvertes par ces temps de carnicule, de deux côtés, sur la mer et sur la ville.

Est-ce pour cela qu'un jour de 1962 les toiles de cette maison-musée furent volées ? Tout ce qui était accroché fut décroché et emporté par des ravisseurs qu'on n'a jamais retrouvés. Mais les tableaux sont revenus deux ans après - certains avec les stigmates de leur capture, - à la suite d'un appel téléphonique qui proposait de les restituer. Contre rançon ? Cela n'a jamais été avoué. Mais, depuis, le musée est des accès blindés, un système de sécurité, des gardiens permanents, un conservateur. Il n'avait rien de tout cela. A la fin de l'après-midi, un peu avant l'heure, comme c'est l'habitude dans les musées de province, on fermait les portes et l'on abandonnait les trésors de l'Annonciade aux tentations d'éventuels ravisseurs.

JACQUES MICHEL

(1) Ce tableau, que le musée de l'Annonciade gère avec gourmandise, a été donné par la descendante de l'artiste aux musées de France, qui le destinent au musée d'Orsay.

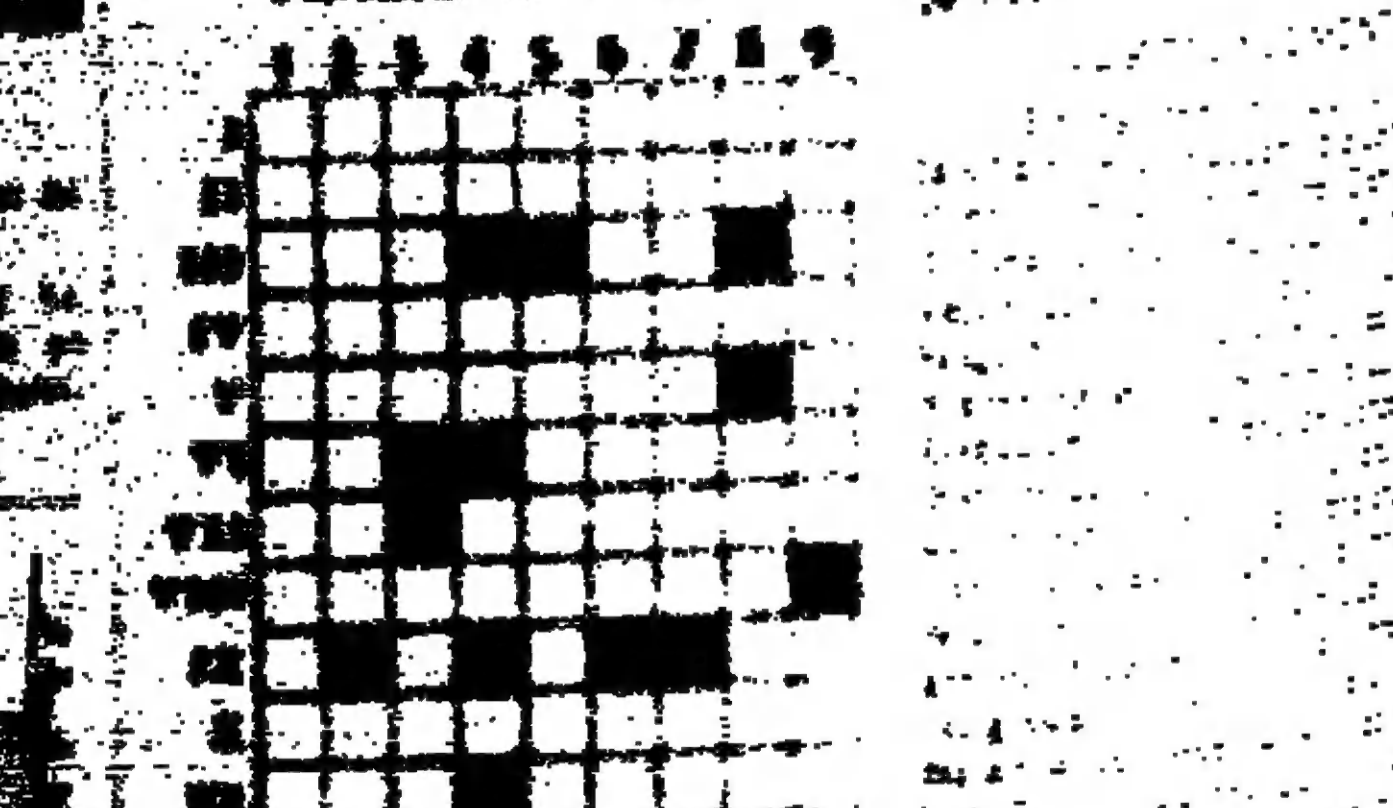


### LOISIRS

#### Piscines propres

Le Journal de l'Est de 18 août publie une information intéressante : les piscines de Saint-Tropez, qui ont été fermées pendant plusieurs semaines, ont été déclarées propres et sont maintenant ouvertes au public. Cette décision a été prise après une série de contrôles effectués par les autorités locales. Les piscines de Saint-Tropez sont une destination populaire pour les vacanciers, et leur ouverture est une bonne nouvelle pour les habitants et les visiteurs de la région.

### MOTS CROISÉS



Les mots croisés sont un jeu de logique et de vocabulaire. Ils consistent à remplir une grille de lettres en utilisant des mots qui correspondent aux indices fournis. Les mots croisés sont très populaires et peuvent être trouvés dans de nombreux journaux et magazines.

100.000.000



## UN ENTRETIEN AVEC RUDOLF NOUREEV

# On vit tant qu'on danse

**L'ARCHITECTURE DANOISE.** T. édition et formation. - Maison du Danemark, 142, avenue des Champs-Élysées. De 13 h à 19 h; dim., de 15 h à 19 h. Trée libre. Jusqu'au 28 septembre.

**JJJE.** Centre culturel Wallon. Bruxelles, 127, rue Saint-Martin (26-16). De 11 h à 19 h. Jusqu'au 11 septembre.

**MURAILLES ET JARDINS.** Maison du Nord-Pas-de-Calais, 18, boulevard Haussmann (770-39-62). Sauf samedi.

## Le rôle

«C

La permission

### La permission

Comment vous est venue l'idée de  
lire du théâtre ?

## EXPOSITIONS

**Centre Pompidou**

Entrée principale rue Saint-Martin  
(277-12-13). Informations téléphoniques :  
277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 20 h : sam. et  
dim., de 10 h à 12 h. Entrée libre le dimanche  
et le mercredi.

Animation gratuite, sauf mardi et dimanche,  
à 16 h et 19 h : le samedi, à 11 h,  
entrée du musée (troisième étage) ; lundi  
et jeudi, 17 h, galeries contemporaines.

**BONJOUR MONSIEUR MANET.**  
Jusqu'au 3 octobre.

**PRÉSENCES POLONAISES.** L'art  
vivant autour du musée de Łódź. Jusqu'au  
29 septembre.

**BOYD WEBB.** Jusqu'au 11 novembre.

**PHOTOGRAPHES TCHÈQUES.**  
1920-1950. Jusqu'au 4 septembre.

**DESSINS D'EXPRESSION FIGURATIVE.**  
1920-1950. Jusqu'au 2 septembre.

**LIVRES POUR LES VACANCES.**  
Bibliothèque des enfants, piazza. Jusqu'au  
5 septembre.

**LA FORÊT RETROUVÉE.** Carrefour  
des régions. Jusqu'au 4 septembre.

**C.C.I.**

**AU TEMPS DE L'ESPACE.** Jusqu'au  
11 septembre.

**NE COUPEZ PAS !** Nouveaux médias  
et communication. Jusqu'au 26 septembre.

**MACAÛ OU JOUER LA DIFFÉRENCE.** Jusqu'au 10 octobre.

**R.P.I.**

**LE BRÉSIL DES BRÉSILIENS.** Jusqu'au 19 septembre.

**LA COULEUR OPTIQUE.** Jusqu'au 3 septembre.

**Musées**

**LA PEINTURE NAPOLITAINE, de**  
Caravage à Giordano. Grand Palais, centre  
des places Colonna (281-54-10). Sauf  
du 10 h à 20 h, espacées jusqu'au 3  
22 h. Entrée : 15 F ; le samedi, 12 F.  
Jusqu'au 29 août.

**REGARD SUR BRESSAIRE ET**  
SON CANTON. Grand Palais, espace 404  
(voir ci-dessus). Jusqu'au 10 août.

**DONATION J.H. LARTIGUE.** — Grande salle de la mairie. — Des statues et de la sculpture. — Grand Palais, avenue Winston Churchill (25-63-71-11). Sauf lundi, de 10 h à 18 h. Entrée : 5 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 15 janvier 1984.

**PASTELS DES XIX<sup>e</sup> ET XX<sup>e</sup> SIÈCLES.** — Des collections du Musée Pasteur. — Palais de la Ville (60-61-61-11). De 14 h 30 à 18 h. Entrée : 5 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 15 septembre.

**PEINTURES DE MONTAIGNE.** — Des collections de Montaigne. — Rue Carot (60-61-61-11). De 14 h 30 à 18 h. Entrée : 5 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 30 septembre.

**PEINTURES DANS LES MUSÉES.** — Des collections de la Ville de Paris. — L'ACQUA-RELLE EN FRANCE AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE. — J. E. jusqu'au 19 septembre. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée (porte de la Vierge). De 10 h à 18 h. Entrée : 45 F à 17 heures. Entrée : 12 F (gratuite le dimanche et le mercredi).

**GEORGES ROUAULT.** dans les collections de la Ville de Paris. — Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris (60-61-61-11). De 10 h à 18 h. Entrée : 5 F (gratuite le dimanche et le mercredi).

**JEAN-PHILIPPE CHARBONNIER.** — 90 photographies : 1944-1982. Jusqu'au août. **HERBERT LIST :** 150 photographies 1930-1960. Jusqu'au 19 septembre. — Musée de la Ville de Paris (60-61-61-11). De 10 h à 18 h. Entrée : 5 F (gratuite le dimanche et le mercredi).

**AUTOUR DE LA FONTAINE DE TRAVINSKY.** de Niki de Saint-Philippe. — Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris (60-61-61-11). De 10 h à 18 h. Entrée : 5 F (gratuite le dimanche et le mercredi).

**JAMES LEE BYARS - CASIO - PWSH.** Peintures. Art au Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus).

**LES MYTHES DE NOS NIPPES.** La Ville de Paris, les enfants, les vêtements 1823-1933. Musée des enfants, au Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus).

**EXPOSITION TEMPORAIRE** — **COPIES APPARTENANT AUX COLLECTIONS NATIONALES.** — Musée de la Ville de Paris (voir ci-dessus).

**LES NIPPES.** — La Ville de Paris, les enfants, les vêtements 1823-1933. Musée des enfants, au Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus).

de l'Objet de Doléances à Cézanne - 1. Sauf Effort au musée d'Orsay - Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (7233-36-50) 7 F.; le dimanche, 3,50 F. Jusqu'en octobre.

**LAPPADEE ET BOURDELLE.** Vers 1924, Portraits et dessins, rue Racine, 10, Boerdelle (548-67-27). Sauf lundi, 6 h 10 à 17 h 40. Jusqu'au 2 octobre.

**L'EXPO DES EXPOS.** Exposition internationale d'art moderne, rue Racine, 10. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Valenciennes (548-67-27). Sauf mardi, de 13 h 19 h; sam. et dim., de 11 h à 18 h.

**MAGRITTE ET LES PUBLICITAIRES.** Jusqu'au 12 septembre. A. L. BELLE INSEIGNE. Jusqu'au 19 octobre. Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h 15 h.

**GUS BOPA** et les illustrateurs de l'entre-deux-guerres. Musée-galerie de Saint, 12, rue Sarcouf (555-91-50). Sauf mardi, de 10 h 15 h. Jusqu'en 18 heures. Jusqu'au 10 septembre.

**HOMMAGE A 'ODETTE CAMU.** Paris disparaît 1950-1970. Jusqu'au 28 août. HENRI LEHMANN (1914-1962). Portraits et décors parisiens. Jusqu'au 4 septembre. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (2721-31-33). Sauf lundi, de 10 h à 17 h. Réouverture 9 F, gratuit le dimanche.

**UNE JOURNÉE A LA CAMPAGNE.** - Peillon des arts, 101, rue Rambuteau (233-82-50). Sauf lundi (et jours fériés) de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 31 août.

**REINE ATAZAN.** Figures de la Mésopotamie. - Orangers des jardins de Lussembourg. Accès sans au 50, rue de la Harpe (555-70-60). Sauf mardi, de 10 h 30 à 20 h. Jusqu'au 25 août.

**CHATEAUBRIAND, BREST ET LIMER.** 1763-1833. Musée de la marine, palais de Chailly (553-31-70). Sauf mardi, de 10 h 30 à 17 h. Jusqu'au 25 août.

**POUPÉE JOUET, POUPÉE RÉJET.** Musée de l'homme, palais de Chailly (553-70-60). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée: 1 F.; Jusqu'en septembre.

**LA POSTE ET L'AVIATION.**

(320-15-37). Sauf dim. (et jours fériés de 14 h à 17 h).  
**L'ŒUF ET LA PLUME.** Musée de la herbe. Jardin d'acclimatation, boulevard des Sablons (747-47-66). Jusqu'à 31 septembre.

**Centres culturels**

**NOUVEUX ET LIÉGEOIS.** — Fondation pour la culture de la région de Liège, 11, rue Berryer (563-50-35). Samedi, 12 h à 19 h. Entrée 10 francs. Jusqu'au 28 août.

**LE PALACE ROYALE DU PÈVRE.**  
**A MONTPELLIER.** — Orangerie de la cité de Sully, 62, rue Saint-Antoine (22-22). De 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h. Jusqu'à 4 septembre.

**TROIS GRANDS PROJETS.** — 18, rue de la République, 101, au 2<sup>e</sup> étage des Ateliers. Dirigé par Robert-Des ROSCAILLERES; BERTHO LUBETKIN. Un moderne en Angleterre, "KINKER ROMANCE", de James H. Thompson. L'indianisme en Amérique, 6, rue de Tournai. Sauf dim. et de 12 h à 20 h 19 h. Jusqu'au 17 septembre.

**FAUNE ET FLORE EXOTIQUES DANS L'ART.** — Le Louvre des cinquains, 2<sup>e</sup> place du Palais-Royal (22-20). Sauf dim. et jeudi, de 11 h à 19 h. Entrée 10 francs. Jusqu'au 2 septembre.

**CHOU ARTISTES DE LA SAKSA.**  
**CHEWAN:** Baracasse, Fafard, Roger Linder, Rogier. — **PORTRAIT D'UN STUDIO D'ANIMATION.** Centre culturel des cinéastes, 5, rue de Constitution (15-35). De 14 h à 19 h. Jusqu'au 18 septembre.

**L'ARCHITECTURE DANOISE.** — Diffusion et formation. — Maison du Danemark, 142, avenue des Champs-Élysées (747-47-66). De 15 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 septembre.

**JIZÉ.** — Centre culturel Wallon Bruxelles, 127, rue Saint-Martin (2-26-16). De 11 h à 19 h. Jusqu'au 11 septembre.

**MURAILLES ET LIÉGEOIS.** Maison du Nord-Pas-de-Calais, 18, boulevard Haussmann (770-35-62). Sauf samedi.

[illegible]







# SÉLECTION

## CINÉMA

### « Équateur » de Serge Gainsbourg

Un couple dérive dans l'Afrique coloniale des années 50. Monde noir contre monde blanc, l'ambiance vient tout droit de Simenon et la bande son est un grand bonheur musical.

ET AUSSI : *Vivement dimanche* I, de François Truffaut (policière polisson). *Superman III*, de Richard Lester (pigeon vole). *Mais où est passée mon idole ?*, de Richard Benjamin (si toutes les stars du monde...). *La Mémoire*, de Youssef Chahine (vous les hommes sont égo).

## MUSIQUE

### Rameau à La Chaise-Dieu.

Pour sa première expérience lyrique, le Festival de La Chaise-Dieu a choisi de célébrer le tricentenaire de Rameau par deux représentations de *Dardanus*, au Théâtre du Puy, les 22 et 23 août, fruit d'une collaboration réussie avec « Musique-Université » et le Théâtre des chiens jaunes de Clermont-Ferrand.

Le caractère spécifiquement régional de cette entreprise ambitieuse inquiètera sans doute les sceptiques, mais ce serait compter sans les ressources de la patience et de l'enthousiasme qui animent visiblement les membres de cette jeune équipe.

Ana-Maria Miranda sera Iphise, Bruce Fithian Dardanus, Pierre Laguerrière signera la mise en scène et l'orchestre sera dirigé par Jean-Louis Jam.

★ Rensig. : tél. (71) 00-01-16.

## THÉÂTRE

### Ionesco à la Huchette

*La Cantatrice chauve* et *Le Léon* - clefs et alphabet du « théâtre de l'absurde » - entament leur vingt-septième sai-

son à la Huchette. Pendant un quart de siècle, les deux pièces ont été données en une seule séance. Elles sont, depuis, présentées en deux spectacles : *la Cantatrice* à 19 h 30 et *le Léon* à 20 h 30. De plus, pour la troisième fois, la Huchette inscrit à son programme, à partir de septembre, de la chanson, du mime, du théâtre, à 21 h 30 et à 22 h 45, à partir d'octobre, du cabaret.

## JAZZ

### La Roche-Jagu

Dans un site splendide, un festival qui est en passe de devenir une institution : avec Mike Westbrook, Johnny Griffin, André Jaume, Henri Guddon, etc.

ET AUSSI : René Urtreger à la Rescasse aux diables.

## EXPOSITIONS

### Soulages, Zao Wou-Ki Schneider, Prassinios

Quatre figures de l'art abstrait lyrique des années 50, ayant tous atteint la maturité de leur art, exposent aux quatre coins de France. Vers le nord, côté est : à Colmar, Soulages au musée Unterlinden ; côté ouest, Gérard Schneider à Dunkerque, au musée d'art contemporain tout neuf. Vers le sud, Zao Wou-Ki, à Mautauban, où il est l'hôte du musée, et Prassinios, à Aix-en-Provence, cloître Saint-Louis. Les quatre manifestations sont des rétrospectives qui font le point sur l'art de chacun de ces artistes, et, au-delà, évoquent l'aventure variée de l'abstraction en France, où, peu après la guerre, des gestes nouveaux enfantaient des images nouvelles.

Cocteau à Villefranche-sur-Mer. Une exposition de dessins et manuscrits de Jean Cocteau célèbre le vingtième anniversaire de la mort du poète à la citadelle de Villefranche-sur-Mer, où il avait décoré, en 1958, la petite chapelle Saint-Pierre.

Cocteau à Villefranche-sur-Mer. Une exposition de dessins et manuscrits de Jean Cocteau célèbre le vingtième anniversaire de la mort du poète à la citadelle de Villefranche-sur-Mer, où il avait décoré, en 1958, la petite chapelle Saint-Pierre.

### Cocteau à Villefranche-sur-Mer

Une exposition de dessins et manuscrits de Jean Cocteau célèbre le vingtième anniversaire de la mort du poète à la citadelle de Villefranche-sur-Mer, où il avait décoré, en 1958, la petite chapelle Saint-Pierre.

## THEATRE

(Les jours de répétition sont entre parenthèses.)

ANTOINE (208-77-71) (D. soir, L., 20 h 30, dim. 15 h 30 : Coup de soleil. ASTELLE-THÉÂTRE (238-35-53) Mer., Mar., 20 h 30 : Les Bonnes ; Jeu., Vend., Sam., 20 h 30 : Le Malentendu.

ATELIER (606-49-24) (D. soir, L., 21 h, D. 15 h : Le Neveu de Rameau. COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24) (D., L.) sam. 19 h 45 et 21 h : Faute France.

COMEDIE-CAMMARTIN (742-43-41) (Mer., D. soir) 21 h, Dim. 15 h 30 : Revenir dormir à l'Élysée. CONCERTS (354-30-06) les 12, 13, 14 et 21 h : Manguon-de-7.

DAUNOU (261-69-14) (Mer., D. soir, L., 21 h, Dim. 15 h 30 : Un campé-lit. ESPACE-GAÏTE (327-13-54) (D. soir, L., 20 h 30, Dim. 15 h : la Bonne Femme aux canailles.

ESPACE-MARAS (271-10-19) (D., L., 20 h 30, Jeu. et Ven. 15 h : Le Mariage de Figaro ; (D., L.) 22 h 30 : Les Contes libertins de La Fontaine.

PONTAINE (274-74-00) (D. soir, L., 20 h 30, Dim. 17 h : La Malibran. GALERIE 55 (326-63-51) (D., L.) 21 h : Pay it again, Sam. (en anglais).

HUCHETTE (326-38-99) (D.) 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : le Léon. LUCERNAIRE (544-57-34) (D.) 1 : 18 h 30 : le Pain au ; 20 h 30 : les Mythes du confessionnal ; II : 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 15 : l'Esprit qui vole.

MADELINE (265-07-09) (D. soir, L., 20 h 45, Dim. 15 h : l'Amour fou. MARIGNY (225-20-74) (D.) 21 h : la Surprise.

MICHOÏDIÈRE (742-95-22) (D. soir, L., 20 h 30, Dim. 15 h : le Vison voyageur. NOUVEAUTÉS (770-52-76) (D., L.) 20 h 30, sam. 21 h, dim. 15 h : l'Entourloupe.

PALAS-ROYAL (297-59-81) (D. soir, L., 20 h 45, Sam. 18 h 45 et 22 h : la Fille sur la banquette arrière. POTINIERE (241-44-16) (D. soir, L., 20 h 45, Dim. 15 h 30 : Il signait Fagot.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02) (D., L.) 20 h 15 : Les Babes d'acier ; 22 h : Sam. 23 h 15 : Nous, on fait ce qu'on veut dit de fière.

THÉÂTRE A BOURVILLE (773-47-84) (D.) 21 h : Les Dames de fer ; 22 h : Y'en a mar... et vous ?

TRISTAN BERNARD (322-08-40) (D. soir, L.) 21 h, Dim. 15 h et 18 h 30 : les Dix Petits Nègres. VARIÉTÉS (233-09-92) (D. soir, L., 20 h 30, Dim. 15 h 30 : l'Équinoxe.

BLANCS-MANTEAUX (387-15-84) (D., L.) 1 : 20 h 15 : Aramis ; MC2 : 21 h 30 : les Démones Loukes ; 22 h 30 : les Sœurs Moutons ; II : 20 h 15 : les Celles ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grand ? ; 22 h 30 : Version originale.

CAPÉ DE LA GARE (278-52-51) (D., L.), 22 h 15 : l'Avant de partir.

## MUSIQUE

### Les concerts

MERCREDI 17 LUCERNAIRE, 19 h 45 : J.-L. Tupin, M. Clément (Bach, Debussy, Hindemith) ; 21 h : Ch. Langier, M. Tria.

JEUDI 18 LUCERNAIRE, 19 h 45 et 21 h : voir le 17.

VENDREDI 19 LUCERNAIRE, 19 h 45 : voir le 17. STE-CHAPELLE, 18 h 30 et 20 h 30 : Am. Astique de Paris.

SAMEDI 20 STE-CHAPELLE, 18 h 30 et 20 h 30 : voir le 19. LUCERNAIRE, 19 h 45 : voir le 17. PARC MONTSOURIS, 17 h : musique des gardiens de la paix.

DIMANCHE 21 NOTRE-DAME, 17 h 45 : T. Hirono (Rog. Yamamoto, Bach). CHAPELLE-ST-LOUIS DE LA SALPÊTRIERE, 16 h 30 : J. Macquillard, P. Migard (Telemann, Pachelbel, Brahms).

CAPÉ D'EDGAR (322-11-02) (L.) 1 : 20 h 15 + Sam. 23 h 30 : Tiers volé deux boudins ; 21 h 30 : Manguon-de-7 ; 22 h 30 : L'Amour d'un homme ; 23 h 30 : Les Bonnes ; 24 h 30 : Les Bonnes ; 25 h 30 : Les Bonnes ; 26 h 30 : Les Bonnes ; 27 h 30 : Les Bonnes ; 28 h 30 : Les Bonnes ; 29 h 30 : Les Bonnes ; 30 h 30 : Les Bonnes ; 31 h 30 : Les Bonnes ; 32 h 30 : Les Bonnes ; 33 h 30 : Les Bonnes ; 34 h 30 : Les Bonnes ; 35 h 30 : Les Bonnes ; 36 h 30 : Les Bonnes ; 37 h 30 : Les Bonnes ; 38 h 30 : Les Bonnes ; 39 h 30 : Les Bonnes ; 40 h 30 : Les Bonnes ; 41 h 30 : Les Bonnes ; 42 h 30 : Les Bonnes ; 43 h 30 : Les Bonnes ; 44 h 30 : Les Bonnes ; 45 h 30 : Les Bonnes ; 46 h 30 : Les Bonnes ; 47 h 30 : Les Bonnes ; 48 h 30 : Les Bonnes ; 49 h 30 : Les Bonnes ; 50 h 30 : Les Bonnes ; 51 h 30 : Les Bonnes ; 52 h 30 : Les Bonnes ; 53 h 30 : Les Bonnes ; 54 h 30 : Les Bonnes ; 55 h 30 : Les Bonnes ; 56 h 30 : Les Bonnes ; 57 h 30 : Les Bonnes ; 58 h 30 : Les Bonnes ; 59 h 30 : Les Bonnes ; 60 h 30 : Les Bonnes ; 61 h 30 : Les Bonnes ; 62 h 30 : Les Bonnes ; 63 h 30 : Les Bonnes ; 64 h 30 : Les Bonnes ; 65 h 30 : Les Bonnes ; 66 h 30 : Les Bonnes ; 67 h 30 : Les Bonnes ; 68 h 30 : Les Bonnes ; 69 h 30 : Les Bonnes ; 70 h 30 : Les Bonnes ; 71 h 30 : Les Bonnes ; 72 h 30 : Les Bonnes ; 73 h 30 : Les Bonnes ; 74 h 30 : Les Bonnes ; 75 h 30 : Les Bonnes ; 76 h 30 : Les Bonnes ; 77 h 30 : Les Bonnes ; 78 h 30 : Les Bonnes ; 79 h 30 : Les Bonnes ; 80 h 30 : Les Bonnes ; 81 h 30 : Les Bonnes ; 82 h 30 : Les Bonnes ; 83 h 30 : Les Bonnes ; 84 h 30 : Les Bonnes ; 85 h 30 : Les Bonnes ; 86 h 30 : Les Bonnes ; 87 h 30 : Les Bonnes ; 88 h 30 : Les Bonnes ; 89 h 30 : Les Bonnes ; 90 h 30 : Les Bonnes ; 91 h 30 : Les Bonnes ; 92 h 30 : Les Bonnes ; 93 h 30 : Les Bonnes ; 94 h 30 : Les Bonnes ; 95 h 30 : Les Bonnes ; 96 h 30 : Les Bonnes ; 97 h 30 : Les Bonnes ; 98 h 30 : Les Bonnes ; 99 h 30 : Les Bonnes ; 100 h 30 : Les Bonnes ; 101 h 30 : Les Bonnes ; 102 h 30 : Les Bonnes ; 103 h 30 : Les Bonnes ; 104 h 30 : Les Bonnes ; 105 h 30 : Les Bonnes ; 106 h 30 : Les Bonnes ; 107 h 30 : Les Bonnes ; 108 h 30 : Les Bonnes ; 109 h 30 : Les Bonnes ; 110 h 30 : Les Bonnes ; 111 h 30 : Les Bonnes ; 112 h 30 : Les Bonnes ; 113 h 30 : Les Bonnes ; 114 h 30 : Les Bonnes ; 115 h 30 : Les Bonnes ; 116 h 30 : Les Bonnes ; 117 h 30 : Les Bonnes ; 118 h 30 : Les Bonnes ; 119 h 30 : Les Bonnes ; 120 h 30 : Les Bonnes ; 121 h 30 : Les Bonnes ; 122 h 30 : Les Bonnes ; 123 h 30 : Les Bonnes ; 124 h 30 : Les Bonnes ; 125 h 30 : Les Bonnes ; 126 h 30 : Les Bonnes ; 127 h 30 : Les Bonnes ; 128 h 30 : Les Bonnes ; 129 h 30 : Les Bonnes ; 130 h 30 : Les Bonnes ; 131 h 30 : Les Bonnes ; 132 h 30 : Les Bonnes ; 133 h 30 : Les Bonnes ; 134 h 30 : Les Bonnes ; 135 h 30 : Les Bonnes ; 136 h 30 : Les Bonnes ; 137 h 30 : Les Bonnes ; 138 h 30 : Les Bonnes ; 139 h 30 : Les Bonnes ; 140 h 30 : Les Bonnes ; 141 h 30 : Les Bonnes ; 142 h 30 : Les Bonnes ; 143 h 30 : Les Bonnes ; 144 h 30 : Les Bonnes ; 145 h 30 : Les Bonnes ; 146 h 30 : Les Bonnes ; 147 h 30 : Les Bonnes ; 148 h 30 : Les Bonnes ; 149 h 30 : Les Bonnes ; 150 h 30 : Les Bonnes ; 151 h 30 : Les Bonnes ; 152 h 30 : Les Bonnes ; 153 h 30 : Les Bonnes ; 154 h 30 : Les Bonnes ; 155 h 30 : Les Bonnes ; 156 h 30 : Les Bonnes ; 157 h 30 : Les Bonnes ; 158 h 30 : Les Bonnes ; 159 h 30 : Les Bonnes ; 160 h 30 : Les Bonnes ; 161 h 30 : Les Bonnes ; 162 h 30 : Les Bonnes ; 163 h 30 : Les Bonnes ; 164 h 30 : Les Bonnes ; 165 h 30 : Les Bonnes ; 166 h 30 : Les Bonnes ; 167 h 30 : Les Bonnes ; 168 h 30 : Les Bonnes ; 169 h 30 : Les Bonnes ; 170 h 30 : Les Bonnes ; 171 h 30 : Les Bonnes ; 172 h 30 : Les Bonnes ; 173 h 30 : Les Bonnes ; 174 h 30 : Les Bonnes ; 175 h 30 : Les Bonnes ; 176 h 30 : Les Bonnes ; 177 h 30 : Les Bonnes ; 178 h 30 : Les Bonnes ; 179 h 30 : Les Bonnes ; 180 h 30 : Les Bonnes ; 181 h 30 : Les Bonnes ; 182 h 30 : Les Bonnes ; 183 h 30 : Les Bonnes ; 184 h 30 : Les Bonnes ; 185 h 30 : Les Bonnes ; 186 h 30 : Les Bonnes ; 187 h 30 : Les Bonnes ; 188 h 30 : Les Bonnes ; 189 h 30 : Les Bonnes ; 190 h 30 : Les Bonnes ; 191 h 30 : Les Bonnes ; 192 h 30 : Les Bonnes ; 193 h 30 : Les Bonnes ; 194 h 30 : Les Bonnes ; 195 h 30 : Les Bonnes ; 196 h 30 : Les Bonnes ; 197 h 30 : Les Bonnes ; 198 h 30 : Les Bonnes ; 199 h 30 : Les Bonnes ; 200 h 30 : Les Bonnes ; 201 h 30 : Les Bonnes ; 202 h 30 : Les Bonnes ; 203 h 30 : Les Bonnes ; 204 h 30 : Les Bonnes ; 205 h 30 : Les Bonnes ; 206 h 30 : Les Bonnes ; 207 h 30 : Les Bonnes ; 208 h 30 : Les Bonnes ; 209 h 30 : Les Bonnes ; 210 h 30 : Les Bonnes ; 211 h 30 : Les Bonnes ; 212 h 30 : Les Bonnes ; 213 h 30 : Les Bonnes ; 214 h 30 : Les Bonnes ; 215 h 30 : Les Bonnes ; 216 h 30 : Les Bonnes ; 217 h 30 : Les Bonnes ; 218 h 30 : Les Bonnes ; 219 h 30 : Les Bonnes ; 220 h 30 : Les Bonnes ; 221 h 30 : Les Bonnes ; 222 h 30 : Les Bonnes ; 223 h 30 : Les Bonnes ; 224 h 30 : Les Bonnes ; 225 h 30 : Les Bonnes ; 226 h 30 : Les Bonnes ; 227 h 30 : Les Bonnes ; 228 h 30 : Les Bonnes ; 229 h 30 : Les Bonnes ; 230 h 30 : Les Bonnes ; 231 h 30 : Les Bonnes ; 232 h 30 : Les Bonnes ; 233 h 30 : Les Bonnes ; 234 h 30 : Les Bonnes ; 235 h 30 : Les Bonnes ; 236 h 30 : Les Bonnes ; 237 h 30 : Les Bonnes ; 238 h 30 : Les Bonnes ; 239 h 30 : Les Bonnes ; 240 h 30 : Les Bonnes ; 241 h 30 : Les Bonnes ; 242 h 30 : Les Bonnes ; 243 h 30 : Les Bonnes ; 244 h 30 : Les Bonnes ; 245 h 30 : Les Bonnes ; 246 h 30 : Les Bonnes ; 247 h 30 : Les Bonnes ; 248 h 30 : Les Bonnes ; 249 h 30 : Les Bonnes ; 250 h 30 : Les Bonnes ; 251 h 30 : Les Bonnes ; 252 h 30 : Les Bonnes ; 253 h 30 : Les Bonnes ; 254 h 30 : Les Bonnes ; 255 h 30 : Les Bonnes ; 256 h 30 : Les Bonnes ; 257 h 30 : Les Bonnes ; 258 h 30 : Les Bonnes ; 259 h 30 : Les Bonnes ; 260 h 30 : Les Bonnes ; 261 h 30 : Les Bonnes ; 262 h 30 : Les Bonnes ; 263 h 30 : Les Bonnes ; 264 h 30 : Les Bonnes ; 265 h 30 : Les Bonnes ; 266 h 30 : Les Bonnes ; 267 h 30 : Les Bonnes ; 268 h 30 : Les Bonnes ; 269 h 30 : Les Bonnes ; 270 h 30 : Les Bonnes ; 271 h 30 : Les Bonnes ; 272 h 30 : Les Bonnes ; 273 h 30 : Les Bonnes ; 274 h 30 : Les Bonnes ; 275 h 30 : Les Bonnes ; 276 h 30 : Les Bonnes ; 277 h 30 : Les Bonnes ; 278 h 30 : Les Bonnes ; 279 h 30 : Les Bonnes ; 280 h 30 : Les Bonnes ; 281 h 30 : Les Bonnes ; 282 h 30 : Les Bonnes ; 283 h 30 : Les Bonnes ; 284 h 30 : Les Bonnes ; 285 h 30 : Les Bonnes ; 286 h 30 : Les Bonnes ; 287 h 30 : Les Bonnes ; 288 h 30 : Les Bonnes ; 289 h 30 : Les Bonnes ; 290 h 30 : Les Bonnes ; 291 h 30 : Les Bonnes ; 292 h 30 : Les Bonnes ; 293 h 30 : Les Bonnes ; 294 h 30 : Les Bonnes ; 295 h 30 : Les Bonnes ; 296 h 30 : Les Bonnes ; 297 h 30 : Les Bonnes ; 298 h 30 : Les Bonnes ; 299 h 30 : Les Bonnes ; 300 h 30 : Les Bonnes ; 301 h 30 : Les Bonnes ; 302 h 30 : Les Bonnes ; 303 h 30 : Les Bonnes ; 304 h 30 : Les Bonnes ; 305 h 30 : Les Bonnes ; 306 h 30 : Les Bonnes ; 307 h 30 : Les Bonnes ; 308 h 30 : Les Bonnes ; 309 h 30 : Les Bonnes ; 310 h 30 : Les Bonnes ; 311 h 30 : Les Bonnes ; 312 h 30 : Les Bonnes ; 313 h 30 : Les Bonnes ; 314 h 30 : Les Bonnes ; 315 h 30 : Les Bonnes ; 316 h 30 : Les Bonnes ; 317 h 30 : Les Bonnes ; 318 h 30 : Les Bonnes ; 319 h 30 : Les Bonnes ; 320 h 30 : Les Bonnes ; 321 h 30 : Les Bonnes ; 322 h 30 : Les Bonnes ; 323 h 30 : Les Bonnes ; 324 h 30 : Les Bonnes ; 325 h 30 : Les Bonnes ; 326 h 30 : Les Bonnes ; 327 h 30 : Les Bonnes ; 328 h 30 : Les Bonnes ; 329 h 30 : Les Bonnes ; 330 h 30 : Les Bonnes ; 331 h 30 : Les Bonnes ; 332 h 30 : Les Bonnes ; 333 h 30 : Les Bonnes ; 334 h 30 : Les Bonnes ; 335 h 30 : Les Bonnes ; 336 h 30 : Les Bonnes ; 337 h 30 : Les Bonnes ; 338 h 30 : Les Bonnes ; 339 h 30 : Les Bonnes ; 340 h 30 : Les Bonnes ; 341 h 30 : Les Bonnes ; 342 h 30 : Les Bonnes ; 343 h 30 : Les Bonnes ; 344 h 30 : Les Bonnes ; 345 h 30 : Les Bonnes ; 346 h 30 : Les Bonnes ; 347 h 30 : Les Bonnes ; 348 h 30 : Les Bonnes ; 349 h 30 : Les Bonnes ; 350 h 30 : Les Bonnes ; 351 h 30 : Les Bonnes ; 352 h 30 : Les Bonnes ; 353 h 30 : Les Bonnes ; 354 h 30 : Les Bonnes ; 355 h 30 : Les Bonnes ; 356 h 30 : Les Bonnes ; 357 h 30 : Les Bonnes ; 358 h 30 : Les Bonnes ; 359 h 30 : Les Bonnes ; 360 h 30 : Les Bonnes ; 361 h 30 : Les Bonnes ; 362 h 30 : Les Bonnes ; 363 h 30 : Les Bonnes ; 364 h 30 : Les Bonnes ; 365 h 30 : Les Bonnes ; 366 h 30 : Les Bonnes ; 367 h 30 : Les Bonnes ; 368 h 30 : Les Bonnes ; 369 h 30 : Les Bonnes ; 370 h 30 : Les Bonnes ; 371 h 30 : Les Bonnes ; 372 h 30 : Les Bonnes ; 373 h 30 : Les Bonnes ; 374 h 30 : Les Bonnes ; 375 h 30 : Les Bonnes ; 376 h 30 : Les Bonnes ; 377 h 30 : Les Bonnes ; 378 h 30 : Les Bonnes ; 379 h 30 : Les Bonnes ; 380 h 30 : Les Bonnes ; 381 h 30 : Les Bonnes ; 382 h 30 : Les Bonnes ; 383 h 30 : Les Bonnes ; 384 h 30 : Les Bonnes ; 385 h 30 : Les Bonnes ; 386 h 30 : Les Bonnes ; 387 h 30 : Les Bonnes ; 388 h 30 : Les Bonnes ; 389 h 30 : Les Bonnes ; 390 h 30 : Les Bonnes ; 391 h 30 : Les Bonnes ; 392 h 30 : Les Bonnes ; 393 h 30 : Les Bonnes ; 394 h 30 : Les Bonnes ; 395 h 30 : Les Bonnes ; 396 h 30 : Les Bonnes ; 397 h 30 : Les Bonnes ; 398 h 30 : Les Bonnes ; 399 h 30 : Les Bonnes ; 400 h 30 : Les Bonnes ; 401 h 30 : Les Bonnes ; 402 h 30 : Les Bonnes ; 403 h 30 : Les Bonnes ; 404 h 30 : Les Bonnes ; 405 h 30 : Les Bonnes ; 406 h 30 : Les Bonnes ; 407 h 30 : Les Bonnes ; 408 h 30 : Les Bonnes ; 409 h 30 : Les Bonnes ; 410 h 30 : Les Bonnes ; 411 h 30 : Les Bonnes ; 412 h 30 : Les Bonnes ; 413 h 30 : Les Bonnes ; 414 h 30 : Les Bonnes ; 415 h 30 : Les Bonnes ; 416 h 30 : Les Bonnes ; 417 h 30 : Les Bonnes ; 418 h 30 : Les Bonnes ; 419 h 30 : Les Bonnes ; 420 h 30 : Les Bonnes ; 421 h 30 : Les Bonnes ; 422 h 30 : Les Bonnes ; 423 h 30 : Les Bonnes ; 424 h 30 : Les Bonnes ; 425 h 30 : Les Bonnes ; 426 h 30 : Les Bonnes ; 427 h 30 : Les Bonnes ; 428 h 30 : Les Bonnes ; 429 h 30 : Les Bonnes ; 430 h 30 : Les Bonnes ; 431 h 30 : Les Bonnes ; 432 h 30 : Les Bonnes ; 433 h 30 : Les Bonnes ; 434 h 30 : Les Bonnes ; 435 h 30 : Les Bonnes ; 436 h 30 : Les Bonnes ; 437 h 30 : Les Bonnes ; 438 h 30 : Les Bonnes ; 439 h 30 : Les Bonnes ; 440 h 30 : Les Bonnes ; 441 h 30 : Les Bonnes ; 442 h 30 : Les Bonnes ; 443 h 30 : Les Bonnes ; 444 h 30 : Les Bonnes ; 445 h 30 : Les Bonnes ; 446 h 30 : Les Bonnes ; 447 h 30 : Les Bonnes ; 448 h 30 : Les Bonnes ; 449 h 30 : Les Bonnes ; 450 h 30 : Les Bonnes ; 451 h 30 : Les Bonnes ; 452 h 30 : Les Bonnes ; 453 h 30 : Les Bonnes ; 454 h 30 : Les Bonnes ; 455 h 30 : Les Bonnes ; 456 h 30 : Les Bonnes ; 457 h 30 : Les Bonnes ; 458 h 30 : Les Bonnes ; 459 h 30 : Les Bonnes ; 460 h 30 : Les Bonnes ; 461 h 30 : Les Bonnes ; 462 h 30 : Les Bonnes ; 463 h 30 : Les Bonnes ; 464 h 30 : Les Bonnes ; 465 h 30 : Les Bonnes ; 466 h 30 : Les Bonnes ; 467 h 30 : Les Bonnes ; 468 h 30 : Les Bonnes ; 469 h 30 : Les Bonnes ; 470 h 30 : Les Bonnes ; 471 h 30 : Les Bonnes ; 472 h 30 : Les Bonnes ; 473 h 30 : Les Bonnes ; 474 h 30 : Les Bonnes ; 475 h 30 : Les Bonnes ; 476 h 30 : Les Bonnes ; 477 h 30 : Les Bonnes ; 478 h 30 : Les Bonnes ; 479 h 30 : Les Bonnes ; 480 h 30 : Les Bonnes ; 481 h 30 : Les Bonnes ; 482 h 30 : Les Bonnes ; 483 h 30 : Les Bonnes ; 484 h 30 : Les Bonnes ; 485 h 30 : Les Bonnes ; 486 h 30 : Les Bonnes ; 487 h 30 : Les Bonnes ; 488 h 30 : Les Bonnes ; 489 h 30 : Les Bonnes ; 490 h 30 : Les Bonnes ; 491 h 30 : Les Bonnes ; 492 h 30 : Les Bonnes ; 493 h 30 : Les Bonnes ; 494 h 30 : Les Bonnes ; 495 h 30 : Les Bonnes ; 496 h 30 : Les Bonnes ; 497 h 30 : Les Bonnes ; 498 h 30 : Les Bonnes ; 499 h 30 : Les Bonnes ; 500 h 30 : Les Bonnes ; 501 h 30 : Les Bonnes ; 502 h 30 : Les Bonnes ; 503 h 30 : Les Bonnes ; 504 h 30 : Les Bonnes ; 505 h 30 : Les Bonnes ; 506 h 30 : Les Bonnes ; 507 h 30 : Les Bonnes ; 508 h 30 : Les Bonnes ; 509 h 30 : Les Bonnes ; 510 h 30 : Les Bonnes ; 511 h 30 : Les Bonnes ; 512 h 30 : Les Bonnes ; 513 h 30 : Les Bonnes ; 514 h 30 : Les Bonnes ; 515 h 30 : Les Bonnes ; 516 h 30 : Les Bonnes ; 517 h 30 : Les Bonnes ; 518 h 30 : Les Bonnes ; 519 h 30 : Les Bonnes ; 520 h 30 : Les Bonnes ; 521 h 30 : Les Bonnes ; 522 h 30 : Les Bonnes ; 523 h 30 : Les Bonnes ; 524 h 30 : Les Bonnes ; 525 h 30 : Les Bonnes ; 526 h 30 : Les Bonnes ; 527 h 30 : Les Bonnes ; 528 h 30 : Les Bonnes ; 529 h 30 : Les Bonnes ; 530 h 30 : Les Bonnes ; 531 h 30 : Les Bonnes ; 532 h 30 : Les Bonnes ; 533 h 30 : Les Bonnes ; 534 h 30 : Les Bonnes ; 535 h 30 : Les Bonnes ; 536 h 30 : Les Bonnes ; 537 h 30 : Les Bonnes ; 538 h 30 : Les Bonnes ; 539 h 30 : Les Bonnes ; 540 h 30 : Les Bonnes ; 541 h 30 : Les Bonnes ; 542 h 30 : Les Bonnes ; 543 h 30 : Les Bonnes ; 544 h 30 : Les Bonnes ; 545 h 30 : Les Bonnes ; 546 h 30 : Les Bonnes ; 547 h 30 : Les Bonnes ; 548 h 30 : Les Bonnes ; 549 h 30 : Les Bonnes ; 550 h 30 : Les Bonnes ; 551 h 30 : Les Bonnes ; 552 h 30 : Les Bonnes ; 553 h 30 : Les Bonnes ; 554 h 30 : Les Bonnes ; 555 h 30 : Les Bonnes ; 556 h 30 : Les Bonnes ; 557 h 30 : Les Bonnes ; 558 h 30 : Les Bonnes ; 559 h 30 : Les Bonnes ; 560 h 30 : Les Bonnes ; 561 h 30 : Les Bonnes ; 562 h 30 : Les Bonnes ; 563 h 30 : Les Bonnes ; 564 h 30 : Les Bonnes ; 565 h 30 : Les Bonnes ; 566 h 30 : Les Bonnes ; 567 h 30 : Les Bonnes ; 568 h 30 : Les Bonnes ; 569 h 30 : Les Bonnes ; 570 h 30 : Les Bonnes ; 571 h 30 : Les Bonnes ; 572 h 30 : Les Bonnes ; 573 h 30 : Les Bonnes ; 574 h 30 : Les Bonnes ; 575 h 30 : Les Bonnes ; 576 h 30 : Les Bonnes ; 577 h 30 : Les Bonnes ; 578 h 30 : Les Bonnes ; 579 h 30 : Les Bonnes ; 580 h 30 : Les Bonnes ; 581 h 30 : Les Bonnes ; 582 h 30 : Les Bonnes ; 583 h 30 : Les Bonnes ; 584 h 30 : Les Bonnes ; 585 h 30 : Les Bonnes ; 586 h 30 : Les Bonnes ; 587 h 30 : Les Bonnes ; 588 h 30 : Les Bonnes ; 589 h 30 : Les Bonnes ; 590 h 30 : Les Bonnes ; 591 h 30 : Les Bonnes ; 592 h 30 : Les Bonnes ; 593 h 30 : Les Bonnes ; 594 h 30 : Les Bonnes ; 595 h 30 : Les Bonnes ; 596 h 30 : Les Bonnes ; 597 h 30 : Les Bonnes ; 598 h 30 : Les Bonnes ; 599 h 30 : Les Bonnes ; 600 h 30 : Les Bonnes ; 601 h 30 : Les Bonnes ; 602 h 30 : Les Bonnes ; 603 h 30 : Les Bonnes ; 604 h 30 : Les Bonnes ; 605 h 30 : Les Bonnes ; 606 h 30 : Les Bonnes ; 607 h 30 : Les Bonnes ; 608 h 30 : Les Bonnes ; 609 h 30 : Les Bonnes ; 610 h 30 : Les Bonnes ; 611 h 30 : Les Bonnes ; 612 h 30 : Les Bonnes ; 613 h 30 : Les Bonnes ; 614 h 30 : Les Bonnes ; 615 h 30 : Les Bonnes ; 616 h 30 : Les Bonnes ; 617 h 30 : Les Bonnes ; 618 h 30 : Les Bonnes ; 619 h 30 : Les Bonnes ; 620 h 30 : Les Bonnes ; 621 h 30 : Les







[illegible]



# COMMUNICATION

## LE PLAN D'EXPANSION DE LA TÉLÉMATIQUE

### Équiper vingt millions d'abonnés au téléphone

L'annonce du plan câble, les projets de satellite et de quatrième chaîne avaient un peu fait oublier le plan télématique. C'est pourtant lui qui avait placé les nouvelles technologies de la communication sur le devant de la scène. Il y a presque cinq ans déjà.

Décembre 1978. Le gouvernement Barre décide de lancer deux expériences de télématique. Précedé de la vidéotexte, qui permet à l'utilisateur d'un terminal clavier-écran branché sur le réseau téléphonique d'interroger des banques de données logées sur ordinateur, ou aussi de

faire appel à des « services » informatisés (consultations de comptes, virements, réservations, etc.). Nom : Télétel.

Juillet 1981 : la direction générale des télécommunications (D.G.T.) ouvre le laboratoire « en milieu naturel » de Vélizy où quelques deux mille deux cents foyers reçoivent un terminal. Le but de l'opération a été atteint : plus de cent quatre-vingt-dix fournisseurs de services en tout genre ont pu ainsi « se faire la main ».

Deuxième projet : en Ile-de-France, il s'agissait de tester la té-

lématicité sort des limbes de l'expérience et va entrer dans une phase d'expansion à grande échelle. Près de cinquante mille terminaux sont déjà installés ; il devrait y en avoir plus de cent mille en fin d'année. Et les applications se multiplient dans tous les domaines. Afin de consolider ce mouvement, les pouvoirs publics s'approprient à publier le décret d'application de la loi sur la communication audiovisuelle qui réglemente ce nouveau moyen d'information.

lématicité techniquement à très grande échelle. Cent quarante mille abonnés au téléphone devaient recevoir un Minitel, un terminal de petit format très simple d'emploi, pour interroger une banque de données qui

cher en conception, en mise à jour, en suivi etc. Hormis certains services s'adressant à une clientèle spécialisée, la plupart d'entre eux ont besoin d'un large marché, c'est-à-dire beaucoup de terminaux, pour s'amortir.

En attendant, la D.G.T. entend bien poursuivre son pari et entreprendre tout ce qui est en son pouvoir pour amorcer l'usage de la télématique et du système Télétel. En dehors des coûts de recherche et développement, elle a déjà investi 1,645 milliard de francs dans ce projet jusqu'en 1982 et lui consacrerait théoriquement encore 1,5 milliard par an. Des sommes qui servent ou ne servent pas seulement à l'achat des minitels aux industriels mais qui alimentent aussi déjà un ambitieux programme de développement, bien éloigné des objectifs initiaux.

En premier lieu, il s'agit d'adapter les réseaux. L'interconnexion d'un ordinateur situé à Lille par exemple à un réseau de Marseille ne doit pas revenir plus cher qu'à un usager de Roubaix. La D.G.T. prévoit donc de faire transiter l'interconnexion par le réseau spécialisé Transpac, dont la fréquence est facturée indépendamment de la distance. Mille « portes d'accès » y ont déjà ainsi été ménagées, qui permettent autant d'interconnexions simultanées ; deux mille autres sont en cours d'ouverture. Neuf mille sont prévues pour la fin 1984.

Un système de facturation différent de celui en vigueur doit en outre se mettre en place grâce auquel les frais d'interconnexion incombent au demandeur et non plus au destinataire. Deux points importants pour que la télématique puisse dépasser le stade des expériences et prendre une dimension commerciale. Dans un premier temps, c'est le compteur téléphonique de l'abonné qui enregistre les unités supplémentaires. A moyen terme, les utilisateurs devraient pouvoir payer à l'aide d'une carte à mémoire (3). La D.G.T. examine en ce moment les réponses des fabricants à son appel d'offres.

Le service de base - proposé par l'administration - qui sert de justification vis à vis des abonnés pour l'offre d'un Minitel - est lui-même en train d'évoluer considérablement. Il permet déjà de retrouver les coordonnées manquantes d'une personne à partir de l'une d'entre elles (nom, profession, localité ou simplement la rue dans les grandes villes, numéro de téléphone, code postal). Trois nouvelles possibilités devraient bientôt l'enrichir.

Il s'agit d'abord de la réplique informatisée des pages bleues qui contiennent les indications sur les tarifs téléphoniques. En l'occurrence, le projet prévoit de permettre à l'utilisateur une véritable gestion de son compte téléphonique en temps réel. Une version sur ordinateur des pages roses devrait d'autre part fournir aux particuliers des renseignements d'ordre administratif. Les pouvoirs publics hésitent entre deux projets actuellement à l'étude. Deux sur sept, Nancy et Toulouse. En 1985 enfin, il est prévu d'équiper encore Rouen, Bordeaux, Lyon, Montpellier et Orléans (2). Au total, selon les estimations de la D.G.T., il y aurait à cet horizon entre un million quatre cent mille et un million sept cent mille terminaux en fonctionnement.

Adaptation des réseaux

Pour chacune de ces régions, l'administration prépare la mise en œuvre d'installations de renseignements contenus par les annuaires téléphoniques. L'équivalent informatisé des pages blanches et jaunes, devant en effet constituer le « service de base » offert aux abonnés. Mais ceux-ci pourront bien entendu faire appel aux prestations que d'autres « services » mettront à leur disposition à partir de leurs ordinateurs connectés au réseau.

On ne compte plus à l'heure actuelle les services déjà disponibles ou en projet. Il en existe plusieurs centaines, privés, publics, municipaux, en provenance du secteur associatif ou à caractère professionnel. Rares cependant sont ceux vraiment opérationnels. Quoiqu'il en soit, on ne peut pas dire, un service télématique revient

Il est question enfin d'ouvrir un service de messagerie publique. Qu'est-ce que cela signifie ? La fonction messagerie du système Télétel donne la possibilité d'expédier un message que l'on tape sur le clavier du minitel à un autre abonné. Deux cas de figure : soit ce « courrier électronique » est acheminé dans une « boîte aux lettres » (en fait un espace-mémoire d'un ordinateur des P.T.T.) « relevée » par le destinataire lorsque celui-ci consulte son propre Minitel ; soit l'échange a lieu en temps réel, il s'agit alors, ni plus ni moins, d'un dialogue par écran interposé, qui peut particulièrement intéresser certains handicapés. Il est même possible de tenir de véritables conférences à plusieurs, en différé ou non, en adressant certains messages de façon sélective.

#### Avoir l'autorisation

Ces différentes applications, on le voit, vont peu à peu contribuer à jeter les bases d'un nouveau média. Au fur et à mesure qu'elles seront accessibles et que les terminaux entraveront chez les particuliers ou dans les entreprises. Des applications qui posent plusieurs problèmes à l'égard de la loi informatique et libertés. La Commission nationale de l'Informatique et des libertés (CNIL) a donc été saisie pour avis et devrait bientôt se prononcer.

Le Conseil d'Etat, de son côté, a également été consulté et a rendu un avis favorable au projet de décret soumis par le premier ministre. Un projet qui reprend pour l'essentiel les recommandations formulées par la Commission du suivi des expériences de télématique destinées au public, présidée par le conseiller d'Etat Pierre Huet (le Monde du 28 janvier). Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1986, les fournisseurs de services télématiques devront adresser une demande d'autorisation détaillée au commissaire de la République du département qui la transmettra au ministre chargé de la communication. Celui-ci peut délivrer des autorisations conditionnelles ou refuser son agrément après consultation d'une commission, dont la composition pourrait être calquée sur celle de la commission Galabert, siégeant sur les radios locales privées.

Un « cahier des charges type » accompagnant le décret prévoit que les prestataires privés doivent limiter leurs services à leur objet social, les organismes publics à leur(s) mission(s) de service public et que les collectivités locales devront s'en tenir aux « informations utiles aux usagers des services ou activités qu'elles gèrent ou auxquelles elles participent ». Et seules les entreprises de presse inscrites à la Commission paritaire des publications et agences de presse pourront offrir des petites annonces « dans le cadre de bulletins d'informations d'intérêt général ». Comme prévu, ces textes ne règlent pas les questions quasi insolubles du dépôt légal et du droit de réponse. Au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 1986, le régime d'autorisations - très favorable à la presse écrite - devrait céder le pas à de simples déclarations. A moins que le même Conseil d'Etat n'en décide rapidement autrement, tant il est vrai que toutes ces limitations prévues n'ont aucun fondement légal réel.

ÉRIC ROHDE.

### Mercredi 17 août

#### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Vagabondages. Émission de R. Giquel et D. Sanders. Avec Anne Sylvestre, les clowns Colombatosi, Annie Fratellini, Pierre Etats.
- 21 h 35 Portrait francophone : Joseph Rouleau. Réal. P. Syzmon.
- 22 h 45 Belle de nuit. Magazine mensuel de la télé.
- 23 h 15 Journal.
- 23 h 30 Un soir, une étoile.

#### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Téléfilm : Le Pic des trois seigneurs. De G. Guillaume (1<sup>re</sup> partie). Avec Danielle Loo, P. Raynal, B. Bloch.
- 21 h 45 Deux jeunes venus de la ville s'installent comme bergers dans l'Arpège. L'arrivée du couple utilise les passions, l'humour, la rivalité, mais aussi complexités et amitiés. Élaboré de près avec les gens de la région, une « fable » sur les comportements et les mentalités, à cheval entre le western manichéen, la comédie sociale et le feuilleton populaire et réaliste.
- 22 h 15 Concert : Festival de Lisbonne. Le Scottish Chamber Orchestra, dir. R. Leppard, interprète la Symphonie Lullaby de Haydn et l'Air de l'opéra de Rossini, les chœurs de l'Orchestre de l'Opéra de Paris.
- 23 h 15 Journal.

#### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Série : Frogg. De P. Caron, L. Druet-Dembey, R. Lurid.
- 21 h 35 Leopoldo Frogg, l'asthénie aux cent visages, une fois l'Italie conquise à ses dons de comédien, persuadé

son imprésario de le lancer à Paris. Un ton et un mouvement proches de la comédie d'art, pour une histoire assez ordinaire.

21 h 35 Journal.

21 h 55 Les merveilles de la mer. L'annonce de mer, les coraux, par F. Rossif.

22 h 30 Film : Les Monstres. Film italien de Dino Ris (1963), avec U. Tognazzi, V. Gassman, M. Mercuri, L. Buzza, M. Mercuri. (N. Rediffusion).

Revue satirique, en une vingtaine de sketches, des mœurs, travers, défauts, monstruosité sociale de personnages typiques de divers milieux sociaux italiens. L'humour noir, et parfois méchant, de Dino Ris se donne libre cours dans cette suite de caricatures dont certaines froient le mauvais goût. Performances de Tognazzi et Gassman, dans tous les rôles principaux.

0 h 20 Prélude à la nuit.

For charisme, de M. Constant, par G. Dephis.

#### FRANCE-CULTURE

- 20 h La chanson de l'école.
- 21 h Les érudits du documentaire : le plat pays de H. Storck.
- 22 h Un instant de notes : Gaston Bachetard, le philosophe et la poésie.
- 23 h 30, La crèche aux contes : Liban.
- 23 h 30, New wave.

#### FRANCE-MUSIQUE

- 19 h 30, Concert (donné le 11 août 1983 au Festival de Salzbourg) : Sonates pour violon et piano n° 2 et 3, de Brahms, Sonate pour violon et piano, de Franck, avec A.-S. Munier au violon et A. Weissenberg au piano.
- 21 h Cycle des opéras : Les quatre éléments, de Balil.
- 22 h Fréquence de nuit : feuilleton Wilhelm Backhaus : œuvres de Beethoven ; vers 22 h 30, musique de l'Inde du Nord ; 0 h 5, l'Égypte ou la main du divin.

### Jeudi 18 août

#### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 12 h Vision plus.
- 12 h 30 Le bar de l'été.
- 13 h Journal.
- 13 h 35 Objectif santé.
- 14 h 45 Série : Stoney, agent spécial.
- 16 h 10 Quarté à Deauville.
- 16 h 30 Croque-vaseuses.
- 16 h 45 Les rendez-vous.
- 17 h 10 Récit : Histoire de l'aviation.
- 19 h 5 Météorologie.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Jeu : Super-défi.
- 19 h 45 Jeu : Marion-les.
- 19 h 53 Loterie.
- 20 h Journal (et à 22 h 20).
- 20 h 35 Tirage du loto.
- 21 h 40 Téléfilm : Le Curé de Tours. De G. Balm, réal. G. Audi, avec J. Carmet, M. Bouquet, M. Boudet. (rediffusion).
- Scènes de la vie de province sous la Restauration : les mémoires d'un curé paisible victime de la bigoterie des paroissiens.
- 22 h 30 Caméra festival : New-York, une ville, une course. Série de C. Laperrière et B. Gouley. Le marathon vu à travers le regard de quatre individus, coureurs ou non.
- 23 h 40 Journal.
- 23 h 50 Un soir, une étoile.

#### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTOPE.
- 12 h Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 10 Platine 45.
- Avec Spandau Ballet, Plastic Bertrand, Supertramp.
- 12 h 30 Série : Les amours des années grises.
- 13 h 35 Série : La Virginie.
- 14 h 45 Aujourd'hui la vie.
- 15 h 45 Dessins animés : Tom et Jerry.
- 16 h 50 Sports été.
- 18 h Récit A 2.
- 18 h 30 Flash info.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Soirée québécoise. Club des télévisions du monde (S.R.T.Q.) : les Deux Aveux.
- Institute en 1979, la Société de radio-télévision du Québec a pour mission d'exploiter une télévision éducative et culturelle et de régionaliser ses activités sur l'ensemble du territoire québécois ; 681 personnes y travaillent en permanence (avec 232 collaborateurs occasionnels) au siège et dans les neuf centres régionaux. La chaîne diffuse quatre films par semaine mais s'est fait une réputation dans le documentaire. Le téléfilm de Fernand Doreau, spécialiste des sujets « sociaux », est une fiction qui traite les relations entre vieillards et jeunes gens. Une octogénaire malade et un veuf à problèmes, aux prises avec un jeune homme blessé, sont obligés de prendre pension dans une maison de retraite. Complicité, affrontements, un jeu d'humour.
- 22 h 40 Variétés : Show Diana Dufresnes.
- Une « nature » comme on dit, volcanique, ébouriffante, à métamorphoses.
- 23 h 30 Journal.

#### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 19 h 10 Journal.
- 19 h 15 Émissions régionales.

- 19 h 35 Pour les jeunes.
- 19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 35 Ciné-pension, de M.-C. Barraud.
- 21 h 40 Film : Ma blonde, entend-tu dans la ville ?
- Film français de R. Gilson (1979), avec F. Caron, J. Zanetti, J. Hemsenn, E. Chaillou, C. Robichez, L. Ledua.
- Dans le nord de la France, une jeune ouvrière d'usine et un jeune mineur d'origine italienne s'opposent, l'un de l'autre, vivent ensemble les grèves de 36, les expériences du Front populaire et la joie des premiers congés payés. Cette chronique populiste, interprétée par des acteurs régionaux, fait revivre l'esprit d'une époque d'une façon très attachante. Prix Jean Vigo 1980.
- 22 h 5 Journal.
- 22 h 25 Prélude à la nuit.
- Carnaval, de Schumann, par G. Tachino.

#### FRANCE-CULTURE

- 6 h 2, Colportages à Palampol.
- 8 h La vie animale au pôle : les oiseaux migrateurs.
- 8 h 32, Les matinales de France-Culture : à 9 h 7, Destin des villes : New-York ; à 10 h, Redécouvrir Villon ; à 10 h 15, les piétons de Paris.
- 11 h Musique : Jean-Loup Christien.
- 12 h 15, Les parlers régionaux : le vendéen.
- 12 h 45, Paourama.
- 13 h 30, Feuilleton : Le mystère de la chambre jaune.
- 14 h Musique : Patch-rock.
- 15 h Correspondance et création : Flaubert au travail.
- 16 h 30, Un saint devenu roi : La Croisade.
- 16 h 45, Un homme, une ville : Céline à Copenhague.
- 17 h 2, Le monde cassé, d'Abel Zomo Ben (redif.).
- 18 h 45, Bonnes nouvelles, grands comédiens : Le Grand Boulevard, d'A. Chedid, la par. René Faure.
- 19 h 30, Les chemins de la connaissance : les transformations du monde rural.
- 19 h 50, La vallée aux loups.
- 20 h La chanson de l'école.
- 21 h Les érudits du documentaire : Le plat pays d'H. Storck.
- 22 h Un rêveur de mots, Gaston Bachetard.
- 23 h 30, La crèche aux contes : Le Vietnam.
- 23 h 30, New wave.

#### FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2, Musiques du matin : œuvres de Haendel, Mozart, Haydn, Mendelssohn.
- 8 h Le journal de musique.
- 8 h 15, Antenne des 3 et 6 Quatuors de Bartok : œuvres de Beethoven, Bartok, Debussy, Kodaly, Ravel.
- 12 h 15, Jeunes compositeurs du conservatoire.
- 12 h 35, Jazz : Chloé Bridge.
- 13 h 30, Concours international de guitare.
- 14 h 30, Hamac.
- 14 h 45, Musique légère.
- 15 h 30, Antenne des 3 et 6 Quatuors de Bartok : œuvres de Beethoven, Bartok, Debussy, Kodaly, Ravel.
- 17 h 5, Répères contemporains : œuvres de J.-C. Risset.
- 18 h Jazz.
- 18 h 30, Plages chéolites.
- 20 h 30, Concert (donné à Gand le 4 octobre 1982) : le Oratorio, opéra de Haydn, par la Petite Bande et le Collegium Vocale de Gand, dir. S. Kuijken ; chef des chœurs : P. Herreweghe ; sol. R. Kolnen, clavicin, K. Laki, soprano.
- 22 h 30, Fréquence de nuit : quelques Africains.

#### TRIBUNES ET DÉBATS

##### JEUDI 18 AOUT

M. Pierre Héritier, secrétaire national de la C.F.D.T., est l'invité du journal de France-Inter, à 7 h 30.

**PORKY'S 2:**  
les fondus  
sont de retour.



Dans le genre  
secoue...  
ils assurent  
un max!

**PORKY'S 2**

Pour réussir les trente prochaines années de votre vie, offrez-vous une feuille de papier, un timbre-poste et une enveloppe.

Sur la feuille, notez vos désirs, besoins et questions en matière de formation. Ainsi que vos nom, prénom et adresse ! Mettez la feuille dans l'enveloppe, collez le timbre et jetez dans une boîte.

Vous recevrez sans engagement des informations sur le programme de formation polyvalente en gestion

#### Administration de l'Entreprise.

Celui qui vous offre la possibilité unique d'acquiescer en 9 mois d'études à plein temps une formation méthodologique et technique valable pour trente ans de réussite professionnelle.

Parce que ce programme est différent. Son but exclusif est de former des managers immédiats opérationnels, à l'aide de moyens et méthodes pratiques, réalistes et concrets.

Pour que vous possédiez une vraie chance sur le marché du travail et de réelles perspectives de carrière.

Il serait vraiment dommage que vous passiez à côté de ce programme, dont la prochaine session débute en octobre 1983, car vous pouvez être l'un des trente à quarante stagiaires qui y seront admis.

**ECADE** Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises  
Rue du Bugnon 4, CH-1005 Lausanne (Suisse), 021/22 15 11

021/22 15 11



	Le 18/8	Le 19/8
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,87
AUTOMOBILES	52,00	61,87
AGENDA	52,00	61,87
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

## ANNONCES CLASSEES

	Le 18/8	Le 19/8
ANNONCES ENGAGÉES	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

### OFFRES D'EMPLOIS

### OFFRES D'EMPLOIS

### OFFRES D'EMPLOIS

### OFFRES D'EMPLOIS



5500 personnes dont 640 ingénieurs et cadres.

### INGÉNIEURS LOGICIEL MINI et MICRO

INFORMATIQUE TEMPS REEL APPLIQUEE A DES SYSTEMES INDUSTRIELS

L'ingénieur logiciel, autonome ou intégré à une petite équipe selon l'importance du projet, a la responsabilité de la conception d'un logiciel et de sa mise au point après intégration dans les systèmes. Il est assisté dans sa tâche par des agents de programmation, et des outils puissants sont mis à sa disposition pour l'exécution des travaux (ordinateur VAX par exemple). La maîtrise des montages temps réel et l'utilisation des langages évolués sont nécessaires.

Les domaines d'application concernent les systèmes de signalisation ferroviaire, les automatismes de sécurité, les systèmes de défense, les réseaux de transmission de données, la téléconduite des grands ouvrages, les systèmes de téléphonie privée.

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES, D.P.R.H. Service Emploi et Développement des Cadres 17, Place Etienne Pernet 75015 PARIS, avec C.V. et prétentions s.v.p. ref. L.618.



5500 personnes dont 640 cadres

### INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

DOMAINE ELECTRONIQUE ET INFORMATIQUE

Prospection et suivi de projets importants à l'étranger. Ecoles supérieures de commerce - 1 ou 2 ans d'expérience si possible en commerce international.

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES, D.P.R.H. Service Emploi et Développement des Cadres 17, Place Etienne Pernet - 75015 PARIS, avec C.V. et prétentions s.v.p. ref. L.619

### consultant, chef de marché informatique

Jacques Tixier s.a., conseil en recherche de cadres, par annonce et par approche directe, cherche, pour développer ses activités dans l'informatique, un consultant, chef de marché. Nous le décrivons ainsi : c'est un homme ou une femme de 30 ans minimum, de formation universitaire ou grande école. Il est actuellement responsable de la gestion des cadres chez un constructeur ou dans une S.S.C.I. ou bien ingénieur technico-commercial en informatique, il souhaite changer d'orientation et mettre à profit ses connaissances des fonctions, des hommes et des affaires de l'informatique.

Homme de réflexion et d'action, il est capable de prendre en charge, de façon autonome, des recherches de cadres de haut niveau et de développer sa clientèle.

Lieu de travail : PARIS.

Nous vous remercions d'écrire personnellement à Jacques Tixier, sous réf. 318 LM.

Jacques Tixier s.a.  
7 rue de Logelbach, 75017 Paris

membre de synlec

### THOMSON-CSF COOPERATION

Pour faire face à la très forte croissance de nos activités, nous recherchons pour la formation des clients étrangers du groupe THOMSON

### INGENIEURS ELECTRONIQUES DEBUTANTS ou MAITRISE EEA ou LICENCE

■ intéressés par la pédagogie, ■ ayant un bon niveau d'anglais.

Merci d'adresser les dossiers de candidatures à M. Olivier GUICHARD, Service des Relations du Travail et des Affaires Sociales THOMSON-CSF COOPERATION, 147, rue Yves Le Coz, 78000 VERSAILLES.

THOMSON

BRANCHE AFFAIRES INTERNATIONALES

Stage offert à jeune cadre dynamique pour étude de marché, secteur presse-R.P., 1-3 mois, 531-07-35.

F.T.T. de jeunes filles, 74 ans, recrute un

### DIRECTEUR ADJOINT

Poste à pourvoir rapidement. Adresser C.V. à M. le Président de l'Union des Banquiers, 31, rue de la République, 92700 Colombes.

### VENDEUR DE LOGEMENTS

Exp. indépendante vente-logement social, prêt P.A.P. et P.C. Tél. : 705-85-00, poste 405.

### secrétaires

Laboratoires AHS/France (Cergy - Pontoise) Filiale du Groupe AMERICAN HOSPITAL SUPPLY un des plus importants fabricants et distributeurs de matériel médico-chirurgical au Monde recherche

### SECRETAIRE DE DIRECTION

pour le

Président Directeur Général

La candidate devra être parfaite bilingue Français-Anglais et justifier d'une expérience de trois ans minimum.

Ce poste offre d'excellentes opportunités de carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et photo) à : D.VAN DEN PEERBOOM, Directeur du Personnel - AHS/France - rue de la République - 93310 SAINT OUEZ L'ALMONE qui vous assure une totale confidentialité.

propositions diverses

Les emplois offerts à l'étranger sont nombreux et variés. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (L.M.) B.P. 231-08 PARIS.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes les professions. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (L.M.) B.P. 231-08 PARIS.

### IMPORTANT ORGANISME PUBLIC DE RECHERCHE

recherche pour Etablissement hospitalier EST DE PARIS

### INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE GRANDE ÉCOLE

(E.C.P., Mines, Supélec, A. et M. ou équivalent) Débuteur ou premier expérience, bonnes connaissances en électronique et/ou mécanique, pour être responsable d'une équipe étude/développement de produits de haute technicité. Anglais exigé, degré O.M.

### TECHNICIEN ou TECHNICIEN Sup.

(BAC F-B.T.S.-D.U.T.)

Débuteur ou première expérience, bonnes connaissances en électronique et/ou mécanique, pour être responsable d'une équipe travaillant sur des techniques de pointe, degré O.M.

Envoyer curriculum vitae, photo et lettre manuscrite en précisant le poste à : RÉGIE-PRESSE, ss/r 269-572 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

### emploi internationaux

(et département d'Outre-Mer)

### WALT DISNEY WORLD

RECHERCHE PERSONNEL FRANÇAIS INTERVIEWS IMMÉDIATES POUR EMPLOIS EN FLORIDE

Stage de formation d'un an offert à des jeunes de nationalité française 18-26 ans, WALT DISNEY WORLD, Floride.

WALT DISNEY WORLD Company, Orlando, Floride, recherche jeunes 18-26 ans, niveau Bac ou similaire, désireux de représenter leur pays pendant un an au pavillon français de la « VITRINE DU MONDE », nouveau centre EPOT à DISNEY WORLD.

Les candidats doivent parler anglais couramment. Emplois offerts : vendeurs-vendeuses, serveurs et serveuses.

Salaire horaire : US dollar 4,30, un peu moins pour les emplois au restaurant qui impliquent un pourboire. Connaissance de la monnaie américaine et de sa manipulation souhaitées.

Aucune offre pour poste de cadre. Aide assurée pour logement.

A la fin de ce programme d'un an, tous les employés devront retourner en France.

Interviews à Paris deuxième semaine de septembre 1983. Les candidats intéressés devront envoyer une lettre avec leur curriculum vitae en anglais à :

WORLD SHOWCASE STAFFING E-2

P.O. BOX 40

LAKE BUENA VISTA, FLORIDA 32830

U.S.A.

### emplois régionaux

ARMÉE DE FRANCE-COMITÉ Urbain, Aménagement

### 1 CHARGE D'ÉTUDES

Prendre contact avec M. Dupont, Tél. : (01) 51-02-02

### automobiles

divers

### B.M.W. 3-5-7

83-84 km/h, 110 km/h, 130 km/h, 150 km/h, 170 km/h, 190 km/h, 210 km/h, 230 km/h, 250 km/h, 270 km/h, 290 km/h, 310 km/h, 330 km/h, 350 km/h, 370 km/h, 390 km/h, 410 km/h, 430 km/h, 450 km/h, 470 km/h, 490 km/h, 510 km/h, 530 km/h, 550 km/h, 570 km/h, 590 km/h, 610 km/h, 630 km/h, 650 km/h, 670 km/h, 690 km/h, 710 km/h, 730 km/h, 750 km/h, 770 km/h, 790 km/h, 810 km/h, 830 km/h, 850 km/h, 870 km/h, 890 km/h, 910 km/h, 930 km/h, 950 km/h, 970 km/h, 990 km/h, 1010 km/h, 1030 km/h, 1050 km/h, 1070 km/h, 1090 km/h, 1110 km/h, 1130 km/h, 1150 km/h, 1170 km/h, 1190 km/h, 1210 km/h, 1230 km/h, 1250 km/h, 1270 km/h, 1290 km/h, 1310 km/h, 1330 km/h, 1350 km/h, 1370 km/h, 1390 km/h, 1410 km/h, 1430 km/h, 1450 km/h, 1470 km/h, 1490 km/h, 1510 km/h, 1530 km/h, 1550 km/h, 1570 km/h, 1590 km/h, 1610 km/h, 1630 km/h, 1650 km/h, 1670 km/h, 1690 km/h, 1710 km/h, 1730 km/h, 1750 km/h, 1770 km/h, 1790 km/h, 1810 km/h, 1830 km/h, 1850 km/h, 1870 km/h, 1890 km/h, 1910 km/h, 1930 km/h, 1950 km/h, 1970 km/h, 1990 km/h, 2010 km/h, 2030 km/h, 2050 km/h, 2070 km/h, 2090 km/h, 2110 km/h, 2130 km/h, 2150 km/h, 2170 km/h, 2190 km/h, 2210 km/h, 2230 km/h, 2250 km/h, 2270 km/h, 2290 km/h, 2310 km/h, 2330 km/h, 2350 km/h, 2370 km/h, 2390 km/h, 2410 km/h, 2430 km/h, 2450 km/h, 2470 km/h, 2490 km/h, 2510 km/h, 2530 km/h, 2550 km/h, 2570 km/h, 2590 km/h, 2610 km/h, 2630 km/h, 2650 km/h, 2670 km/h, 2690 km/h, 2710 km/h, 2730 km/h, 2750 km/h, 2770 km/h, 2790 km/h, 2810 km/h, 2830 km/h, 2850 km/h, 2870 km/h, 2890 km/h, 2910 km/h, 2930 km/h, 2950 km/h, 2970 km/h, 2990 km/h, 3010 km/h, 3030 km/h, 3050 km/h, 3070 km/h, 3090 km/h, 3110 km/h, 3130 km/h, 3150 km/h, 3170 km/h, 3190 km/h, 3210 km/h, 3230 km/h, 3250 km/h, 3270 km/h, 3290 km/h, 3310 km/h, 3330 km/h, 3350 km/h, 3370 km/h, 3390 km/h, 3410 km/h, 3430 km/h, 3450 km/h, 3470 km/h, 3490 km/h, 3510 km/h, 3530 km/h, 3550 km/h, 3570 km/h, 3590 km/h, 3610 km/h, 3630 km/h, 3650 km/h, 3670 km/h, 3690 km/h, 3710 km/h, 3730 km/h, 3750 km/h, 3770 km/h, 3790 km/h, 3810 km/h, 3830 km/h, 3850 km/h, 3870 km/h, 3890 km/h, 3910 km/h, 3930 km/h, 3950 km/h, 3970 km/h, 3990 km/h, 4010 km/h, 4030 km/h, 4050 km/h, 4070 km/h, 4090 km/h, 4110 km/h, 4130 km/h, 4150 km/h, 4170 km/h, 4190 km/h, 4210 km/h, 4230 km/h, 4250 km/h, 4270 km/h, 4290 km/h, 4310 km/h, 4330 km/h, 4350 km/h, 4370 km/h, 4390 km/h, 4410 km/h, 4430 km/h, 4450 km/h, 4470 km/h, 4490 km/h, 4510 km/h, 4530 km/h, 4550 km/h, 4570 km/h, 4590 km/h, 4610 km/h, 4630 km/h, 4650 km/h, 4670 km/h, 4690 km/h, 4710 km/h, 4730 km/h, 4750 km/h, 4770 km/h, 4790 km/h, 4810 km/h, 4830 km/h, 4850 km/h, 4870 km/h, 4890 km/h, 4910 km/h, 4930 km/h, 4950 km/h, 4970 km/h, 4990 km/h, 5010 km/h, 5030 km/h, 5050 km/h, 5070 km/h, 5090 km/h, 5110 km/h, 5130 km/h, 5150 km/h, 5170 km/h, 5190 km/h, 5210 km/h, 5230 km/h, 5250 km/h, 5270 km/h, 5290 km/h, 5310 km/h, 5330 km/h, 5350 km/h, 5370 km/h, 5390 km/h, 5410 km/h, 5430 km/h, 5450 km/h, 5470 km/h, 5490 km/h, 5510 km/h, 5530 km/h, 5550 km/h, 5570 km/h, 5590 km/h, 5610 km/h, 5630 km/h, 5650 km/h, 5670 km/h, 5690 km/h, 5710 km/h, 5730 km/h, 5750 km/h, 5770 km/h, 5790 km/h, 5810 km/h, 5830 km/h, 5850 km/h, 5870 km/h, 5890 km/h, 5910 km/h, 5930 km/h, 5950 km/h, 5970 km/h, 5990 km/h, 6010 km/h, 6030 km/h, 6050 km/h, 6070 km/h, 6090 km/h, 6110 km/h, 6130 km/h, 6150 km/h, 6170 km/h, 6190 km/h, 6210 km/h, 6230 km/h, 6250 km/h, 6270 km/h, 6290 km/h, 6310 km/h, 6330 km/h, 6350 km/h, 6370 km/h, 6390 km/h, 6410 km/h, 6430 km/h, 6450 km/h, 6470 km/h, 6490 km/h, 6510 km/h, 6530 km/h, 6550 km/h, 6570 km/h, 6590 km/h, 6610 km/h, 6630 km/h, 6650 km/h, 6670 km/h, 6690 km/h, 6710 km/h, 6730 km/h, 6750 km/h, 6770 km/h, 6790 km/h, 6810 km/h, 6830 km/h, 6850 km/h, 6870 km/h, 6890 km/h, 6910 km/h, 6930 km/h, 6950 km/h, 6970 km/h, 6990 km/h, 7010 km/h, 7030 km/h, 7050 km/h, 7070 km/h, 7090 km/h, 7110 km/h, 7130 km/h, 7150 km/h, 7170 km/h, 7190 km/h, 7210 km/h, 7230 km/h, 7250 km/h, 7270 km/h, 7290 km/h, 7310 km/h, 7330 km/h, 7350 km/h, 7370 km/h, 7390 km/h, 7410 km/h, 7430 km/h, 7450 km/h, 7470 km/h, 7490 km/h, 7510 km/h, 7530 km/h, 7550 km/h, 7570 km/h, 7590 km/h, 7610 km/h, 7630 km/h, 7650 km/h, 7670 km/h, 7690 km/h, 7710 km/h, 7730 km/h, 7750 km/h, 7770 km/h, 7790 km/h, 7810 km/h, 7830 km/h, 7850 km/h, 7870 km/h, 7890 km/h, 7910 km/h, 7930 km/h, 7950 km/h, 7970 km/h, 7990 km/h, 8010 km/h, 8030 km/h, 8050 km/h, 8070 km/h, 8090 km/h, 8110 km/h, 8130 km/h, 8150 km/h, 8170 km/h, 8190 km/h, 8210 km/h, 8230 km/h, 8250 km/h, 8270 km/h, 8290 km/h, 8310 km/h, 8330 km/h, 8350 km/h, 8370 km/h, 8390 km/h, 8410 km/h, 8430 km/h, 8450 km/h, 8470 km/h, 8490 km/h, 8510 km/h, 8530 km/h, 8550 km/h, 8570 km/h, 8590 km/h, 8610 km/h, 8630 km/h, 8650 km/h, 8670 km/h, 8690 km/h, 8710 km/h, 8730 km/h, 8750 km/h, 8770 km/h, 8790 km/h, 8810 km/h, 8830 km/h, 8850 km/h, 8870 km/h, 8890 km/h, 8910 km/h, 8930 km/h, 8950 km/h, 8970 km/h, 8990 km/h, 9010 km/h, 9030 km/h, 9050 km/h, 9070 km/h, 9090 km/h, 9110 km/h, 9130 km/h, 9150 km/h, 9170 km/h, 9190 km/h, 9210 km/h, 9230 km/h, 9250 km/h, 9270 km/h, 9290 km/h, 9310 km/h, 9330 km/h, 9350 km/h, 9370 km/h, 9390 km/h, 9410 km/h, 9430 km/h, 9450 km/h, 9470 km/h, 9490 km/h, 9510 km/h, 9530 km/h, 9550 km/h, 9570 km/h, 9590 km/h, 9610 km/h, 9630 km/h, 9650 km/h, 9670 km/h, 9690 km/h, 9710 km/h, 9730 km/h, 9750 km/h, 9770 km/h, 9790 km/h, 9810 km/h, 9830 km/h, 9850 km/h, 9870 km/h, 9890 km/h, 9910 km/h, 9930 km/h, 9950 km/h, 9970 km/h, 9990 km/h, 10010 km/h, 10030 km/h, 10050 km/h, 10070 km/h, 10090 km/h, 10110 km/h, 10130 km/h, 10150 km/h, 10170 km/h, 10190 km/h, 10210 km/h, 10230 km/h, 10250 km/h, 10270 km/h, 10290 km/h, 10310 km/h, 10330 km/h, 10350 km/h, 10370 km/h, 10390 km/h, 10410 km/h, 10430 km/h, 10450 km/h, 10470 km/h, 10490 km/h, 10510 km/h, 10530 km/h, 10550 km/h, 10570 km/h, 10590 km/h, 10610 km/h, 10630 km/h, 10650 km/h, 10670 km/h, 10690 km/h, 10710 km/h, 10730 km/h, 10750 km/h, 10770 km/h, 10790 km/h, 10810 km/h, 10830 km/h, 10850 km/h, 10870 km/h, 10890 km/h, 10910 km/h, 10930 km/h, 10950 km/h, 10970 km/h, 10990 km/h, 11010 km/h, 11030 km/h, 11050 km/h, 11070 km/h, 11090 km/h, 11110 km/h, 11130 km/h, 11150 km/h, 11170 km/h, 11190 km/h, 11210 km/h, 11230 km/h, 11250 km/h, 11270 km/h, 11290 km/h, 11310 km/h, 11330 km/h, 11350 km/h, 11370 km/h, 11390 km/h, 11410 km/h, 11430 km/h, 11450 km/h, 11470 km/h, 11490 km/h, 11510 km/h, 11530 km/h, 11550 km/h, 11570 km/h, 11590 km/h, 11610 km/h, 11630 km/h, 11650 km/h, 11670 km/h, 11690 km/h, 11710 km/h, 11730 km/h, 11750 km/h, 11770 km/h, 11790 km/h, 11810 km/h, 11830 km/h, 11850 km/h, 11870 km/h, 11890 km/h, 11910 km/h, 11930 km/h, 11950 km/h, 11970 km/h, 11990 km/h, 12010 km/h, 12030 km/h, 12050 km/h, 12070 km/h, 12090 km/h, 12110 km/h, 12130 km/h, 12150 km/h, 12170 km/h, 12190 km/h, 12210 km/h, 12230 km/h, 12250 km/h, 12270 km/h, 12290 km/h, 12310 km/h, 12330 km/h, 12350 km/h, 12370 km/h, 12390 km/h, 12410 km/h, 12430 km/h, 12450 km/h, 12470 km/h, 12490 km/h, 12510 km/h, 12530 km/h, 12550 km/h, 12570 km/h, 12590 km/h, 12610 km/h, 12630 km/h, 12650 km/h, 12670 km/h, 12690 km/h, 12710 km/h, 12730 km/h, 12750 km/h, 12770 km/h, 12790 km/h, 12810 km/h, 12830 km/h, 12850 km/h, 12870 km/h, 12890 km/h, 12910 km/h, 12930 km/h, 12950 km/h, 12970 km/h, 12990 km/h, 13010 km/h, 13030 km/h, 13050 km/h, 13070 km/h, 13090 km/h, 13110 km/h, 13130 km/h, 13150 km/h, 13170 km/h, 13190 km/h, 13210 km/h, 13230 km/h, 13250 km/h, 13270 km/h, 13290 km/h, 13310 km/h, 13330 km/h, 13350 km/h, 13370 km/h, 13390 km/h, 13410 km/h, 13430 km/h, 13450 km/h, 13470 km/h, 13490 km/h, 13510 km/h, 13530 km/h, 13550 km/h, 13570 km/h, 13590 km/h, 13610 km/h, 13630 km/h, 13650 km/h, 13670 km/h, 13690 km/h, 13710 km/h, 13730 km/h, 13750 km/h, 13770 km/h, 13790 km/h, 13810 km/h, 13830 km/h, 13850 km/h, 13870 km/h, 13890 km/h, 13910 km/h, 13930 km/h, 13950 km/h, 13970 km/h, 13990 km/h, 14010 km/h, 14030 km/h, 14050 km/h, 14070 km/h, 14090 km/h, 14110 km/h, 14130 km/h, 14150 km/h, 14170 km/h, 14190 km/h, 14210 km/h, 14230 km/h, 14250 km/h, 14270 km/h, 14290 km/h, 14310 km/h, 14330 km/h, 14350 km/h, 14370 km/h, 14390 km/h, 14410 km/h, 14430 km/h, 14450 km/h, 14470 km/h, 14490 km/h, 14510 km/h, 14530 km/h, 14550 km/h, 14570 km/h, 14590 km/h, 14610 km/h, 14630 km/h, 14650 km/h, 14670 km/h, 14690 km/h, 14710 km/h, 14730 km/h, 14750 km/h, 14770 km/h, 14790 km/h, 14810 km/h, 14830 km/h, 14850 km/h, 14870 km/h, 14890 km/h, 14910 km/h, 14930 km/h, 14950 km/h, 14970 km/h, 14990 km/h, 15010 km/h, 15030 km/h, 15050 km/h, 15070 km/h, 15090 km/h, 15110 km/h, 15130 km/h, 15150 km/h, 15170 km/h, 15190 km/h, 15210 km/h, 15230 km/h, 15250 km/h, 15270 km/h, 15290 km/h, 15310 km/h, 15330 km/h, 15350 km/h, 15370 km/h, 15390 km/h, 15410 km/h, 15430 km/h, 15450 km/h, 15470 km/h, 15490 km/h, 15510 km/h, 15530 km/h, 15550 km/h, 15570 km/h, 15590 km/h, 15610 km/h, 15630 km/h, 15650 km/h, 15670 km/h, 15690 km/h, 15710 km/h, 15730 km/h, 15750 km/h, 15770 km/h, 15790 km/h, 15810 km/h, 15830 km/h, 15850 km/h, 15870 km/h, 15890 km/h, 15910 km/h, 15930 km/h, 15950 km/h, 15970 km/h, 15990 km/h, 16010 km/h, 16030 km/h, 16050 km/h, 16070 km/h, 16090 km/h, 16110 km/h, 16130 km/h, 16150 km/h, 16170 km/h, 16190 km/h, 16210 km/h, 16230 km/h, 16250 km/h, 16270 km/h, 16290 km/h, 16310 km/h, 16330 km/h, 16350 km/h, 16370 km/h, 16390 km/h, 16410 km/h, 16430 km/h, 16450 km/h, 16470 km/h, 16490 km/h, 16510 km/h, 16530 km/h, 16550 km/h, 16570 km/h, 16590 km/h, 16610 km/h, 16630 km/h, 16650 km/h, 16670 km/h, 16690 km/h, 16710 km/h, 16730 km/h, 16750 km/h, 16770 km/h, 16790 km/h, 16810 km/h, 16830 km/h, 16850 km/h, 16870 km/h, 1



## CONJONCTURE

M. GATTAZ A L'ÉLYSÉE

### Un registre connu

Voilà quelques semaines, M. Yvon Gattaz avait demandé un rendez-vous au président de la République. Il a donc rencontré le 18 août, pour la huitième fois en dix-huit mois, M. Mitterrand, à l'occasion d'un entretien qui marque la rentrée sociale.

Alors que les pouvoirs publics préparent le budget pour 1984 et que, avec la stagnation, s'annoncent les menaces de licenciements, le patron des patrons est resté dans un registre connu. Fort d'un rapport d'administration-patronat sur les charges des entreprises françaises qui concluait que « la baisse persistante du taux d'épargne des sociétés (nettes) en fait la dynamique des entreprises et l'effort d'investissement national », M. Gattaz a dit au président : « Il faut alléger radicalement et substantiellement les charges sociales et fiscales des entreprises et surtout ne pas se contenter de « mesurer » sans portée réelle. »

Parce que, d'autre part, avec une activité économique nulle et un avenir incertain, la création d'emplois est improbable, M. Gattaz a aussi affirmé que

« pour créer immédiatement des emplois, il n'y a qu'une solution : rendre totalement libre l'embauche pour une durée déterminée » ; et d'ajouter qu'il « faut avoir le courage d'accepter des licenciements partiels et rapides pour éviter des faillites ».

Rien donc que le lobby patronal n'ait déjà exprimé auparavant. Tout au plus note-t-on l'inquiétude que, à l'approche du congrès du P.S. à Bourges, traduit par une petite phrase : « le gouvernement se doit de décaler la priorité économique. »

Le président du C.N.P.F. va tenter maintenant de convaincre successivement MM. Bérégovoy, Fabius et Delors, avant de revenir voir le président de la République dans une quinzaine de jours. Ce dernier s'est contenté d'écouter. « Il comprend de mieux en mieux l'économie », a dit M. Gattaz de M. Mitterrand, en sortant de l'Élysée. Nul doute que le patron des patrons comprenne de mieux en mieux la politique.

B. D.

## SOCIAL

### La visite nocturne du président de la République à l'usine B.S.N. de Reims Dans l'antre du four

de notre envoyé spécial

Reims. — M. Antoine Riboud, P.-D.G. de B.S.N., n'a été prévenu qu'en fin d'après-midi. Il n'a eu que le temps de renouer à son tennis et de mettre ses vacances entre parenthèses : le chef de l'Etat souhaitait visiter discrètement, mardi 16 août, une usine du groupe B.S.N. — emballage à Reims, où la durée hebdomadaire du travail a été réduite à près de trente-trois heures. Il désirait s'entretenir avec les directeurs et les syndicalistes ouvriers animateurs de cette expérience.

Et alors que le P.-D.G. de B.S.N. prenait le premier avion, la nouvelle gagnait l'usine rémoise. Le délégué de la C.F.D.T. était en congé. Rappelé lui aussi. Un coup de feu sur les blouses de sécurité, de chiffon sur les casques jaunes. Quelques petits fours et, région oblige, du champagne au frais. Pour cette nouvelle visite-surprise de l'été, après celles notamment de la cité des Minuettes et des établissements Biderman, le président de la République allait arriver tard dans la soirée et passer plus d'une heure en compagnie de l'équipe de nuit.

Les derniers incrédules, à l'usine comme parmi la presse régionale, allaient devoir se rendre à l'évidence : M. François Mitterrand arrivait à 23 h. 30 en compagnie de M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche, au milieu d'une cour éclairée à la lumière artificielle, dans un décor de briques et de poutrelles métalliques. L'air sentait le brûlé, la poussière. Sans attendre, on conduisit le chef de l'Etat dans l'antre du four où se façonnent, dans un bruit de fin du monde, une cinquantaine de bouteilles de champagne ou de bourgogne à la minute. Les ouvriers postés, casque à écouteurs sur les oreilles, devant leurs machines cracheuses de boules de feu, expliquèrent au président que le métier de verrier avait bien changé avec le temps. Leurs pères, souffleurs de verre dans la grande tradition, se moqueraient d'eux aujourd'hui à voir ces cadres informatiques qui commandent désormais aux formes de verre et allongent plus de bouteilles sur la chaîne qu'une main d'homme pourrait le faire.

L'accord tenait bon. M. Riboud et les hôtes de M. Mitterrand, c'était visible, en étaient fiers. Le chef de l'Etat leur rendait visite pour montrer au pays qu'une autre organisation du travail est « possible » et constater que les exigences que requièrent les industries françaises pour être compétitives. « Le marché du verre n'est pas extensible », ajouta le chef de l'Etat, tout comme celui des boissons contenues dans vos bouteilles (...). Certains entrepreneurs éprouvent des difficultés à s'adapter. D'autres, comme la vôtre, restent dynamiques. Aux inquiétudes des ouvriers pour leur emploi, le président de la République indiqua que la réduction des effectifs, quand elle se révélait nécessaire, devait être qu'un « premier choc » et que la diversification des productions, un regain de productivité et un effort de la formation permettaient, « dans un moyen terme », de relancer l'emploi. « C'est dur pour les Français, reconnut-il avant de prendre congé, vers une heure du matin, mais ils ont les moyens de construire un pays moderne. »

PHILIPPE BOGGIO.

## ÉTRANGER

Aux Etats-Unis

### LA PRODUCTION INDUSTRIELLE A AUGMENTÉ DE 1,8 % EN JUILLET

Washington (A.F.P., A.P.). — La production industrielle des Etats-Unis a augmenté de 1,8 % en juillet, le huitième gain mensuel consécutif depuis la fin de la récession en novembre. Ce gain, le plus important depuis huit mois, à l'exception de la progression de 1,9 % en avril dernier, fait suite à une augmentation de 1,1 % en juin et de 1,3 % en mai. En un an, la hausse a été de 7,1 %.

La production a particulièrement augmenté dans les secteurs automobiles et des produits de base, notamment l'acier. Cependant, les mises en chantier de logements ont fléchi de 0,6 % en juillet. Ce tassement s'inscrit, notent les experts, à la suite d'une certaine remontée, ces derniers temps, des taux d'intérêt des prêts immobiliers. Le nombre de logements mis en chantier s'est élevé, en rythme annuel, à 1,74 million contre 1,75 million en juin, soit un niveau encore supérieur de 46,9 % à celui de juillet 1982.

### LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE ENVISAGE LA PRIVATISATION DE L'ASSURANCE-CRÉDIT A L'EXPORTATION

Le ministre britannique du commerce extérieur, M. Paul Channon, a annoncé, mardi 16 août, la constitution d'un comité d'enquête sur l'E.C.G.D. (Export Credit Guarantee Department), le service d'assurance-crédit à l'exportation, chargé d'étudier les possibilités d'une privatisation ou d'une collaboration de ses services avec le secteur privé. Les statuts de l'E.C.G.D. sont restés inchangés depuis douze ans tandis que ses activités se sont considérablement développées. Sa garantie a été étendue du règlement des exportations à la protection des investissements à l'étranger et à l'indemnisation des exportateurs contre les pertes découlant de la hausse des prix de revient, de retards dans l'exécution des commandes ou de fluctuations monétaires.

Les versements d'indemnités effectués par l'E.C.G.D. ayant presque sextuplé au cours des cinq dernières années, son bilan est devenu déficitaire (238 millions de livres l'an dernier). Face à la menace d'épuisement de ses réserves, l'E.C.G.D. avait procédé, en juillet dernier, à un relèvement draconien de ses tarifs (de 5 à 15 %), avec des suppléments exceptionnels allant jusqu'à 50 % pour les pays dits « à gros risques », comme le Mexique, le Brésil et la Nigéria. Ce n'est pas la moindre des critiques que la confédération patronale de l'industrie britannique, inquiète de la dégradation de la compétitivité des exportateurs britanniques, adresse à l'E.C.G.D. dont elle demande une réforme. Le comité d'enquête devra également comparer la qualité de l'assurance et du financement offerts par l'E.C.G.D. aux organismes d'assurance-crédit à l'exportation dans les autres pays. — (A.F.P.)

En Italie

### Le redressement de la balance commerciale paraît fragile

De notre correspondant

Rome. — La hausse du dollar fait peser un risque sérieux de détérioration sur la balance commerciale italienne, qui, depuis le début de 1983, était sur la voie du redressement. Ainsi, en juin, le déficit des échanges avait été réduit de plus de moitié par rapport à ce qu'il était voici un an : de 1 034 milliards de lire, il est revenu à 426 milliards. Ce résultat confirme, au demeurant, une tendance apparue depuis janvier dernier : au cours des six premiers mois, le déficit cumulé s'élevait à 6 711 milliards, contre 9 871 milliards pour la même période de 1982, enregistrant, par conséquent, une diminution de près d'un tiers (le Monde daté 14-15 août).

Entre janvier et juin cependant, le dollar est, lui, passé de 1 490 à 1 620 lire, ce qui signifie une dépense supplémentaire dans le domaine des importations de 5 000 milliards de lire. Cette charge intervient alors que le processus de redressement engagé depuis début de l'année s'est poursuivi de compression des achats à l'étranger et que les capacités de compétitivité des produits italiens ne laissent guère présager une augmentation substantielle des exportations.

Les importations d'énergie, qui représentaient 15 721 milliards au cours des six premiers mois de 1983, demeurent le principal facteur de déficit commercial. En juin, notamment, le déficit énergétique s'est chiffré à 3 130 milliards, reflétant déjà une hausse alors encore « raisonnable » du dollar.

Le redressement de la balance commerciale reflète en partie un fléchissement de la production industrielle, mais traduit aussi une augmentation des exportations, même si pour certains secteurs, comme les textiles, doit entrer en ligne de compte le « travail noir ».

Il reste que, globalement, selon le F.M.I., l'Italie tend à perdre sa compétitivité (le Monde du 13 août) : plusieurs branches industrielles ont réussi à dégrader des soldes positifs en valeur, mais non en volume. Il en est ainsi des produits textiles et de l'habillement, de la mécanique ou des produits sidérurgiques. En revanche, sont demeurés à même niveau les déficits en matière de produits alimentaires et chimiques.

Pour les milieux industriels, confrontés déjà à une inflation trois fois supérieure à celle des autres pays industrialisés, l'économie italienne subira du fait de la hausse du dollar un handicap supplémentaire dans son effort pour reconquérir sa compétitivité sur les marchés internationaux. En outre, la reprise tendra à faire augmenter les importations, rendant aléatoire un rééquilibrage durable de la balance commerciale.

PHILIPPE PONS.

### AU COURS DU PREMIER SEMESTRE

#### La R.F.A. a enregistré un excédent dans ses échanges avec les pays de l'Est

Bonn (A.F.P.). — Après avoir accusé un déficit de près de 1 milliard de deutschemarks au premier semestre 1982 dans ses échanges avec les pays de l'Est, l'Allemagne fédérale termine le premier semestre 1983 avec un excédent de 412 millions de deutschemarks. Le principal facteur responsable de ce renversement est constitué par le commerce de la R.F.A. avec l'U.R.S.S. : alors que les exportations ouest-allemandes vers l'Union soviétique progressaient de 28 % par rapport au premier semestre 1982 pour porter sur 5,8 milliards, les importations en provenance de ce pays représentaient de 11 % pour revenir à 5,3 milliards. La R.F.A. a ainsi enregistré un excédent de 0,5 milliard après avoir accusé un déficit de 1,4 milliard l'an dernier.

En revanche, les échanges commerciaux avec les autres pays à économie dirigée européens (Albanie non comprise) ont été la plupart du temps déficitaires. Le commerce extérieur de la R.F.A. avec tous les pays de l'Est (U.R.S.S. comprise) n'a progressé que de 1 % par rapport au premier semestre de 1982, pour s'élever à 18,7 milliards de deutschemarks. Les exportations ouest-allemandes vers ces pays ont progressé de 9 %, pour atteindre 9,6 milliards, tandis que les importations diminuaient de 6 %, pour revenir à 9,1 milliards.

Les efforts de la Yougoslavie, qui n'est pas comptabilisée dans les pays à économie dirigée, pour augmenter ses échanges avec la R.F.A. ont été couronnés de succès. Les importations ouest-allemandes en provenance de ce pays ont augmenté de 15 %, pour porter sur 1,7 milliard, alors que les exportations de la R.F.A. vers Belgrade augmentaient de 2 % à 2,4 milliards. Enfin, les exportations ouest-allemandes vers la Chine populaire ont enregistré une augmentation record (40 %) au cours du premier semestre 1983.

PRÉCISIONS. — Dans l'article intitulé « Les spéculateurs kowlois sautés par l'Etat », paru dans nos éditions du 17 août se sont glissés plusieurs erreurs. Le total des chèques postdatés ou recensés après le crash de la Bourse s'élevait à 27 milliards de dollars, soit 94 milliards de dollars comme une erreur d'impression nous l'a fait écrire. D'autre part, le projet de loi finalement adopté par le Parlement, prévoit sans injection de fonds publics, contrairement à ce que nous avons écrit, de diminuer fortement le montant des créances dues par les principaux spéculateurs, en ramenant les dates de ces derniers à la valeur des titres au jour de leur émission majorée de 25 %. Il pénalise donc essentiellement les créanciers et favorise les débiteurs.

### UN ACCORD EXEMPLAIRE

Précédé par un accord-cadre, signé le 28 novembre 1980 par la C.F.D.T. et la C.F.T.C., l'accord intervenu le 20 janvier 1982 dans le département « bouteilles et pots » de la branche B.S.N.-Emballages, et qui a été approuvé par les cinq organisations syndicales représentatives (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.C.), peut être considéré comme exemplaire.

Première innovation : les 2 500 salariés postés, qui représentent le tiers des effectifs de B.S.N.-Emballages, réparties dans huit usines, ne travaillent plus que 33,6 heures par semaine, en moyenne, grâce à l'instauration d'une cinquième équipe.

La durée du travail pour les salariés « postés continus » en quatre équipes de huit heures (agents, techniciens, agents de maîtrise et encadrement) a été ramenée à 198 heures par semaine, soit 33 heures en moyenne, en baisse de 14 postes.

La seconde innovation a été le maintien du salaire de base pour l'ensemble des salariés avec, toutefois, une révision en baisse des primes de nuances, liées elles-mêmes à la durée du travail. Pour compenser cette baisse du pouvoir d'achat, il a cependant été prévu une prime dégressive qui s'établira sur dix-huit mois.

Enfin, et c'est encore une des originalités de cet accord, les signataires ont accepté une augmentation de la productivité des usines, de l'ordre de 7 %, de façon à ce que la réduction de la durée du travail ne remette pas en cause l'équilibre de la branche B.S.N.-Emballages. En contrepartie, la direction a donné l'assurance que l'emploi ne serait pas touché.

D'autres accords devraient intervenir pour les salariés non postés.

Le Groupement d'action pharmaceutique (GAP), organisation regroupant des contestataires des deux syndicats de pharmaciens, a appelé, le 15 août, ses adhérents à manifester en justice les arrêtés préfectoraux rendus à l'occasion de la grève des gardes des pharmacies. Le président du GAP, M. Jean-Luc Carosse, estime dans un communiqué que les arrêtés préfectoraux de divers départements sont « illégaux, tant sur le fond que sur leur forme ». Pour M. Carosse, « le fait de présenter l'arrêt préfectoral comme une réquisition est une atteinte à la liberté et au droit de grève ». C'est pourquoi il indique « son intention de traduire en correctionnelle les préfets (...) ». La Fédération des syndicats pharmaceutiques français (F.S.P.F.) — majoritaire au sein des 20 000 officines privées — avait lancé, le 17 juillet, un mot d'ordre de grève illimitée des gardes de nuit et du week-end. Depuis cette date, la préfecture de chaque département réquisitionne chaque week-end des pharmaciens de garde qui, tout en restant fermés, ne délivrent que les médicaments sur ordonnance du jour même.

Lisez

LE MONDE diplomatique

### « Il faut réduire l'aspect directif de la politique gouvernementale » a affirmé le chef de l'Etat

A l'occasion de sa visite à l'usine B.S.N. de Reims, le chef de l'Etat a évoqué la question de la réduction de la durée du travail en ces termes : « La réduction du temps de travail, doit toujours s'accompagner de cette notion : augmenter la productivité, sans quoi, il y aurait quelque part quelque chose qui ne marche pas : notre économie (...) Il faut autant que possible, réduire l'aspect directif de la politique gouvernementale. Cet aspect est parfois nécessaire, il faut donner l'élan. C'est ce que nous avons fait il y a dix-huit mois, mais la réduction du temps de travail doit être le résultat du dialogue et de la négociation entre les partenaires sociaux, entreprises par entreprise, ou branche par branche. En effet, une vue surplombant l'ensemble des entreprises françaises risquerait, en raison de la disparité des situations, de créer des tensions proprement insupportables. »

Comme on lui faisait remarquer que la modernisation et la transformation de l'usine B.S.N. de Reims n'aurait pu empêcher la suppression de 300 emplois en dix ans (1900 salariés en 1973, 600 en 1983), M. Mitterrand a répondu : « C'est un phénomène constant devant toute modernisation, toute évolution technique qui va vers la simplification, la mécanisation, la robotisation. C'est un phénomène qui, dans un premier temps, peut laisser penser que l'emploi ira diminuant. Je ne suis pas sûr que dans un deuxième temps cette évidence en soit une. »

« Car je crois que toute nouvelle forme d'industrie suscite à son tour des nouvelles technologies qui requièrent d'autres travailleurs. » Il a alors mis l'accent sur le rôle primordial de la formation des Français aux nouvelles techniques afin, a-t-il souligné, « que nous passions en prise directe sur la formation et la modernisation » et qu'il n'y ait « pas de hiatus dans la transformation et la restructuration de l'industrie française ».

« Il faut éviter le télescope entre un court terme très difficile, un budget difficile, un an, un an et demi, deux ans, et un moyen terme, qui n'est pas loin, pour lequel je vois les chances de réussite. Elles sont en train de s'additionner, de se multiplier, c'est l'effort essentiel auquel je convie le gouvernement », a conclu le chef de l'Etat.

Dans une interview au quotidien Sud-Ouest du 17 août, M. Paul Marchelli, délégué général de la Confédération française de l'encadrement C.F.C.E., s'est prononcé pour une politique de retour dans leur pays des immigrés séjournant en France depuis moins de dix ans. M. Marchelli suggère une formule prévoyant, par exemple, de « réaliser des investissements » dans les pays qui accepteraient de leur retour. Ainsi pourrait-on transférer en Algérie ou au Maroc les usines Citroën de Levallois-Perret et d'Aulnay-sous-Bois (en région parisienne). « Doit-on renoncer à la robotisation sous prétexte que les ouvriers concernés sont des immigrés ? », s'interroge le délégué C.F.C.E. dans cette interview ? « L'ouverture qui a été faite aux immigrés dans les années 60 a été une des grandes erreurs économiques de l'après-guerre. Les chefs d'entreprise français en sont responsables, dans la mesure où ils se sont réfugiés dans la solution de la facilité qui consistait à importer une main-d'œuvre à bon marché plutôt que d'investir dans la recherche et la technologie. »

M. Marchelli estime qu'aujourd'hui la France risque de per-

dre son industrie automobile si l'on ne supprime pas de 50 000 à 60 000 emplois dans ce secteur pour mettre en œuvre de « nouvelles techniques de fabrication ». Ces déclarations interviennent au moment où le dossier des licenciements chez Peugeot-Talbot, va être discuté et où le gouvernement prépare pour la fin de ce mois des mesures importantes concernant l'immigration. « On n'a pas le droit de prendre, comme le fait le gouvernement, des décisions qui risquent de nous conduire à une société multi-raciale, sans l'acquiescement des Français », accuse M. Marchelli, qui réclame « un grand débat national ».

Par ailleurs, dans une lettre adressée à M. J. Ralite, ministre délégué à l'emploi, M. Marchelli demande la modification d'un décret — celui du 3 août 1983 — pour que la garantie de ressources (pré-retraite) au taux de 70 % du salaire antérieur soit accordée à environ soixante mille salariés qui en sont actuellement exclus, en vertu d'un autre décret — celui du 24 novembre 1982. Ce dernier fixait de nouvelles dispositions pour le versement des allocations de chômage.

### DANS UNE INTERVIEW A «SUD-OUEST»

#### M. Paul Marchelli (C.G.C.) préconise une politique de retour des immigrés dans leur pays d'origine

Dans une interview au quotidien Sud-Ouest du 17 août, M. Paul Marchelli, délégué général de la Confédération française de l'encadrement C.F.C.E., s'est prononcé pour une politique de retour dans leur pays des immigrés séjournant en France depuis moins de dix ans.

M. Marchelli suggère une formule prévoyant, par exemple, de « réaliser des investissements » dans les pays qui accepteraient de leur retour. Ainsi pourrait-on transférer en Algérie ou au Maroc les usines Citroën de Levallois-Perret et d'Aulnay-sous-Bois (en région parisienne). « Doit-on renoncer à la robotisation sous prétexte que les ouvriers concernés sont des immigrés ? », s'interroge le délégué C.F.C.E. dans cette interview ? « L'ouverture qui a été faite aux immigrés dans les années 60 a été une des grandes erreurs économiques de l'après-guerre. Les chefs d'entreprise français en sont responsables, dans la mesure où ils se sont réfugiés dans la solution de la facilité qui consistait à importer une main-d'œuvre à bon marché plutôt que d'investir dans la recherche et la technologie. »

M. Marchelli estime qu'aujourd'hui la France risque de per-

dre son industrie automobile si l'on ne supprime pas de 50 000 à 60 000 emplois dans ce secteur pour mettre en œuvre de « nouvelles techniques de fabrication ».

Ces déclarations interviennent au moment où le dossier des licenciements chez Peugeot-Talbot, va être discuté et où le gouvernement prépare pour la fin de ce mois des mesures importantes concernant l'immigration. « On n'a pas le droit de prendre, comme le fait le gouvernement, des décisions qui risquent de nous conduire à une société multi-raciale, sans l'acquiescement des Français », accuse M. Marchelli, qui réclame « un grand débat national ».

Par ailleurs, dans une lettre adressée à M. J. Ralite, ministre délégué à l'emploi, M. Marchelli demande la modification d'un décret — celui du 3 août 1983 — pour que la garantie de ressources (pré-retraite) au taux de 70 % du salaire antérieur soit accordée à environ soixante mille salariés qui en sont actuellement exclus, en vertu d'un autre décret — celui du 24 novembre 1982. Ce dernier fixait de nouvelles dispositions pour le versement des allocations de chômage.

La C.G.C. de la région Renault a défendu, le 15 août dans un communiqué, la politique industrielle et commerciale de Renault contre les attaques de la C.G.T. (le Monde du 13 août). M. Lang, délégué syndical central de la C.G.C., a pour sa part, estimé que « les engagements politiques de la C.G.T. lui font oublier une fois de plus les bases de l'économie en marche » : « alors que Re-

naud frôlait fin 1982 une pénétration de 40 % sur le marché français, elle se retrouve à 27,4 % en juillet 1983 ». « Doit-on continuer, demande-t-il, de produire des véhicules pour les stocker pendant de longues semaines ? Le chômage technique est sans doute un pis-aller, une solution désagréable, mais n'est-il pas préférable au chômage tout court ? »







Suivant l'exemple de Chicago et de New-York, où un marché à terme du pétrole brut a été ouvert à la fin de mars 1983, l'International Petroleum Exchange (IPE) de Londres va également permettre à ses clients de prendre des positions à terme dès novembre prochain. A l'issue de discussions menées avec l'industrie pétrolière, la qualité « Brent », en provenance de la mer du Nord, a finalement été retenue pour servir de base de référence à ces opérations.

Mais d'autres bruts légers de la mer du Nord, d'Algérie, de Tunisie et du Nigeria seront aussi cotés à Londres, moyennant des différentiels de cours par rapport à la qualité « Brent ».

Toujours à Londres, un marché à terme de la farine de soja, sur lequel les transactions s'effectuent en dollars, fonctionnent depuis le 4 juillet dernier, parallèlement au marché traditionnel, qui reste coté en sterling. La Soja Bean Meal Futures Association (Association pour le marché à terme de la farine de soja), qui gère ce marché, a des raisons pour expliquer que cette initiative faisait suite à une série de séminaires ayant eu lieu récemment et au cours desquels les professionnels européens ont exprimé le souhait de voir s'ouvrir un tel marché en Europe.

Ces professionnels auront ainsi la possibilité de se couvrir à terme, sans s'exposer aux risques découlant des fluctuations de la livre sterling, étant donné que le commerce international du soja s'effectue dans sa quasi-totalité en dollars.

NUMÉRO SPÉCIAL  
16 PAGES

# Le Monde

dossiers et documents

## LES NOUVEAUX DROITS DES TRAVAILLEURS

LA GESTATION  
L'ÉLABORATION  
LE CONTENU  
ET L'APPLICATION  
DES LOIS AURoux

ILLUSTRÉ PAR PLANTU

EN VENTE AU «MONDE»

BON DE COMMANDE

NOM ..... PRÉNOM .....  
ADRESSE .....  
CODE POSTAL [ ] [ ] [ ] [ ] VILLE .....  
NOMBRE D'EXEMPLAIRES(S) ..... X 12 F (FRAIS DE PORT INCLUS) - ..... F MO

COMMANDE À FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE  
SERVICE DES VENTES AU N° - 6, RUE DES ITALIENS - 75427 PARIS CEDEX 03

Le Monde

2015.10.15



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. JUDAÏSME : « Cet obscur objet du désir », par Jacques Tamaro ; Répliques à Amiel Mandel.
- LI : Israël ou le poids de l'élection, de Jacques Madala.

### ÉTRANGER

3. AFRIQUE : LA GUERRE DU TCHAD.
3. ASIE : CORÉE DU SUD : les deux opposants politiques les plus populaires forment un « front démocratique ».
4. EUROPE : POLOGNE : Gdansk est placée sous haute surveillance pour empêcher toute manifestation dans les rues et les églises.
4. AMÉRIQUES : ÉTATS-UNIS : le président Reagan a été interrogé par le F.B.I. sur l'affaire des documents Carter récupérés par son équipe électorale.
4. PROCHE-ORIENT

### POLITIQUE

5. La silence des intellectuels de gauche.
- SOCIÉTÉ
6. Le trafic de drogue entre l'Asie du Sud-Est et les pays occidentaux.
- JUSTICE
- 6-7. MÉDECINE : les réformes hospitalières.
7. SPORTS : le Tour de France en planche en vol.

### LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

9. Un patrimoine menacé : les cloches.
- Un musée, une étape : Saint-Tropez.
- Rétrospective du cinéma japonais Mikio Naruse à Locarno.
- Un entretien avec Rudolf Nureev.
- Rencontre avec le comédien Niels Arestrup.
- Programme des expositions.
- Une sélection.
- COMMUNICATION : le plan d'expansion de la télématique.

### ÉCONOMIE

17. CONJONCTURE : M. Gattaz à l'Elysee.
- SOCIAL : la visite de M. Mitterrand à l'usine B.S.N. de Reims.
- ÉTRANGER.
18. AGRICULTURE : « L'agro-business américain au cœur de la vague » (II), par Jacques Grat.
19. AFFAIRES.
- COMMERCE EXTÉRIEUR.

Le numéro du « Monde » daté 17 août 1983 a été tiré à 439 620 exemplaires

**EN AOÛT PRIX D'ÉTÉ**  
CONDITIONS SPÉCIALES DE CRÉDIT  
**SUR PIANOS**  
neuf et occasion



**Piano Center**  
A 5 minutes de La Défense  
71, rue de l'Anglo,  
92250 La Garenne  
761-93-11

A B C D E F

## UN RAPPORT INTERNATIONAL SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS

### Des ouvriers de moins de dix ans en Inde et en... Allemagne fédérale

De notre correspondante.

Genève. — Le groupe de travail de l'ONU sur l'esclavage a été saisi d'un rapport sur l'exploitation des enfants en Inde et également dans un pays aussi « avancé » que l'Allemagne fédérale.

Selon un rapport de la Commission internationale des juristes, dont le siège est à Genève, sur cent mille travailleurs de l'Etat indien de Tamil-Nadu, environ quarante-cinq mille sont des enfants de moins de quinze ans. Ces petits ouvriers sont employés dans l'industrie des allumettes et dans celle des feux de Bengale.

Pour amener les enfants jusqu'à Sivakasi, ville où se trouvent les principales fabriques, des autobus viennent les chercher dans leur village, à l'aube, et parfois dans la nuit. Environ deux cents enfants, entassés dans chaque bus, font ainsi jusqu'à 30 kilomètres pour atteindre leur lieu de travail. Dans une de ces manufactures, des enquêteurs ont eu la surprise de voir à son poste un enfant de trois ans et demi.

Une enquête portant sur seize fabriques et quatre mille enfants a montré que 80 % de ces derniers étaient illettrés. Ils sont payés à la pièce. Les conditions de travail dangereuses de ces industries affectent naturellement leur santé, car ils manipulent du phosphore, de l'oxyde de zinc, de la poudre d'amianté et de la gomme arabique. L'organisation de l'ONU chargée de l'enfance, l'UNICEF, qui a enquêté sur place, indique que l'empoisonnement par ces produits est difficilement décelable, car il s'agit de doses infimes qui s'accumulent dans l'organisme et ne produisent leurs effets que longtemps plus tard.

Pourtant, l'article 24 de la Constitution indienne stipule qu'« aucun enfant ne peut être mis au travail dans une fabrique ou une mine, ni occupé à aucun autre poste dangereux ». Cette loi, comme toutes les autres concernant le travail des enfants, demeure lettre morte, en raison de la rapacité des employeurs et

de la misère qui sévit dans la région. Le gouvernement, alerté, a désigné deux commissions d'enquête. La plus récente recommande, pour mettre fin à l'exploitation des enfants dans le pays, « l'extinction du permis » et « le plein emploi ». On croit rêver.

### Jeunes immigrés

Le groupe de travail sur l'esclavage s'est penché également sur le sort des enfants des travailleurs immigrés turcs en Allemagne fédérale. La Société anti-esclavagiste de Londres estime à trois cent mille le nombre d'enfants qui travaillent — plus ou moins clandestinement — dans ce pays. Au moins la moitié d'entre eux représentent la deuxième génération d'immigrés turcs. Ces enfants sont employés dans « des conditions inacceptables et parfois dangereuses », contrairement aux lois. A cela s'ajoutent des difficultés dues à des situations familiales complexes, l'exiguïté des logements et la non-scolarisation.

Lorsque le chômage frappe les chefs de famille, ceux-ci s'efforcent de mettre aussitôt que possible leurs enfants au travail. Or il existe en plein Berlin des « marchés » au sens propre du mot, où 75 % des « vendeurs » et 90 % des « acheteurs » sont des Turcs. La « marchandise » y est composée de garçons âgés de 9 à 14 ans. On les emploie souvent aux balles, où leurs patrons les font trimmer quelquefois dès l'aube dans la manutention, le tri et le lavage des primeurs. Les plus jeunes sont nourris sans être payés.

On retrouve le même schéma dans des cafétérias, des « boutiques d'exportation tenues par des Turcs », des entreprises de nettoyage de bureaux et même dans l'industrie légère. Selon les enquêteurs de la Société anti-esclavagiste, cette exploitation s'accompagne parfois de la prostitution infantile.

ISABELLE VICHNIAC.

## SELON LE BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

### Les travailleurs clandestins représentent près de 10 % de la population active dans les pays industrialisés

De notre correspondante

Genève. — Selon un rapport du Bureau international du travail (B.I.T.), le travail clandestin ne connaît pas la récession. Au contraire, il prospère partout dans le monde. Ainsi dans les pays industrialisés, les travailleurs « du noir » représentent près de 10 % de la population active et leur nombre dans certains pays dépasse celui des chômeurs. Ces travailleurs n'étant pas déclarés, on ne saurait exactement les dénombrer, mais ils se comptent par millions.

Ce phénomène est particulièrement ample dans les pays à économie de marché. Il s'explique par la récession — les employeurs n'étant que trop heureux d'éviter les charges sociales et d'ignorer le fisc — mais aussi par l'attitude de nombre de jeunes pour qui le travail régulier, le plus souvent fastidieux et pénible, ne représente pas, comme pour leurs parents, une vertu morale, mais plutôt une obligation pénible.

Cependant la majeure partie des travailleurs au noir est composée d'immigrés en situation illégale, et contraints d'accepter n'importe quel emploi, à n'importe quelles conditions, et à n'importe quel prix, et d'accomplir des travaux que les travailleurs nationaux refusent le plus souvent de faire. En outre, les emplois clandestins permettent le cumul avec des travaux à temps partiel, allant du bricolage (peinture, petits travaux de menuiserie ou de nettoyage), durant le week-end ou la nuit. Cette activité parallèle intéresse aussi bien les immigrés dans la misère et chargés de famille nombreuse que les travailleurs haute-

ment qualifiés sans emploi, les retraités désireux d'améliorer leur fin de mois, leurs rentes étant quelquefois insuffisantes pour les faire vivre.

En France, l'ensemble des travailleurs au noir représente de 3 % à 5 % de la population active, en République fédérale d'Allemagne, de 8 % à 12 %; en Suède, de 13 % à 14 %; en Italie, ce chiffre se situe de 10 % à 35 %; aux Etats-Unis enfin, on estime à 25 millions le nombre des travailleurs non déclarés.

Le travail clandestin existe également dans les pays de l'Est. Ainsi, en Yougoslavie, 10 % de la population salariée travaillent illégalement, dans les régions qui souffrent de pénurie de main-d'œuvre qualifiée, cette proportion est de 25 %. En U.R.S.S., comme en Pologne, les réparations de voitures, d'appareils électroménagers et des téléviseurs, entre autres, sont effectuées « au noir », qu'il conviendrait de qualifier d'« économie seconde ».

Le B.I.T. conclut : « Dans la mesure où le travail clandestin est devenu une certaine limite l'économie souterraine constituée désormais des phénomènes de la société, qui ne peuvent pas laisser indifférents les responsables de la collectivité nationale, il est indispensable d'aborder ce problème dans une optique suffisamment large. Il faut d'abord prendre des dispositions à la mesure du défi qui lui convient de relever, car on imagine mal le fonctionnement d'une société dans laquelle un grand nombre de citoyens exerceraient des activités illégales et non déclarées. »

I.V.

## LA HAUSSE DES PRIX DE DÉTAIL A ÉTÉ COMPRISE ENTRE 0,8 % ET 0,9 % EN JUILLET

La hausse des prix de détail a été comprise entre 0,8 % et 0,9 % en juillet, selon les premiers calculs de l'INSEE. Si l'on excepte juillet 1982, qui était une période de blocage, il faut remonter à 1977 pour trouver un résultat semblable, juillet étant traditionnellement un mois « fort » à cause notamment du relèvement des loyers.

Il faut ajouter cette année la vignette et le tabac et les hausses « programmées » d'un grand nombre de prix industriels et de services. En R.F.A., les prix ont augmenté de 0,4 %, et de 0,5 % en Grande-Bretagne.

## LÉGÈRE BAISSÉ DU CHOMAGE EN JUILLET

Le chômage a très légèrement baissé en juillet par rapport au mois de juin, indiquent les statistiques publiées le 17 août par le ministère chargé de l'emploi. En données corrigées des variations saisonnières, le nombre des demandeurs d'emploi inscrits à l'A.N.P.E. s'établissait à 2 033 100 en juillet, en recul de 0,2 % sur le mois précédent et de 0,3 % sur juillet 1982 qui avait alors enregistré une légère progression.

En données brutes, l'augmentation du nombre des demandeurs d'emploi a cependant été de 0,8 %, avec 1 893 300 inscrits ; là aussi en retrait de 0,3 % par rapport à juillet 1982.

A cette relative stabilité du chômage correspond, par ailleurs, une légère augmentation des offres d'emploi disponibles (+ 4,9 % par rapport à juin 1983), avec 44 700, en régression de 3,1 %, toutefois, sur juillet 1982.

Le communiqué de M. Ralite, ministre chargé de l'emploi, précise en outre que 119 400 personnes étaient à la recherche d'un emploi à temps partiel en juillet, contre 120 800 en juin, et 72 700 autres étaient demandeurs d'un emploi à durée déterminée, contre 67 800 en juin.

## VIOLENTS ORAGES DANS LE SUD DE LA FRANCE ET DANS L'ESSONNE

- Incendie d'un réservoir d'essence à Martigues
- Deux morts près de Toulouse

Lors d'un violent orage qui s'est abattu mardi 16 août au soir sur la région de Marseille, la foudre est tombée sur le réservoir 102 du port de stockage de la Compagnie française de raffinage, à Lavera. Ce réservoir cubant près de 10 000 mètres cubes de naphte (distillat de pétrole) qui se sont aussitôt enflammés. Les services de sécurité de la raffinerie, suppliés par les marins-pompiers de Marseille, sont intervenus très rapidement et ont pu maîtriser l'incendie vers 1 h 30 mercredi matin.

Ce même orage a sérieusement perturbé la circulation de Marseille à Avignon, où plusieurs panaches d'électricité ont nécessité l'intervention de secours. Dans la région de Toulouse, en début d'après-midi, deux personnes sont mortes foudroyées alors qu'elles téléphonaient pendant l'orage : un pompier de quarante-deux ans, M. Michel Lamotte, de Maubourquet (Hautes-Pyrénées), et une jeune fille de seize ans, M<sup>lle</sup> Sylvie Fossier, demeurant à Montepan (Haute-Garonne).

Le service des cartes grises de la préfecture de Toulouse a été inondé sous un demi-mètre d'eau à la suite de l'éclatement d'une canalisation d'eau à l'orage. Celui-ci a duré plus d'une heure et a provoqué l'inondation de plusieurs voies souterraines où les pompiers sont intervenus pour secourir de nombreux automobilistes en détresse.

Enfin, à Bouville dans l'Essonne, deux cents pavillons ont été inondés pour les mêmes raisons. Les pompiers ont dû intervenir à cinquante reprises dans la région d'Evry et de Corbeil en raison d'affaissements de terrain ou de diverses inondations.

**CEPES**  
préparation intensive en septembre, au

**CFPA**  
centre formation professionnelle avocat  
création septembre  
57, r. Ch.-Lafitte, 92 - Neuilly  
722.94.94 - 745.08.19

## POUR ÉVITER DE PÉNALISER LES ENTREPRISES FRANÇAISES

### Paris offre à l'Irak des facilités de crédit

Le gouvernement français a décidé de mettre à la disposition de l'Irak un système de financement partiel afin de permettre à ce pays d'honorer — pour la seule année 1983 — les échéances dues à des entreprises françaises à l'issue de contrats civils passés avec Bagdad, les contrats militaires faisant l'objet d'un autre type de contentieux.

Un accord-cadre a donc été signé entre la France et l'Irak (ce pays a également engagé des discussions dans le même sens avec ses différents fournisseurs : Belgique, Grande-Bretagne, Italie...) aux termes duquel les Irakiens ne paieront qu'une partie des sommes dues à ces entreprises. Le solde sera pris en charge par des banques françaises avec le relais de la B.F.C.E. (Banque française du commerce extérieur) selon des modalités (durées, taux...) que les pouvoirs publics se refusent à préciser, arguant du fait que l'Irak est encore en pourparlers avec ses autres partenaires commerciaux.

Il ne s'agit donc pas d'un prêt classique sous forme de crédit-acheteur ou de crédits à l'exportation mais bien d'une mise de fonds à la disposition des entreprises irakiennes à titre d'avance pour leur permettre d'honorer des contrats au comptant passés avec des entreprises françaises. Une liste de ces dernières a été dressée dont le contenu n'est pas divulgué mais il semble bien que figurent parmi les principales firmes françaises bénéficiaires de cette mesure toutes celles qui opèrent en Irak dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ainsi qu'un certain nombre de sociétés du secteur des télécommunications.

Etant donné qu'il s'agit d'un accord-cadre sur la base duquel seront signés par la suite des conventions individuelles portant sur chacun des principaux contrats, il n'est pas possible d'obtenir le montant exact du concours financier de la France à l'Irak. Toutefois, l'ensemble des échéances 1983 prises en compte

pour la seule partie contractuelle (c'est-à-dire en excluant la partie réclamatoire qui vient s'ajouter inévitablement à ce type de contrats civils), représenterait une somme un peu inférieure à un milliard de dollars, soit environ 8 milliards de francs français.

A titre de comparaison, les exportations françaises vers l'Irak ont représenté 9,4 milliards de francs l'année dernière (et 7,9 milliards en 1981) tandis que les importations irakiennes (essentiellement du pétrole) représentaient à 2,6 milliards de francs en 1982 contre 3,9 milliards l'année précédente.

Il est à noter que pour la première fois, la France utilise cette technique de mise à crédit partielle sur des contrats au comptant passés avec des firmes françaises pour permettre à des pays pétroliers de faire face à des difficultés de trésorerie. Il est vrai que pour l'Irak les difficultés de trésorerie sont surtout dues à la guerre avec l'Iran qui empêche Bagdad d'exporter son pétrole, ses principaux débouchés (Fao sur le golfe et un pipeline par la Syrie) ayant été détruits ou fermés.

S.M.

## ATTENTAT ARMÉNIEN CONTRE LE REPRÉSENTANT D'AIR FRANCE A TÉHÉRAN

Téhéran (A.F.P.). — Le représentant d'Air France a été légèrement blessé, ce mercredi matin 17 août, à Téhéran, par deux inconnus qui ont tiré à la mitrailleuse contre le véhicule à bord duquel il se trouvait. L'attentat a été revendiqué peu après, auprès du bureau de l'A.F.P. à Téhéran, par le groupe terroriste arménien « Ork ».

Une des six balles tirées a effleuré légèrement la jambe droite de M. Jean-Claude Eluard, représentant régional d'Air France pour l'Iran et l'Afghanistan.

## NOUVELLES BRÈVES

● Le président de Djibouti, M. Hassan Gouled, a été reçu mardi 16 août par le président Mitterrand. L'ensemble de l'entretien a porté sur le conflit tchadien et la situation en Afrique de l'Est. Sur l'affaire du Tchad, le président de Djibouti a déclaré : « Nous sommes pour la légalité, chacun chez soi. » Comme on lui demandait son sentiment quant à un éventuel envoi au Tchad de troupes françaises basées dans son pays, M. Gouled a répondu : « Je n'ai pas d'objections à faire pour le moment. » Il a enfin déclaré que « tout va pour le mieux entre la France et Djibouti et qu'il n'existe aucun contentieux entre les deux pays ».

● M. Gaston Plissonnier, membre du secrétariat du comité central du parti communiste, a exprimé mardi 16 août, son indignation et sa condamnation des nouvelles actes de répression barbare perpétrés contre le peuple chilien par un régime qui est, dit-il, « une malédiction pour son pays ». Le parti communiste français souhaite que des sanctions soient prises par la France et la Communauté économique européenne à l'encontre du régime chilien du général Pinochet.

● Des policiers ont investi le mercredi 17 août les locaux de la radio locale privée Carbone 14 à Bagneux (Hauts-de-Seine). La quasi-totalité du matériel d'émission a été saisi, l'antenne a été démontée. A midi, l'un des responsables et un animateur de la station étaient toujours entendus à la police judiciaire. Cette intervention des forces de l'ordre, réalisée à la suite d'une commission rogatoire du tribunal de grande instance de Nanterre, est la première effectuée depuis l'entrée en vigueur de la loi sur la communication audiovisuelle du 29 juillet 1982.

**EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI**  
documentation sans engagement  
**COURS LE FRAL**  
à 367 25 00  
30, rue des Dames Paris 17<sup>ème</sup>  
les cours continuent en juillet et août.

**CHAMPAGNE DE VENOGÉ**  
DEPUIS 1837  
30, Av. de Champagne 91200 EPENAY  
Téléphone : (26) 65.01.01

**L'AFFAIRE BARBIE**  
Le témoignage d'un ancien officier américain

**« Malentendu » franco-américain**

**Les troubles**  
Le régime fait face au plus ample au pouvoir

**Respo**

**Deux affaires judiciaires à Marseille**

**FAUSSES FACTURES : un proche de M. Delfaure inculpé**

**GRACES MÉDICALES : procès en septembre**

**LINE FACT**